



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

RAPPORT D'EXECUTION AU 30 JUIN DU BUDGET DE L'ETAT, GESTION 2026

Loi n° 2026-10 du 24 juin 2026 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2026

Août 2026

SOMMAIRE

DEVELOPPEMENT DES SIGLES.....	3
LISTE DES TABLEAUX.....	4
LISTE DES GRAPHIQUES.....	5
RESUME EXECUTIF.....	6
INTRODUCTION.....	9
I- SITUATION ECONOMIQUE A FIN JUIN 2026	10
A- Environnement économique international et régional.....	10
B- Matières premières et change.....	11
C- Environnement Économique National	12
II- EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT AU 30 JUIN 2026	17
A- Recettes budgétaires.....	17
A-1- Recettes du budget général.....	18
A-2- Recettes du Fonds national des Retraites du Bénin (FNRB).....	29
A-3- Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)	30
B- Dépenses budgétaires au 30 juin 2026	30
B-1- Dépenses du Budget Général.....	32
B-2- Dépenses du FNRB	36
B-3- Dépenses des Comptes d'Affectation Spéciale (CAS).....	36
C- Soldes budgétaires au 30 juin 2026.....	37
III- SITUATION D'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE AU 30 JUIN 2026.....	37
A- Mobilisation des ressources de trésorerie.....	37
B- Exécution des charges de trésorerie	39
IV- EXECUTION FINANCIERE SELON LES POLITIQUES PUBLIQUES AU 30 JUIN 2026.....	39
A- Performance financière des programmes budgétaires.....	40
B- Exécution des dépenses des politiques transversales	41
B-1- Exécution des dépenses sociales prioritaires	41
B-2-Exécution des dépenses à sensibilité directe sur le genre.....	41
B-3-Exécution des dépenses relatives au changement climatique.....	42
B-4- Exécution des dépenses relatives à l'entretien et à la maintenance des investissements publics ..	42
CONCLUSION	43

DEVELOPPEMENT DES SIGLES

ANDF	: Agence nationale du Domaine et du Foncier
CAGD	: Caisse autonome de Gestion de la Dette
DGB	: Direction générale du Budget
DGD	: Direction générale des Douanes
DGE	: Direction générale de l'Economie
DGI	: Direction générale des Impôts
DPC	: Direction de la Prévision et de la Conjoncture
DGTCP	: Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique
FMI	: Fonds Monétaire International
FNRB	: Fonds national des Retraites du Bénin
OPEP	: Organisation des pays exportateurs de pétrole
PAC	: Port Autonome de Cotonou
PEM	: Perspectives de l'Economie Mondiale
PIB	: Produit Intérieur Brut
RAPEX	: Rapport d'Exécution
SIGFP	: Système d'Informations de Gestion des Finances Publiques
TSUPP	Taxe Spécifique Unique sur les Produits Pétroliers
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Inflation et croissance économique en 2024, 2025, 2026 et 2027 sur le plan international	11
Tableau 2 : Evolution des cours des matières premières à fin juin 2026	12
Tableau 3 : Evolution des cours des devises à fin juin 2026.....	12
Tableau 4 : Dynamique de la production industrielle au T1-2026	14
Tableau 5 : Indice global du chiffre d'affaires à fin juin 2026.....	14
Tableau 6 : Dynamique du trafic au Port de Cotonou à fin juin 2026.....	15
Tableau 7 : Indice global de l'emploi à fin juin 2026	16
Tableau 8 : Etat des recettes du budget général au 30 juin 2025 et 2026.....	19
Tableau 9 : Etat des recettes des régies au 30 juin 2025 et 2026	20
Tableau 10 : Point du recouvrement des recettes de la DGD au 30 juin 2025 et 2026	21
Tableau 11 : Point du recouvrement des recettes de la DGI au 30 juin 2025 et 2026.....	24
Tableau 12 : Point du recouvrement des recettes de la DGTCP au 30 juin 2025 et 2026.....	26
Tableau 13 : Point du recouvrement des recettes de l'ANDF au 30 juin 2025 et 2026.....	28
Tableau 14 : Etat de mobilisation des autres recettes budgétaires au 30 juin 2025 et 2026.....	29
Tableau 15 : Etat de réalisation des recettes du FNRB au 30 juin 2025 et 2026.....	30
Tableau 16 : Point du niveau d'exécution des dépenses budgétaires base ordonnancement à fin	31
Tableau 17 : Evolution des dépenses ordinaires à fin juin 2025 et 2026	34
Tableau 18 : Exécution des dépenses en capital à fin juin 2025 et 2026.....	35
Tableau 19 : Engagements des dépenses du FNRB au 30 juin 2025 et 2026.....	36
Tableau 20 : Présentation des soldes budgétaires d'exécution au 30 juin 2026.....	37
Tableau 21 : Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie par nature au 30 juin 2026	38
Tableau 22 : Niveau d'exécution des charges de trésorerie par nature à fin juin 2026	39
Tableau 23 : Exécution financière selon les politiques publiques et thématiques stratégiques à fin juin 2026.....	40

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution nominale des recettes budgétaires à fin juin sur la période de 2022 à 2026.....	17
Graphique 2 : Evolution du taux d'accroissement des recettes budgétaires à fin juin sur la période.....	18
Graphique 3 : Evolution des réalisations brutes des recettes du budget général à fin juin 2025	19
Graphique 4 : Evolution des recettes des régions à fin juin sur la période de 2022 à 2026.....	20
Graphique 5 : Evolution des différentes natures de recettes de la DGD entre 2025 et 2026.....	22
Graphique 6 : Evolution des différentes natures de recettes de la DGI entre 2025 et 2026	24
Graphique 7 : Evolution des différentes natures de recettes non fiscales entre 2025 et 2026	26
Graphique 8 : Evolution des différentes natures de recettes de l'ANDF entre 2025 et 2026	28
Graphique 9 : Evolution nominale des dépenses budgétaires (base ordonnancement) à fin juin	31
Graphique 10 : Evolution des dépenses en capital (2022 à 2026) en millions de FCFA	35
Graphique 11 : Evolution des dépenses budgétaires à fin juin 2025 et 2026 (en millions de FCFA)	37

RESUME EXECUTIF

Elaboré conformément aux dispositions de l'article 93 de la loi organique relative aux lois de finances, ce rapport retrace le bilan de l'exécution du budget de l'État au 30 juin 2026. La période sous revue a été marquée par l'installation d'un nouveau mandat présidentiel et le vote d'une loi de finances rectificative, visant à mettre en cohérence les prévisions budgétaires avec les priorités et l'architecture du nouveau Gouvernement. S'inscrivant dans la démarche de transparence et de redevabilité du Gouvernement vis-à-vis de la représentation nationale, cet outil d'évaluation et de cadrage offre une vue éclairée à mi-parcours et permet de garantir l'atteinte des objectifs pour la fin de l'exercice.

1- Au premier semestre 2026, l'exécution du budget de l'Etat s'est inscrit dans un contexte international contrasté. Si les tensions géopolitiques au Moyen-Orient pèsent négativement sur l'économie mondiale (entraînant une légère décélération de l'activité et une remontée de l'inflation), la forte dynamique de la demande et des investissements technologiques ouvre des perspectives de croissance encourageantes. Cette conjoncture favorise les pays exportateurs de pétrole, tandis que les économies dépendantes des importations pétrolières font face à un ralentissement de leur croissance.

Au niveau régional, les économies de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) ont poursuivi leur dynamique de croissance, soutenue par les investissements publics et privés ainsi que par la résilience de la demande intérieure. Toutefois, les défis liés à la sécurité, aux conditions climatiques et à la mobilisation des ressources internes demeurent des facteurs de vigilance pour les finances publiques.

Sur le plan national, les mesures d'anticipation mises en place par le Gouvernement notamment en ce qui concerne l'approvisionnement suffisant en produits pétroliers et en intrants agricoles ont permis de limiter les effets négatifs des tensions géopolitiques internationales sur l'économie béninoise. Globalement, l'activité économique nationale affiche une dynamique positive au cours des six (06) premiers mois de l'année portée par l'ensemble des secteurs. Les efforts engagés en matière de modernisation de l'administration fiscale et douanière ont contribué au renforcement de la mobilisation des recettes publiques, tandis que la gestion des dépenses est demeurée orientée vers la préservation de la soutenabilité budgétaire et le financement des priorités de développement.

2-Dans ce contexte, l'exécution du budget de l'Etat à fin juin 2026 traduit la poursuite de la mise en œuvre de la politique budgétaire du Gouvernement, conciliant les impératifs de consolidation des finances publiques avec le soutien à la croissance économique et à la mise en œuvre des programmes sociaux. Les résultats enregistrés au cours du premier semestre témoignent des efforts consentis pour maintenir les équilibres macroéconomiques tout en renforçant l'efficacité de l'action publique. En effet, l'indicateur principal de mesure de la sensibilité du budget de l'Etat au social, que sont les dépenses sociales prioritaires (DSP), affiche un taux d'exécution de 32,4% pour un objectif annuel de 219 240 millions de francs CFA.

3- Au 30 juin 2026, les recettes budgétaires et les ressources de financement se chiffrent à **2 329 597,1 millions de FCFA** sur une prévision annuelle révisée de **4 148 357 millions de FCFA** correspondant à un taux de réalisation de **56,2%**.

Les dépenses du budget de l'Etat et les charges de trésorerie atteignent **2 125 412,3 millions de FCFA** en engagement, soit un taux d'exécution de **51,2%**. En ordonnancement, elles s'établissent à **2 081 098,4 millions de FCFA**, représentant **50,2%** des prévisions annuelles révisées.

En matière de mise en œuvre des politiques publiques, l'exécution des programmes budgétaires affiche au 30 juin une performance financière de **1 031 005,3 millions de francs CFA** soit **45,7%** de la prévision annuelle.

Les dotations budgétaires, quant à elles, comprenant les crédits des institutions de l'Etat, les charges financières de la dette publique et les crédits destinés aux dépenses accidentelles et imprévisibles, ont été exécutées à **535 356,4 millions de francs CFA** sur une prévision annuelle de **808 906,2 millions de francs CFA**, soit un taux de **66,2%**.

Les dépenses relatives aux autres politiques transversales, incluant les dépenses à sensibilité directe sur le genre, les dépenses liées au changement climatique et les dépenses d'entretien des infrastructures, ont été exécutées respectivement au 30 juin 2026 à **75 302,8 millions de francs CFA**, **363 986,5 millions de FCFA** et **83 040,4 millions de francs CFA**.

4- L'exécution à fin juin de la loi de finances rectificative, gestion 2026 par grands compartiments se présente comme suit :

A- Le budget de l'Etat

a- Recettes budgétaires

Les recettes budgétaires à fin juin 2026 s'établissent à **1 220 806,4 millions de FCFA**, soit **44,6%** des prévisions annuelles révisées à **2 736 136 millions de FCFA** par la loi de finances rectificative. Ce résultat traduit une hausse de **28 615,2 millions de FCFA**, soit un accroissement de **2,4 %** en glissement annuel par rapport à fin juin 2025.

Spécifiquement, les recettes des régies enregistrent une hausse de **4,4%** par rapport à la même période en 2025.

b- Dépenses budgétaires

Les dépenses budgétaires exécutées à fin juin 2026, relevant du périmètre du budget général (ministères et institutions de l'Etat), du Fonds national des Retraites du Bénin ainsi que des opérations des services publics sur les comptes d'affectation spéciale, ressortent en engagement à **1 610 675,6 millions de FCFA**, en hausse de **97 756,3 millions de FCFA** par rapport à la même période en 2025. Elles correspondent à un taux d'engagement comptable de **50%** des prévisions annuelles révisées de montant **3 223 136 millions de FCFA**.

Sur la base des titres ordonnancés, elles ressortent à **1 566 361,7 millions de FCFA**, correspondant à **48,6%** des prévisions annuelles révisées.

De façon spécifique, l'exécution des dépenses ordinaires sur la base des titres ordonnancés s'établit à **952 498,6 millions de FCFA** contre 894 035 millions de FCFA à la même date en 2025, soit une hausse de 6,5%.

Les dépenses en capital atteignent un taux d'exécution base ordonnancement de 42,4 % des prévisions annuelles révisées, soit un montant de 555 467,5 millions de francs CFA. Ce niveau d'exécution traduit l'effort financier consenti pour garantir le rythme de réalisation des investissements publics sur la période.

Au cours du semestre, la priorité a été accordée à la poursuite et à l'achèvement des projets phares du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG 2021-2026). Les ressources ordonnancées ont principalement financé les interventions majeures dans les secteurs du cadre de vie et de l'assainissement, des infrastructures et des transports, de l'énergie, de l'accès à l'eau potable, de la santé, ainsi que de la protection sociale.

Par ailleurs, l'exécution de ces dépenses intègre progressivement la prise en compte des nouvelles orientations stratégiques du septennat.

c- Solde d'exécution budgétaire

Le solde global des opérations budgétaires à fin juin 2026 ressort déficitaire à **345 555,2 millions de FCFA**, base ordonnancement, contre un solde déficitaire de 244 140,3 millions de FCFA à la même période en 2025.

B- Les opérations de trésorerie

Elles comprennent les ressources de financement et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier.

A fin juin 2026, les ressources de financement mobilisées atteignent un montant de **1 108 790,7 millions de FCFA**, correspondant à 78,5% des prévisions annuelles révisées. Ce niveau de mobilisation, en hausse de 36,2% par rapport à la même période en 2025 est porté principalement par les ressources extérieures, témoignant de l'intervention du Bénin sur le marché financier international aux conditions favorables pour l'économie.

Les charges de trésorerie, quant à elles, sont exécutées à hauteur de **514 736,7 millions de FCFA**, sur une prévision annuelle révisée de 925 221 millions de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 55,6%.

INTRODUCTION

Le rapport d'exécution de la loi de finances constitue l'un des principaux documents de reddition de comptes produits par le Gouvernement. D'une périodicité de trois (03) mois, son élaboration tire son fondement de la loi organique n° 2013-14 du 27 septembre 2013 relative aux lois de finances, principalement en son article 93. Ainsi, selon les principes de bonne gouvernance, il est établi pour rendre compte à l'Assemblée nationale et au public, de l'utilisation des ressources mises à la disposition de l'administration centrale et de l'application des règles de gestion édictées pour le compte de l'année. Sa rédaction et sa publication participent donc au renforcement de l'information budgétaire et financière des citoyens en général et des parlementaires en particulier.

Le premier semestre de l'exercice 2026 s'est déroulé dans un environnement international marqué par des incertitudes géopolitiques et le maintien de conditions financières mondiales relativement restrictives. Malgré ces contraintes, l'économie béninoise a fait preuve d'une grande résilience, soutenue par la dynamique des investissements dans les secteurs prioritaires, la montée en puissance des activités de la Zone Économique Spéciale de Glo-Djigbé (GDIZ) et la performance continue des régies financières.

Sur le plan institutionnel, cette période a été particulièrement marquée par la survenance d'une transition gouvernementale. Afin de traduire la nouvelle architecture ministérielle et d'ajuster les crédits aux orientations stratégiques émergentes, le Parlement a procédé au vote d'une loi de finances rectificative pour la gestion 2026. Cet aménagement du cadre budgétaire a permis d'assurer la continuité de l'État tout en réalignant les moyens d'action publique sur les nouvelles priorités de développement.

A travers une analyse consolidée de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses au 30 juin 2026, ce rapport constitue un outil clé de pilotage et d'aide à la décision. Il permet d'évaluer le chemin parcouru à mi-parcours et d'apprécier les conditions d'atteinte des objectifs socio-économiques arrêtés pour l'ensemble de l'exercice. Le bilan à mi-parcours de la gestion 2026 révèle des résultats encourageants caractérisés par une progression comparée à la même période en 2025.

Le rapport d'exécution de la loi de finances, gestion 2026 au 30 juin est structuré autour des points ci-après :

- la dynamique de l'économie nationale face aux défis sous-régional et international ;
- les éléments d'exécution comptable relatifs au budget de l'Etat et à la gestion de la trésorerie ;
- la performance budgétaire des programmes au cours de la période sous revue ; et
- l'état de mise en œuvre des politiques transversales du budget de l'Etat.

Il est joint en annexe, notamment, le point des modifications des crédits intervenues au cours de la période sous revue, les différentes données contenues dans le rapport présentées suivant les quatre (04) classifications obligatoires définies par la nomenclature budgétaire de l'Etat et le détail de l'exécution du budget suivant les politiques transversales.

I- SITUATION ECONOMIQUE A FIN JUIN 2026

A- Environnement économique international et régional

Au deuxième trimestre 2026, l'économie mondiale est prise en étau entre le choc négatif d'offre provoqué par la guerre au Moyen-Orient et le choc positif de la demande lié à l'accélération du cycle technologique mondial porté par l'Intelligence Artificielle (IA). Selon le FMI (juillet 2026), la croissance mondiale devrait s'établir à 3,0% en 2026, soit une révision à la baisse de 0,1 point de pourcentage par rapport aux prévisions d'avril 2026. Cette légère décélération traduit une atténuation partielle des effets du conflit au Moyen-Orient par la vigueur de la demande et des investissements liés à l'IA. Toutefois, le rythme de croissance mondiale cache des disparités. En effet, les pays exportateurs d'énergie situés hors zone de conflit et les pays bien intégrés dans la chaîne de valeur technologique enregistrent une activité plus soutenue, tandis que les importateurs d'énergie peu connectés à l'essor technologique, dont un grand nombre de pays à faible revenu, voient leur croissance ralentir. En ce qui concerne les prix, l'inflation mondiale devrait remonter à 4,7% en 2026, sous l'effet du renchérissement de l'énergie et des denrées alimentaires, avant de baisser à 3,9% en 2027.

Aux États-Unis, la croissance demeure robuste, grâce aux investissements technologiques des entreprises et à une politique budgétaire favorable. D'après les perspectives de l'économie mondiale (PEM) du FMI de juillet 2026, la croissance économique du pays pour l'année 2026 resterait inchangée par rapport aux prévisions d'avril 2026, en s'affichant à 2,3%. En 2027, elle devrait ralentir pour s'établir à 2,2%. Par ailleurs, la hausse des prix de l'énergie devrait porter l'inflation à 3,6% en 2026, avant de redescendre à 2,4% en 2027.

Dans la zone euro, la croissance est revue encore à la baisse et devrait s'établir à 0,9% en 2026 avant de rebondir à 1,2% en 2027. La révision à la baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport aux prévisions d'avril 2026, est due à un important report négatif de résultats du premier trimestre imputable à l'Irlande, à la faiblesse de la confiance des consommateurs et aux effets de la hausse des prix de l'énergie.

Dans les pays émergents et en développement, les trajectoires de croissance varient selon l'exposition à la guerre et l'intégration à la chaîne de valeur technologique mondiale. La croissance du groupe devrait ralentir à 3,8% en 2026 avant de remonter à 4,5% en 2027. En Chine, elle ralentirait à 4,6% en 2026, freinée par la hausse du prix du pétrole et des difficultés structurelles. L'Inde reste la plus dynamique avec 6,4% attendus en 2026, tandis que la Corée, la Malaisie et la Thaïlande profitent du boom des exportations technologiques liées à l'IA.

En Afrique subsaharienne, la croissance régionale fait preuve de résilience et de stabilité globale, mais dissimule de fortes disparités entre pays. La croissance devrait s'établir à 4,3% en 2026 puis à 4,5% en 2027. Cette dynamique met en lumière une fracture structurelle entre les économies. Les pays importateurs de pétrole et pauvres en ressources naturelles subissent la cherté des prix de l'énergie, tandis que d'autres profitent des efforts de stabilisation et de réformes internes, tout en restant largement en marge du boom technologique. En outre, ils

font face à une contraction de l'aide publique au développement, ce qui fragilise considérablement le financement des dépenses sociales prioritaires, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

Au Nigéria, la croissance continue de bénéficier d'une amélioration de la stabilité macroéconomique et de prix du pétrole favorables. La croissance devrait atteindre 4,1% en 2026 puis 4,3% en 2027, malgré une hausse des prix alimentaires qui pèse sur les ménages les plus pauvres.

Tableau 1 : Inflation et croissance économique en 2024, 2025, 2026 et 2027 sur le plan international

	Inflation (%)				Taux de croissance (%)			
	2024	2025	2026	2027	2024	2025	2026	2027
Monde	5,8	4,1	4,7	3,9	3,5	3,5	3,0	3,4
Pays avancés	2,6	2,5	3,0	2,4	1,9	1,9	1,7	1,8
Etats-Unis	3,0	2,7	3,6	2,4	2,8	2,1	2,3	2,2
Zone Euro	2,4	2,1	2,9	2,3	1,0	1,4	0,9	1,2
Pays émergents et pays en développement	8,0	5,2	5,8	4,8	4,5	4,5	3,8	4,5
Chine	0,2	0,0	1,2	1,5	5,0	5,0	4,6	4,1
Afrique subsaharienne	20,7	12,5	8,8	8,8	4,2	4,5	4,3	4,5
UEMOA	3,3	0,2	1,9	2,1	6,3	6,4	5,5	5,5
Nigéria	33,2	23,0	16,0	15,9	4,1	4,0	4,1	4,3

Source : FMI, juillet 2026

B- Matières premières et change

A fin juin 2026, les tensions géopolitiques, particulièrement au Moyen-Orient, et les conditions climatiques ont constitué les principaux facteurs d'évolution des prix des matières premières.

Le coton a affiché une légère détente de son cours à fin juin 2026. Le prix s'est établi à 1 016,1 FCFA/kg, contre 1 035,0 FCFA/kg un an plus tôt, soit un repli de 1,8%. Cette évolution s'inscrit dans un contexte de demande mondiale encore modérée en fibres textiles, notamment en Asie, tandis que les disponibilités demeurent confortables grâce aux bonnes perspectives de récolte enregistrées chez plusieurs grands producteurs, en particulier le Brésil. Ces facteurs ont plus que compensé les risques pesant sur l'offre liés aux conditions climatiques dans certaines zones de production.

Le prix de la tonne de riz thaïlandais s'élève à 243 829 FCFA à fin juin 2026, en baisse de 9,6% par rapport aux 269 813 FCFA enregistrés un an plus tôt. Le rétablissement de l'offre mondiale, consécutif à la reprise des exportations indiennes et à la concurrence accrue du Vietnam et du Pakistan, explique cette orientation baissière.

Le cours du baril de pétrole (Brent) demeure très affecté par la guerre au Moyen-Orient. Le prix du baril est passé de 72,03 dollars américains à fin juin 2025 à 93,35 dollars américains à fin juin 2026, soit une hausse de 29,6%. La montée vertigineuse des cours de l'or noir se justifie d'une part par la fermeture du détroit d'Ormuz ayant réduit de 60% les exportations des

pays du Golfe et, d'autre part, par les frappes ukrainiennes sur les installations pétrolières de la Russie.

Tableau 2 : Evolution des cours des matières premières à fin juin 2026

Matières premières	Fin juin 2025	Fin juin 2026	Variation (%)
Coton (FCFA/Kg)	1 035,0	1 016,1	-1,8
Riz thaïlandais (FCFA/ tonnes)	269 813	243 829	-9,6
Pétrole (\$US/ baril Brent)	72,03	93,35	29,6

Source : DPC/DGE, sur base des données de échos pour Coton, FAO pour riz thaïlandais, IndexMund pour Blé et Soja et l'OPEP pour le pétrole, août 2026

Les principales devises ont évolué de manière contrastée à fin juin 2026, sous l'effet des orientations des politiques monétaires et des conditions sur les marchés internationaux des changes.

Le dollar américain s'est replié face au franc CFA à fin juin 2026. Son cours est ressorti à 562,58 FCFA à fin juin 2026, contre 601,34 FCFA un an plus tôt, soit un recul de 6,4%. Cette évolution reflète principalement l'affaiblissement du billet vert face à l'euro, dans une logique d'anticipations d'un assouplissement de la politique monétaire de la Réserve fédérale.

Le yuan chinois a légèrement reculé vis-à-vis du franc CFA. Il s'est établi à 81,95 FCFA, contre 82,90 FCFA à fin juin 2025, soit une baisse de 1,2%. Ce repli s'explique par le maintien d'une politique monétaire accommodante destinée à soutenir une économie chinoise confrontée à une demande intérieure encore modérée.

La monnaie nigériane se relève progressivement par rapport au FCFA, témoignant de la bonne orientation des réformes monétaires engagées dans le pays. A fin juin 2026, le naira nigérian est ressorti en moyenne à 0,411 FCFA, contre 0,391 FCFA à la même période de l'année 2025, soit une appréciation de 5,1%.

Tableau 3 : Evolution des cours des devises à fin juin 2026

Devises (en FCFA)	Fin juin 2025	Fin juin 2026	Variation (%)
Dollar américain	601,34	562,58	-6,4
Yuan chinois	82,90	81,95	-1,2
Naira	0,391	0,411	5,1

Source : DPC/DGE/MEF, sur la base des données de la Banque de France pour le dollar et le Yuan et la Banque Centrale du Nigéria pour le naira, août 2026

C- Environnement Économique National

L'activité économique au plan national est analysée à travers les indicateurs tels que la croissance trimestrielle, les perspectives agricoles, l'Indice de la Production Industrielle, l'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA), l'Indice global de l'emploi, le trafic au Port Autonome de Cotonou, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) et les perspectives à fin 2026.

Après une croissance consolidée de 8,1% en 2025, l'économie béninoise entame l'année 2026 avec une croissance trimestrielle robuste. Le PIB a progressé de 7,8% au premier trimestre 2026, contre 7,4% un an plus tôt, porté par le dynamisme de l'ensemble des secteurs d'activité malgré un contexte mondial moins favorable. Le secteur primaire contribue à hauteur de 1,0 point à la croissance du PIB, le secteur secondaire pour 1,6 point et le secteur des services, principal moteur de l'économie, pour 4,1 points. Par ailleurs, la hausse des impôts et taxes, liée au renforcement de l'activité, apporte 1,0 point supplémentaire à la croissance du trimestre.

Les dernières statistiques agricoles témoignent d'une bonne performance de la campagne agricole 2025/2026 et laissent présager des perspectives encourageantes. Pour la campagne 2025/2026, la production vivrière s'est établie à 12,892 millions de tonnes, en hausse de 5,4% par rapport à la campagne précédente. Cette évolution est principalement attribuable aux fortes progressions de la production des cultures maraîchères (+32,7%) et des légumineuses (+19,0%), auxquelles s'ajoute l'augmentation de la production céréalière (+4,6%). Les racines et tubercules ont également enregistré une croissance de 1,9%. Quant aux cultures industrielles, la production de l'ananas et de l'anacarde a connu des hausses respectives de 1,0% et 2,3%. Ces performances reflètent les effets positifs de la stratégie de modernisation du secteur agricole. La disponibilité d'intrants agricoles subventionnés, le renforcement des services de conseil agricole, la distribution de semences améliorées dans les pôles agricoles ainsi que les investissements dans les aménagements hydro-agricoles ont contribué à améliorer les rendements et à renforcer la résilience des exploitations face aux aléas climatiques. En parallèle, les initiatives de développement des filières agricoles, soutenues notamment par les Programmes Nationaux de Développement des Filières à Hautes Valeurs Ajoutées (PNDF-HVA), ont favorisé une meilleure valorisation des productions et consolidé les acquis observés dans plusieurs spéculations.

Pour la campagne 2026/2027, les prévisions annoncent une progression de 4,4% de la production vivrière, qui atteindrait 13,46 millions de tonnes. Cette croissance serait essentiellement portée par les céréales (+10,0%), les cultures maraîchères (+3,0%) et les racines et tubercules (+1,8%). Quant aux cultures industrielles, après le repli enregistré en 2025/2026, la filière coton devrait rebondir de 11,9%, tandis que la production d'anacarde progresserait de 9,9%. Les filières ananas et légumineuses devraient, pour leur part, évoluer plus modérément, avec des hausses respectives de 2,7% et 8,8%. Les perspectives pour la nouvelle campagne demeurent favorables, en raison des mesures incitatives du Gouvernement et de la poursuite des réformes visant à renforcer la productivité agricole. Elles reposent notamment sur le maintien de la subvention des engrais et l'octroi de primes aux producteurs de coton, de soja, de riz et d'anacarde approvisionnant les unités nationales de transformation. Ces actions devraient consolider les performances du secteur et soutenir sa contribution à la croissance économique.

L'activité industrielle a enregistré une forte croissance au premier trimestre 2026, portée par les industries alimentaires, de matériaux et de métallurgie. La production industrielle a affiché une hausse de 7,2% par rapport à la même période de l'année précédente, une embellie qui

résulte principalement de la forte expansion des industries de matériaux et minéraux (+32,6%), en lien avec la dynamique des travaux de construction et de BTP sur la période. Les industries alimentaires ont progressé de (+3,2%), montrant la vitalité du tissu industriel au premier trimestre 2026. Les activités métalliques et énergétiques ont également enregistré des performances soutenues.

Tableau 4 : Dynamique de la production industrielle au T1-2026

Divisions regroupées	1er trimestre 2025	1er trimestre 2026	Glissement annuel (%)
Industrie Extractive	164,9	178,9	8,5
Industrie alimentaire	209,3	216,0	3,2
Industrie textile	479,4	519,7	8,4
Industrie chimique	221,7	193,1	-12,9
Industries de matériaux et minéraux	190,1	252,0	32,6
Industries métalliques	317,4	332,5	4,8
Energie	202,1	210,8	4,3
Autres industries	74,2	74,7	0,7
INDICE GLOBAL	230,1	246,7	7,2

Source : DGE/INStAD, août 2026

A fin juin 2026, le chiffre d'affaires des moyennes et grandes entreprises a nettement augmenté. L'indice du Chiffre d'Affaires (ICA) global à fin juin 2026 s'est établi à 164,5, marquant une progression de 15,1% en glissement annuel. Cette croissance des affaires traduit la résilience des principaux leviers de l'économie béninoise malgré un contexte international moins favorable. Les moteurs de cette performance sont notamment : i) le commerce (20,4%), porté par la performance agricole, la bonne tenue des activités portuaires et l'amélioration des revenus des nigériens ; ii) les autres services (38,9%), tirés par l'amélioration des services dans les zones industrielles ; iii) la construction et les travaux de construction (5,9%) et iv) les banques et SFD (28,0%), en lien avec la dynamique des activités productives sur la période.

Tableau 5 : Indice global du chiffre d'affaires à fin juin 2026

	Fin juin 2025	Fin juin 2026	Variation annuelle (%)
Produits de l'agriculture et des activités de soutien	87,2	96,6	10,8
Produits des industries extractives	99,4	182,9	84,0
Industries agroalimentaires	169,6	195,6	15,3
Autres industries manufacturières	157,8	162,5	3,0
Constructions et travaux de constructions	143,4	151,8	5,9
Commerce	128,7	155,0	20,4

	Fin juin 2025	Fin juin 2026	Variation annuelle (%)
Transports	123,6	159,3	28,8
Services d'hébergement et de restauration	168,9	216,2	28,0
Postes et telecommunications	157,3	150,4	-4,4
Banques et sfd	164,0	209,9	28,0
Assurances	186,3	182,8	-1,9
Autres activités financières	328,7	368,9	12,2
Autres services	244,0	339,0	38,9
Total	142,9	164,5	15,1

Source : DPC/DGE/MEF, août 2026

L'activité au Port de Cotonou a progressé de 16,6% à fin juin 2026. Le trafic global de marchandises est ressorti à environ 7,79 millions de tonnes contre 6,68 millions de tonnes un an plus tôt. L'amélioration du trafic est essentiellement imputable au dynamisme des exportations (+33,3%), reflétant la dynamique de la production dans la GDIZ et les exportations du pétrole brut nigérien. La forte progression des opérations de transbordement (+152,1%) et de tare (+24,5%) témoigne d'un renforcement de l'attractivité du Port de Cotonou pour les opérations de redistribution vers d'autres ports de la sous-région et confirme son rôle stratégique comme plateforme de transit régional.

Tableau 6 : Dynamique du trafic au Port de Cotonou à fin juin 2026

(En tonne)	Fin juin 2025	Fin juin 2026	Variation (%)
Navires (unité)	404	409	1,2
Marchandises	6 680 076	7 786 419	16,6
Import	4 099 074	4 122 040	0,6
Export	2 156 591	2 874 480	33,3
Transbordement	204 928	516 558	152,1
Tare	219 483	273 341	24,5

Source : PAC, août 2026

Le niveau d'emploi dans les moyennes et grandes entreprises du secteur formel a progressé à fin juin 2026. L'emploi ressort globalement robuste sur la période, affichant une progression de 6,5% par rapport à fin juin 2025. Cette expansion de la main-d'œuvre est notamment imputable au dynamisme des activités dans les secteurs tertiaire et industriel. Les principales branches concernées sont, entre autres : i) le commerce (11,0%), soutenu par les ventes observées sur la période ; ii) les autres services (5,7%), iii) les transports (21,6%) et les autres industries manufacturières (6,2%). Cette progression témoigne d'une résilience du marché du travail qui maintient sa tendance à la hausse.

Tableau 7 : Indice global de l'emploi à fin juin 2026

	Fin juin 2025	Fin juin 2026	Variation annuelle (%)
Produits de l'agriculture et des activités de soutien	150,9	147,3	-2,4
Produits des industries extractives	465,6	434,1	-6,8
Industries agroalimentaires	108,6	124,8	14,9
Autres industries manufacturières	96,5	102,5	6,2
Électricité gaz et eau	97,9	98,3	0,5
Constructions et travaux de constructions	119,6	122,4	2,3
Commerce	118,2	131,1	11,0
Transports	55,7	67,7	21,6
Services d'hébergement et de restauration	117,2	130,1	11,0
Postes et telecommunications	125,3	128,4	2,5
Banques et sfd	109,0	116,9	7,2
Assurances	135,8	141,8	4,4
Autres activités financières	130,6	149,4	14,4
Autres services	122,6	129,6	5,7
Total	110,3	117,5	6,5

Source : DPC/DGE/MEF, août 2026

A fin juin 2026, le taux d'inflation en moyenne annuelle est contenu dans la limite de 3% préconisée au sein des pays de l'espace UEMOA malgré les effets des tensions géopolitiques en cours au Moyen-Orient. Il s'est établi à 0,6%. Cette évolution du niveau des prix résulte essentiellement d'une hausse des prix de la fonction « Transports » (+4,2 %). Toutefois, cette progression a été atténuée notamment par la baisse des prix de la division « Restaurants et services d'hébergement » (-0,8%).

II- EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT AU 30 JUIN 2026

La présente partie fait le point du niveau de mobilisation des produits de recettes et d'exécution des dépenses budgétaires ainsi que le solde budgétaire qui en découle. Les données exploitées sont issues des informations collectées auprès des administrations financières et du SIGFP.

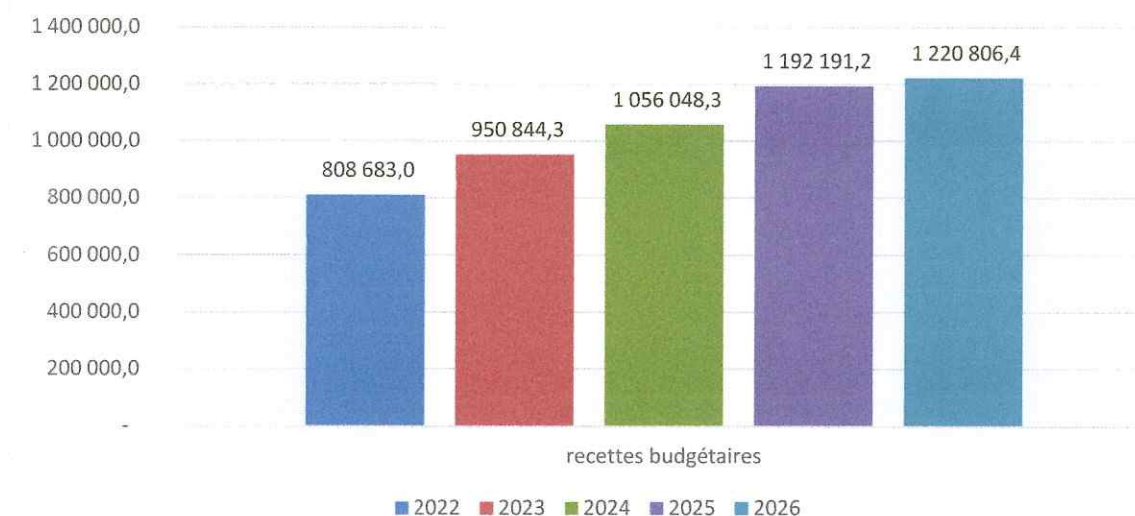
A- Recettes budgétaires

Cette composante du budget de l'Etat retrace les produits de recettes provenant du budget général (Impôts, Douane, Trésor, ANDF, dons et autres produits assimilés), du budget annexe (Fonds national des Retraites du Bénin) ainsi que des comptes d'affectation spéciale.

Au 30 juin 2026, les recettes budgétaires mobilisées se sont établies à **1 220 806,4 millions de FCFA**. Elles représentent **44,6%** de la prévision annuelle révisée dont le montant est de **2 736 136 millions de FCFA**. Elles sont en hausse de **28 615,2 millions de FCFA** par rapport au montant réalisé à la même période de l'année 2025, soit un accroissement de **2,4%**.

L'analyse du graphique n°1 ci-dessous montre une amélioration du niveau de mobilisation des ressources à fin juin sur la période 2022 à 2026, en lien avec les effets positifs induits par les réformes en cours dans les administrations financières.

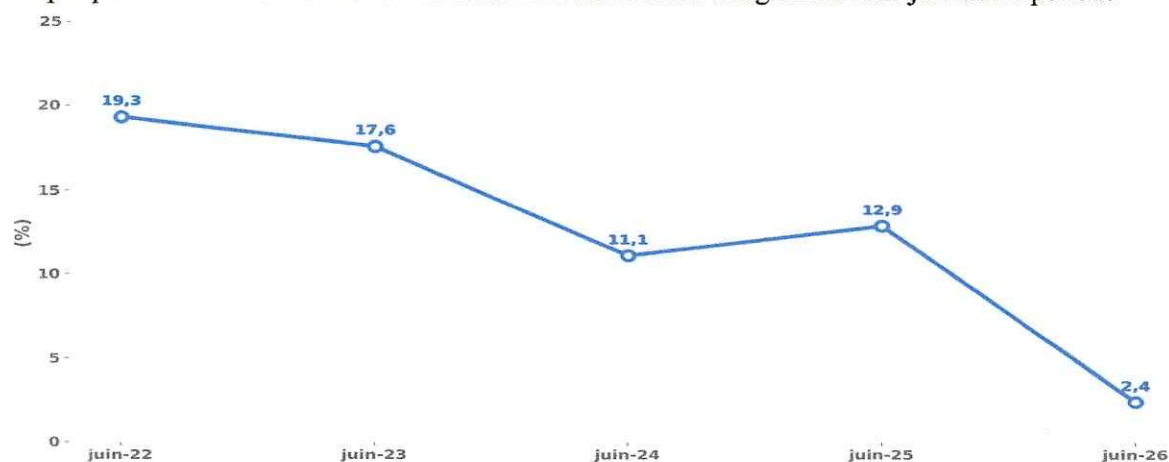
Graphique 1 : Evolution nominale des recettes budgétaires à fin juin sur la période de 2022 à 2026



Source : DGB, juillet 2026

Le graphique n°2 montre l'évolution du taux d'accroissement en pourcentage des recettes budgétaires à fin juin sur la période de 2022 à 2026.

Graphique 2 : Evolution du taux d'accroissement des recettes budgétaires à fin juin sur la période



Source : DGB, juillet 2026

A la fin du premier semestre 2026, les produits de recettes budgétaires poursuivent leur progression mais à un rythme nettement modéré par rapport aux exercices antérieurs. Après une période de forte expansion observée entre 2022 et 2023 (+19,3 % et +17,6 %) suivie d'une phase de stabilisation en 2024-2025 (+11,1 % et +12,9 %), le taux d'accroissement annuel de la collecte s'établit à 2,4 % à fin juin 2026.

Cette progression nominale des recettes, malgré un net ralentissement de leur rythme d'accroissement pourrait s'expliquer par un niveau élevé de la base de comparaison des exercices précédents. Malgré ce ralentissement relatif de la vitesse de croissance, la masse globale des recettes recouvrées demeure orientée à la hausse, imposant néanmoins une intensification des efforts de recouvrement au cours du second semestre 2026 pour sécuriser l'atteinte des objectifs de la loi de finances rectificative.

A-1- Recettes du budget général

Les recettes du budget général sont constituées des recettes des régies financières (Impôts, Douanes et Trésor), de l'ANDF, des dons et autres produits assimilés.

Au 30 juin 2026, les recettes du budget général s'élèvent à 1 179 364,2 millions de FCFA. En considérant les recettes affectées, elles s'établissent à 1 193 674,4 millions de FCFA sur une prévision annuelle révisée de 2 675 491 millions de FCFA. Les principales sources de cette mobilisation demeurent les régies financières de l'Etat que sont les administrations des impôts, de la douane et du trésor qui contribuent à près de 99% des recettes budgétaires mobilisées à fin juin 2026.

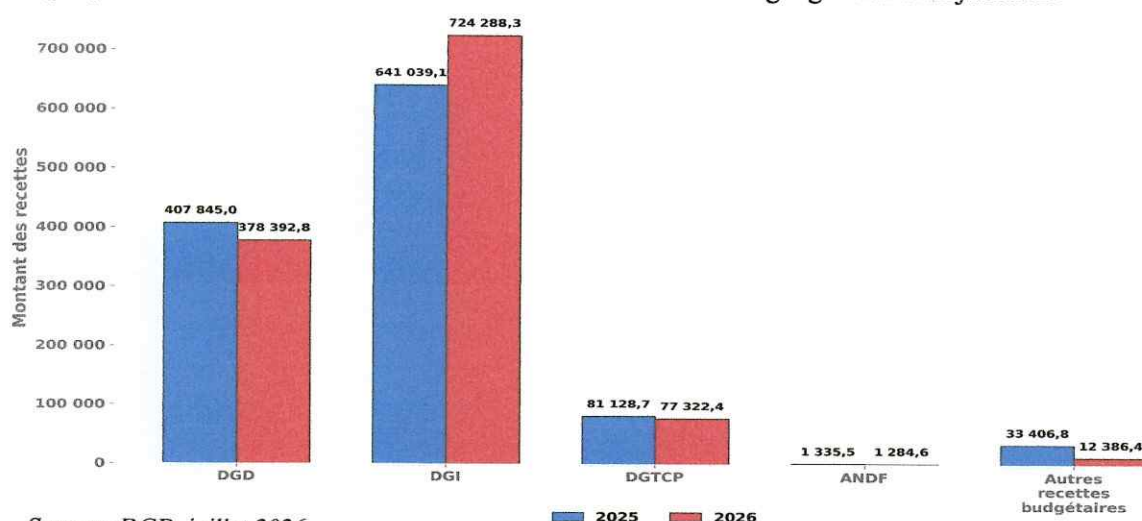
Le tableau n°8 et le graphique n°3 ci-après montrent l'évolution des produits de recettes brutes du budget général à fin juin 2025 et 2026.

Tableau 8 : Etat des recettes du budget général au 30 juin 2025 et 2026

Nature des recettes	Année 2025			Année 2026					Ecart 2026-2025 (b-a)	Taux de variation 2026- 2025
	Prévision Annuelle	Réalisations à fin juin (a)	Taux	Prévision Annuelle	Réalisations à fin mars	Recouvrement 2ème trimestre	Réalisations au 30 juin (b)	Taux (%)		
Douanes	772 200,0	407 845,0	52,8%	947 432,0	178 708,7	199 684,1	378 392,8	39,9%	-29 452,2	-7,2%
Impôts	1 311 100,0	641 039,1	48,9%	1 499 435,3	319 731,3	404 557,0	724 288,3	48,3%	83 249,2	13,0%
Trésor	128 834,0	81 128,7	63,0%	148 948,0	36 356,6	40 965,8	77 322,4	51,9%	-3 806,3	-4,7%
ANDF	5 000,0	1 335,5	26,7%	5 000,0	775,2	509,3	1 284,6	25,7%	-50,9	-3,8%
Dons budgétaires	20 000,0	0,0	0,0%	20 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0	
Fonds de concours	63 083,0	33 406,8	53,0%	54 675,7	3 617,8	8 768,6	12 386,4	22,7%	-21 020,4	-62,9%
Total	2 300 217,0	1 164 755,0	50,6%	2 675 491,0	539 189,6	654 484,8	1 193 674,4	44,6%	28 919,4	2,5%

Source : DGB, sur la base des données fournies par les régies financières, juillet 2026

Graphique 3 : Evolution des réalisations brutes des recettes du budget général à fin juin 2025



Source : DGB, juillet 2026

A-1-1-Recettes des régies financières

Au 30 juin 2026, les recettes brutes collectées par les régies financières (Impôts, Douanes et Trésor) s'établissent à 1 180 003,5 millions de FCFA, marquant une hausse de 49 990,7 millions de FCFA par rapport à la même période en 2025. Cet accroissement traduit les fruits portés par les réformes dans la mobilisation des ressources internes.

Le niveau de recouvrement des produits de recettes par régie financière est récapitulé dans le tableau n°9 ci-après :

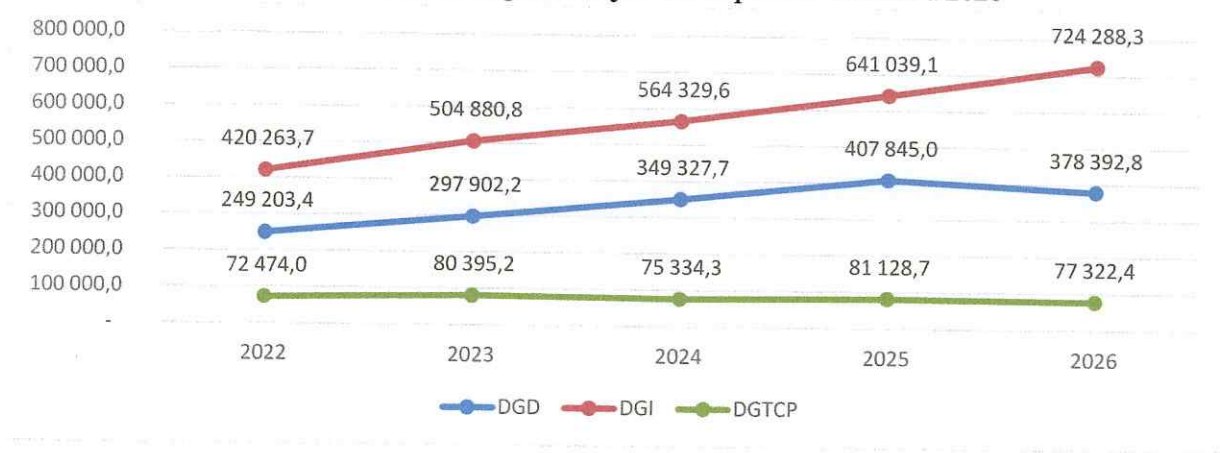
Tableau 9 : Etat des recettes des régies au 30 juin 2025 et 2026

Nature des recettes	(En millions de FCFA)								
	Année 2025			Année 2026					Taux de variation 2026-2025
	Prévision Annuelle	Réalisations à fin juin (a)	Taux	Prévision Annuelle	Réalisations à fin mars	Recouvrement 2ème trimestre	Réalisations au 30 juin (b)	Taux	
Douanes	772 200,0	407 845,0	52,8%	947 432,0	178 708,7	199 684,1	378 392,8	39,9%	-7,2%
Impôts	1 311 100,0	641 039,1	48,9%	1 499 435	319 731,3	404 557,0	724 288,3	48,3%	13,0%
Trésor	128 834,0	81 128,7	63,0%	148 948,0	36 356,6	40 965,8	77 322,4	51,9%	-4,7%
Total	2 212 134,0	1 130 012,8	51,1%	2 595 815	534 796,6	645 206,9	1 180 003,5	45,5%	4,4%

Source: DGB, sur la base des données fournies par les régies financières, juillet 2026

Le graphique n°4 ci-dessous présente l'évolution des recettes brutes par régie sur les cinq (05) dernières années à fin juin.

Graphique 4 : Evolution des recettes des régies à fin juin sur la période de 2022 à 2026



Source : DGB, juillet 2026

L'analyse de l'évolution des recettes mobilisées par les régies financières fait ressortir les tendances clés suivantes :

- **Direction Générale des Impôts (DGI) :** Les recettes affichent une dynamique de croissance soutenue sur toute la période, pour passer de 420 263,7 millions FCFA en 2022 à 724 288,3 millions FCFA en 2026. Cette accélération permet à la DGI de conforter sa position au premier rang des régies.
- **Direction Générale des Douanes (DGD) :** La trajectoire se divise en deux temps. Après une phase d'expansion continue entre 2022 et 2025, où les recettes passent de 249 203,4 millions à un sommet de 407 845 millions FCFA, les recouvrements retombent à 378 392,8 millions FCFA en 2026.

- **Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) :** Les réalisations font preuve d'une grande régularité avec un profil quasi linéaire. Les montants restent confinés dans une fourchette étroite, allant de 72 474,0 millions FCFA en 2022 à un point haut de 81 128,7 millions FCFA en 2025, avant de s'établir à 77 322,4 millions FCFA en 2026.

Les éléments explicatifs de la performance réalisée par régie financière se présentent ainsi qu'il suit :

A-1-1-1 Direction générale des Douanes (DGD)

Les produits de recettes brutes recouverts par la DGD au premier semestre 2026, s'établissent à la somme de **378 393 millions de FCFA**, en baisse de **29 452,2 millions de FCFA** par rapport aux réalisations à fin juin 2025, ce qui correspond à une régression de **7,2%**. Rapportés à l'objectif de la loi de finances, rectificative gestion 2026 qui est de **947 432,0 millions de FCFA**, ils affichent un taux de recouvrement de **39,9%** contre **52,8%** à fin juin 2025.

Par rapport à l'objectif semestriel de 440 510 millions de FCFA, il ressort un taux de réalisation de **85,90%**.

En comparant à la réalisation à fin mars, on enregistre une évolution de **111,7%**.

Ce niveau de réalisation obtenu s'explique par les facteurs suivants :

- le renforcement de la lutte contre la fraude ;
- la poursuite de la mise en œuvre des réformes douanières surtout en matière de digitalisation des procédures de dédouanement ;
- la poursuite de l'application de la valeur transactionnelle ;
- la veille permanente sur l'évolution des mobilisations de recettes au niveau des produits pourvoyeurs de recettes ;
- le renforcement des mesures de recouvrement sur les restes à recouvrer ;
- l'intensification des contrôles après dédouanement ;
- l'assainissement du milieu des Commissionnaires en Douane Agréés (CDA).

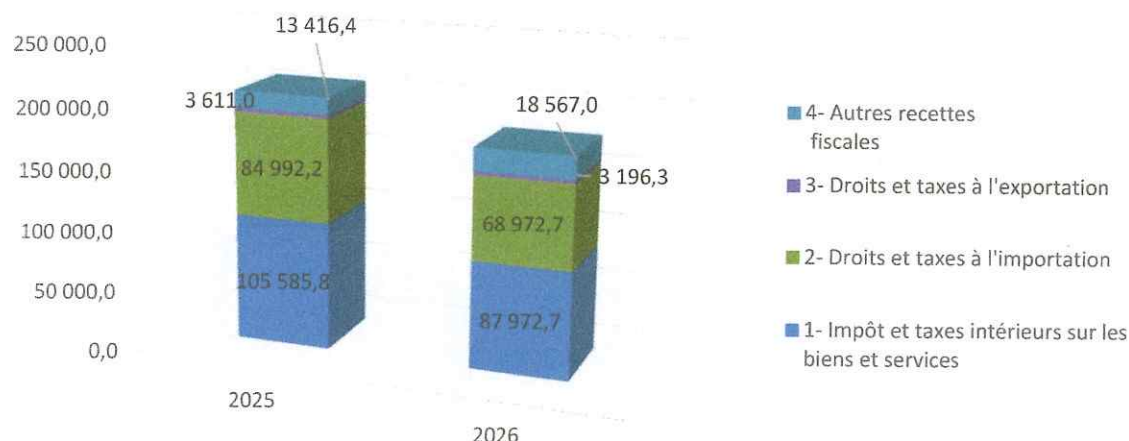
Par nature de droits et taxes, les recouvrements effectués par les services de la DGD au 30 juin 2026 sont retracés dans le tableau n°10 ci-dessous.

Tableau 10 : Point du recouvrement des recettes de la DGD au 30 juin 2025 et 2026

Nature des recettes	2025			Année 2026					En millions de FCFA		
	Prévision Annuelle	Réalisations à fin juin (a)	Taux	Prévision Annuelle révisée	Réalisations à fin mars	Recouvrement 2ème trimestre	Réalisations à fin juin (b)	Taux	Ecart 2026-2025 (b-a)	Taux de variation 2026-2025	Taux de variation entre Juin-Mars (2026)
1- Impôt et taxes intérieurs sur les biens et services	425 677,9	209 604,7	49,2%	510 487,2	87 972,7	100 657,5	188 630,2	37,0%	-20 974,5	-10,0%	114,4%
2- Droits et taxes à l'importation	283 598,7	162 739,7	57,4%	365 918,7	68 972,7	76 780,8	145 753,5	39,8%	-16 986,2	-10,4%	111,3%
3- Droits et taxes à l'exportation	14 607,0	5 262,1	36,0%	10 576,7	3 196,3	3 005,3	6 201,6	58,6%	939,5	17,9%	94,0%
4- Autres recettes fiscales	48 316,4	30 238,5	62,6%	60 449,4	18 567,0	19 240,6	37 807,6	62,5%	7 569,1	25,0%	103,6%
Total DGD	772 200,0	407 844,97	52,8%	947 432,0	178 708,7	199 684,1	378 392,8	39,9%	-29 452,2	-7,2%	111,7%
Source : DGD/BSC/SVSTD, Juillet 2026											

Le graphique 5 ci-dessous retrace l'évolution des différentes natures de recettes de la DGD de juin 2025 à 2026.

Graphique 5 : Evolution des différentes natures de recettes de la DGD entre 2025 et 2026



Source : DGB, sur la base des données de la DGD, juillet 2026

Le retard enregistré dès le premier trimestre relativement aux recettes de la douane continue de peser négativement sur les réalisations de la douane à fin juin malgré l'accélération du rythme de collecte au cours du deuxième trimestre. A cet effet, l'analyse du graphique montre que le classement des sources de revenus reste inchangé, malgré le repli global. Les impôts et taxes intérieurs sur les biens et services ainsi que les droits et taxes à l'importation continuent de former l'essentiel de la ressource fiscale (cumulant 91,8 % en 2025 et 87,8 % en 2026).

Il convient de souligner que cette performance obtenue au premier semestre a été accomplie en dépit d'un contexte opérationnel exigeant. Les principaux obstacles rencontrés incluent notamment (i) le maintien de la fermeture des frontières avec le Niger ; (ii) la conjoncture défavorable ; (iii) la crise au Moyen-Orient ; (iv) l'attentisme des opérateurs économiques en raison de la période électorale, (v) la baisse du cours du naira et la hausse du cours du dollar ; (vi) les menaces sécuritaires dans certaines parties de la région nord du pays.

Pour l'atteinte des objectifs budgétaires annuel révisé de 2026 qui s'établissent à 947 432 millions de FCFA, la dynamique sera poursuivie et s'articulera autour des grandes orientations de la stratégie de mobilisation des recettes 2025 - 2028. Elles se résument ainsi qu'il suit :

- maîtrise de la valeur et certification des poids;
- maîtrise des flux;
- opérationnalisation du nouveau dispositif de gestion de la dette douanière ;
- renforcement des infrastructures techniques et du système d'information;
- développement du traitement et de l'exploitation des données;
- optimisation de la gestion des fonctions douanières ;

- facilitation et accélération des échanges et amélioration de la qualité de service aux usagers/partenaires.

A-1-1-2- Direction générale des Impôts (DGI)

Les produits de recettes fiscales brutes recouvrés par l'Administration des Impôts à fin juin 2026 ont enregistré une progression de 13,0% en glissement annuel, en s'établissant à 724 288,3 millions de FCFA sur une prévision annuelle révisée de 1 499 435,0 millions de FCFA, soit un taux de mobilisation semestriel de 48,3%. Par rapport à l'objectif semestriel de 704 837,4 millions de FCFA, il ressort un taux de réalisation satisfaisante de 102,7%.

En valeur absolue, le niveau de progression des produits de recettes de la Direction générale des Impôts au premier semestre de 2026 est de 83 249,2 millions de FCFA comparé à la même période de 2025.

Comparativement au niveau de mobilisation à fin mars on enregistre une amélioration de la performance de 126,5%.

Cet écart positif en glissement annuel observé est imputable entre autres à la performance notée au niveau de certains impôts et taxes notamment la taxe sur les biens et services, les impôts sur les revenus non salariaux et dans une moindre mesure les impôts sur les revenus salariaux ainsi que les impôts sur la propriété en lien avec les effets prononcés des réformes mises en œuvre et le renforcement des actions de contrôle fiscal.

En effet, les impôts sur les biens et services sont ressortis à 380 920,0 millions de FCFA au 30 juin 2026, en augmentation de 98 408,3 millions de FCFA par rapport au montant de 282 511,7 millions de FCFA réalisé à la même période de 2025. Cette performance des impôts sur les biens et services est principalement imputable à la bonne tenue de la taxe sur la valeur ajoutée, principal pourvoyeur de recettes fiscales intérieures (+29 749 millions), de la reprise de la perception de la Taxe Spécifique Unique sur les Produits Pétroliers TSUPP (+14 315 millions), de la Taxe sur les activités financières et des assurances (+ 1 216 millions).

La performance notée au niveau de la TVA est induite entre autres, par le dynamisme de l'activité économique au niveau de l'ensemble des secteurs de l'économie avec un accroissement du chiffre d'affaires déclaré par les entreprises et le renforcement continue des contrôles autour de l'utilisation des factures normalisées.

S'agissant des impôts sur les revenus non salariaux, ils ont connu par rapport au niveau de mobilisation de la même période de l'exercice 2025, une hausse de 15,7% en s'affichant à 225 586,8 millions de FCFA au 30 juin 2026. Cet accroissement est principalement induit par la bonne mobilisation de l'impôt sur les sociétés (+21 758 millions de FCFA), de la retenue sur les prestataires étrangers (+4 475 millions de FCFA), de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers et de la patente.

Quant aux impôts sur les revenus salariaux, ils sont ressortis à 88 485,5 millions de FCFA au 30 juin 2026, en augmentation de 4 883,0 millions de FCFA par rapport au montant de

83 602,5 millions de FCFA réalisé à la même période de 2025. Cet accroissement est imputable au dynamisme de l'activité économique et de la création de nouveaux emplois en lien avec une amélioration continue du climat des affaires.

De leur côté, les impôts sur la propriété de leurs côtés ont enregistré un accroissement de 15,1% en glissement annuel en s'affichant à 25 169,9 millions de FCFA contre 21 861,6 à fin juin 2025. Cette hausse des impôts sur la propriété est induite notamment par la performance enregistrée au niveau du recouvrement de la Taxe sur les Véhicules à Moteur (+ 2 427 millions de FCFA) et des droits d'enregistrement (+ 3 377 millions de FCFA).

La situation de recouvrement des recettes de la DGI, par nature d'impôt, au 30 juin 2026 est retracée dans le tableau 11 ci-dessous.

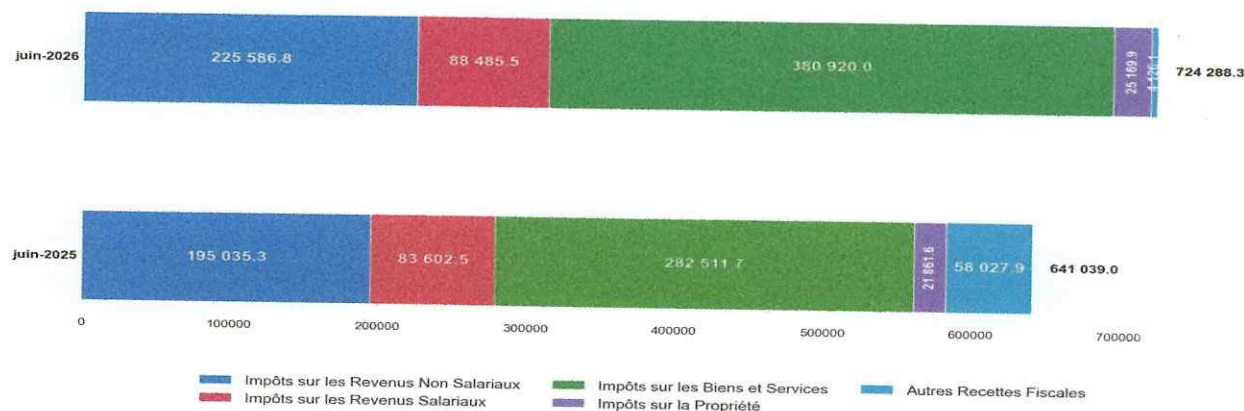
Tableau 11 : Point du recouvrement des recettes de la DGI au 30 juin 2025 et 2026

Nature des recettes	Année 2025			Année 2026					(En millions de FCFA)		
	Prévision Annuelle	Réalisations à fin juin (a)	Taux	Prévision Annuelle	Réalisations à fin mars (b)	Recouvrement 2ème trimestre	Réalisations au 30 juin (b)	Taux	Ecart 2026-2025 (b-a)	Taux de variation 2026-2025	Taux de variation entre juin mars 2026
1- Impôts sur les Revenus Non Salariaux	390 575,6	195 035,3	49,9%	415 708,0	89 290,0	136 296,8	225 586,8	54,3%	30 551,5	15,7%	152,6%
2- Impôts sur les Revenus Salariaux	166 909,8	83 602,5	50,1%	182 328,7	44 932,4	43 553,1	88 485,5	48,5%	4 883,0	5,8%	96,9%
3- Impôts sur les Biens et Services	689 240,7	282 511,7	41,0%	852 659,2	145 244,6	235 675,4	380 920,0	44,7%	98 408,3	34,8%	162,3%
4- Impôts sur la Propriété	40 974,7	21 861,6	53,4%	42 800,6	14 349,9	10 820,0	25 169,9	58,8%	3 308,3	15,1%	75,4%
5- Autres Recettes Fiscales	23 399,2	58 027,9	248,0%	5 938,8	25 914,3	-21 788,2	4 126,1	69,5%	-53 901,8	-92,9%	-84,1%
Total DGI	1 311 100,0	641 039,1	48,9%	1 499 435	319 731,3	404 557,0	724 288,3	48,3%	83 249,2	13,0%	126,5%

Source : DPSE-RNI/DGI juillet 2026

Le graphique n°6 ci-dessous illustre l'évolution entre 2025 et 2026 des différentes natures de recettes.

Graphique 6 : Evolution des différentes natures de recettes de la DGI entre 2025 et 2026



Source : DGB, sur la base des données de la DGI, juillet 2026

Le graphique illustre une progression globale des recettes fiscales entre 2025 et 2026.

Les « Impôts sur les Biens et Services » constituent le pilier central des recettes pour les deux exercices, représentant la part la plus importante du volume total. On observe également une hausse notable des « Impôts sur les Revenus Non Salariaux » entre 2025 et 2026.

Cette structure des recettes montre que les recettes de la DGI dépendent fortement de la consommation (via les Biens et Services) et des revenus non salariaux, avec une croissance plus ou moins maîtrisée de l'assiette fiscale.

L'atteinte des objectifs budgétaires révisés de 2026, fixés à 1 499 435 millions de FCFA, reposera sur la poursuite des actions inscrites dans la stratégie de mobilisation des recettes 2025-2028, notamment : l'élargissement de l'assiette fiscale, le renforcement du recouvrement des restes à recouvrer, l'intensification du recoupement d'informations à grande échelle, le renforcement du contrôle fiscal et la promotion de la conformité volontaire.

A-1-1-3- Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique (DGTCP)

Au 30 juin 2026, les recettes non fiscales collectées par la DGTCP s'élèvent à 77 322,4 millions de FCFA sur une prévision annuelle révisée de 148 948 millions de FCFA, correspondant à un taux de 51,9%. Comparativement au montant de 81 128,4 millions de FCFA réalisé à la même période en 2025, le niveau de réalisation des recettes mobilisées par la DGTCP enregistre une baisse de 3 806,3 millions de FCFA, correspondant à un repli de 4,7%. Cette régression est apparente et s'explique plutôt par un niveau de recouvrement exceptionnel enregistré courant le premier semestre de l'année 2025 comparativement à la tendance observée en glissement annuel pour le compte du premier semestre des années antérieures.

Rapportés à l'objectif à fin juin de 74 709,4 millions de FCFA, il ressort un taux de réalisation de 103,5%, ce qui témoigne du maintien d'une dynamique de tous les acteurs de la chaîne de recouvrement.

La performance enregistrée à fin juin 2026 est essentiellement portée par les rubriques « Revenu de l'entreprise et du domaine », « Droits et frais administratifs », « Recettes exceptionnelles » et « Produits financiers », et .

Il faut noter que la période cible a maintenu une cadence très favorable de recours aux services publics par rapport aux attentes projetées sur la période notamment une forte sollicitation des prestations offertes par les services en charge des travaux publics, des transports, de l'industrie, du commerce et de la santé.

La situation des recouvrements de la DGTCP par nature de droit est retracée dans le tableau n° 12 ci-dessous.

Tableau 12 : Point du recouvrement des recettes de la DGTCP au 30 juin 2025 et 2026

(En millions de FCFA)											
Nature des recettes	Année 2025			Année 2026					Ecart 2026-2025 (b-a)	Taux de variation 2026-2025	Taux de variation entre juin-mars (2026)
	Prévision Annuelle	Réalisations à fin juin (a)	Taux	Prévision Révisée	Réalisations à fin mars (b)	Recouvrement 2ème trimestre	Réalisations au 30 juin (b)	Taux			
1- Revenu de l'Entreprise et du Domaine	37,0	29,9	80,9%	55,0	6,6	62,7	69,3	126,0%	39,4	131,5%	947,4%
2- Droits et Frais Administratifs	35 060,0	11 437,2	32,6%	24 293,7	8 508,3	6 960,4	15 468,7	63,7%	4 031,4	35,2%	81,8%
3- Amendes et Condamnations Pécuniaires	730,0	636,9	87,3%	1 593,0	254,1	303,9	557,9	35,0%	-79,0	-12,4%	119,6%
4- Produits Financiers	33 000,0	40 744,8	123,5%	50 005,0	1 938,9	20 929,2	22 868,1	45,7%	-17 876,7	-43,9%	1079,4%
5- Autres Recettes Non Fiscales	10 000,0	13 446,8	134,5%	38 183,6	13 659,7	7 468,5	21 128,2	55,3%	7 681,4	57,1%	54,7%
6- Recettes Exceptionnelles	50 007,0	14 833,0	29,7%	34 817,7	11 989,0	5 241,2	17 230,2	49,5%	2 397,1	16,2%	43,7%
Total DGTCP	128 834,0	81 128,7	63,0%	148 948,0	36 356,6	40 965,8	77 322,4	51,9%	-3 806,3	-4,7%	112,7%
Source: DGB, sur la base des données fournies par la DGTCP, juillet 2026											

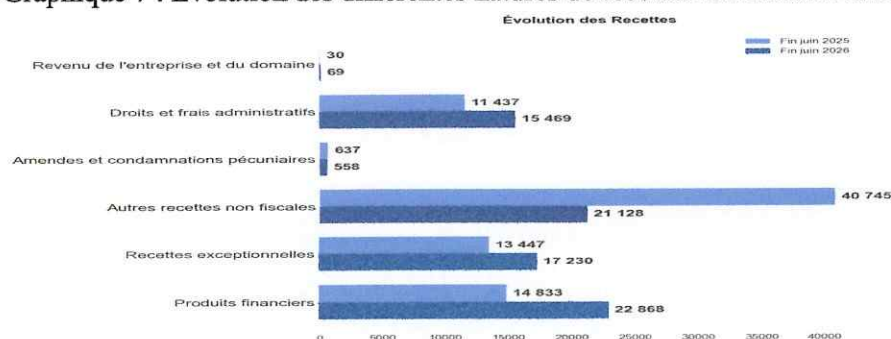
Les données du tableau font ressortir qu'en glissement annuel, une progression du niveau des réalisations de recettes a été enregistrée sur les « Revenus de l'entreprise et du domaine », les « Droits et frais administratifs », les « Recettes exceptionnelles » et les « Autres recettes non fiscales » ; absorbée par une régression des « Amendes et condamnations pécuniaires » et des « Produits financiers ».

La progression notée au niveau des « Autres recettes non fiscales » est le résultat de l'effet positif des opérations d'assainissement des comptes hors-budget qui induisent la diminution des recettes indûment versées sur des comptes hors-budget.

La forte croissance du recours aux divers services publics explique la progression notée au niveau des « Droits et frais administratifs » tandis que la variation favorable affichée par les « recettes exceptionnelles » s'explique par un flux croissant de reversement de sommes au budget national au titre des pénalités pour diverses infractions ainsi que des reliquats sur titres de paiement comparativement à fin juin de l'année précédente.

La présentation graphique qui suit projette une vision de l'analyse comparative des réalisations de recettes non fiscales en glissement annuel.

Graphique 7 : Evolution des différentes natures de recettes non fiscales entre 2025 et 2026



Source : DGB, sur la base des données de la DGTCP, juillet 2026

En termes de perspectives, le Trésor public poursuivra la mise en œuvre des actions et mesures favorables à l'atteinte des objectifs de recouvrement de recettes assignés.

A-1-2- Recettes de l'Agence nationale du Domaine et du Foncier (ANDF)

Les recettes mobilisées par l'Agence nationale du Domaine et du Foncier atteignent globalement à fin juin 2026, un montant de 2 515,3 millions de FCFA, y compris 1 230,8 millions de FCFA pour cessions de domaine privé de l'Etat, reclassés au titre des ressources de trésorerie. Sans les produits de cessions de domaine privé de l'Etat, le niveau de réalisation ressort à 1 284,6 millions de FCFA correspondant à un taux de réalisation de 25,7% des prévisions annuelles de 5 000 millions de FCFA. Il ressort une diminution de 50,9 millions de FCFA par rapport à la réalisation à fin juin 2025.

Rapportés à l'objectif de la période sous revue de 2 070,9 millions de FCFA, il ressort un taux de réalisation de 121,5%.

Les recettes mobilisées sont constituées essentiellement des cessions de domaine de l'Etat, des confirmations de droits fonciers, des morcellements, des hypothèques, des loyers relatifs aux baux emphytéotiques, des mutations, des dénonciations, des radiations, des états descriptifs et des situations géographiques.

- Cession de domaine de l'Etat

Les cessions sur domaine privé de l'Etat s'élèvent à 1 230,8 millions de francs CFA à fin juin 2026 à raison de 70,4 millions de francs CFA pour le premier trimestre et 1 160,4 millions de francs CFA pour le second trimestre. Aucune cession n'a été effectuée pour la même période en 2025 et aucune prévision effectuée à cet effet.

- Confirmations de droits

Les confirmations de droits s'élèvent à 166,8 millions de francs CFA pour une prévision de 594,2 millions de francs CFA pour le trimestre, portant la réalisation à fin juin à 316 millions de francs CFA et un taux de réalisation de 28,6%. Comparativement à l'année 2025 il est constaté une diminution de 46% liée notamment à la mise en œuvre des réformes relatives au cadastre qui ont entraîné une diminution du coût des titres fonciers.

- Hypothèques

Les hypothèques enregistrées au cours du deuxième trimestre 2026 s'élèvent à 67,5 millions de francs CFA pour une prévision de 112,1 millions de francs CFA. Leur taux de réalisation est de 60%. A fin juin, elles s'élèvent à 346,2 millions de francs CFA soit une réalisation de 206,2%.

- Morcellements

Les morcellements s'élèvent à 107 millions de francs CFA pour une prévision de 175,2 millions de francs CFA. Le taux de réalisation du trimestre est de 61%. A fin juin les morcellements atteignent 223,8 millions de francs CFA soit une réalisation de 62,3%.

- **Baux emphytéotiques**

Les baux emphytéotiques s'élèvent à 76 millions de francs CFA pour le trimestre. Ils atteignent 156, 6 millions de francs CFA à fin juin pour un taux de 52, 2%. Les actions de recouvrement se poursuivent pour l'encaissement effectif des loyers.

- **Mutations**

Les mutations s'élèvent à 116,3 millions de francs CFA à fin juin pour une prévision de 93,9 millions de francs CFA entraînant un taux de réalisation de 123,8%. Le taux de réalisation du trimestre est de 83,7%.

Diverses autres recettes ont contribué aux réalisations obtenues à savoir les dénonciations pour 20 millions de francs CFA, les radiations pour 68,4 millions de francs CFA, les états descriptifs pour 9,5 millions de francs CFA, les situations géographiques pour 6,6 millions de francs CFA.

La situation de recouvrement des prestations de l'ANDF est retracée dans le tableau n° 13 ci-dessous.

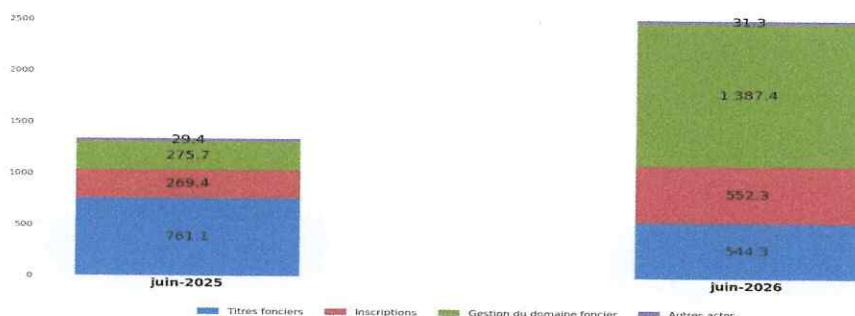
Tableau 13 : Point du recouvrement des recettes de l'ANDF au 30 juin 2025 et 2026

Nature des recettes	(En millions de FCFA)										
	Année 2025			Année 2026					Ecart 2026-2025 (b-a)	Taux de variation 2026-2025	Taux de variation entre juin-mars (2026)
	Prévision Annuelle	Réalisations à fin juin (a)	Taux	Prévision Annuelle	Réalisations au 31 mars	Mobilisation 2ème trimestre	Réalisations à fin juin (b)	Taux			
Titres fonciers	3 671,8	761,1	20,7%	3 671,8	268,6	275,7	544,3	14,8%	-216,8	-28,5%	102,7%
Inscriptions	838,4	269,4	32,1%	839,6	412,3	140,0	552,3	65,8%	282,9	105,0%	33,9%
Gestion du domaine foncier	450,5	275,7	61,2%	450,5	151,1	1 236,4	1 387,4	307,9%	1 111,7	403,3%	818,5%
Autres actes	39,2	29,4	74,8%	38,0	13,7	17,6	31,3	82,3%	2,0	6,7%	128,7%
Total ANDF	5 000,0	1 335,5	26,7%	5 000,0	845,7	1 669,7	2 515,3	50,3%	1 179,9	88,3%	197,4%

Source : ANDF, juillet 2026

Le graphique n°8 ci-dessous traduit le niveau des recettes à fin juin 2025 et 2026.

Graphique 8 : Evolution des différentes natures de recettes de l'ANDF entre 2025 et 2026



Source : DGB, sur la base des données de l'ANDF, juillet 2026

Le graphique montre une évolution des activités domaniales et foncières grâce aux effets positifs des différentes réformes en cours dans le secteur, notamment la dématérialisation des services offerts par la structure et la cession des domaines de l'Etat.

A-1-3- Autres recettes budgétaires

Elles sont constituées des appuis budgétaires et des fonds de concours et recettes assimilées. A fin juin 2026, les autres recettes budgétaires ont connu une mobilisation à hauteur de **12 386,4 millions de FCFA**, soit **16,6%** des prévisions annuelles révisées de **74 676 millions de FCFA**. Elles sont en baisse de **21 020,4 millions de FCFA** par rapport à la même période en 2025 où la mobilisation ressortait à **33 406,8 millions de FCFA**.

Le tableau n°14 ci-dessous présente le détail du niveau de mobilisation des autres recettes budgétaires à fin juin 2025 et 2026.

Tableau 14 : Etat de mobilisation des autres recettes budgétaires au 30 juin 2025 et 2026

Nature des recettes	(En millions de FCFA)								
	Année 2025			Année 2026					Taux de variation 2026-2025
	Prévision Annuelle	Réalisations à fin juin (a)	Taux	Prévision Annuelle	Réalisations à fin mars	Recouvrement 2ème trimestre	Réalisations au 30 juin (b)	Taux	
Dons budgétaires	20 000,0	0,0	0,0%	20 000,0	0,0			0,0%	0,0
Fonds de concours et ressources assimilées	63 083,0	33 406,8	53,0%	54 676,0	3 617,8	8 768,6	12 386,4	22,7%	-21 020,4
Total	83 083,0	33 406,8	40,2%	74 676,0	3 617,8	8 768,6	12 386,4	16,6%	-62,9%

Source : DGB, juillet 2026

A-2- Recettes du Fonds national des Retraites du Bénin (FNRB)

Les prélèvements du FNRB issus des cotisations sur salaires et des validations de services affichent un montant de **27 132 millions de FCFA** à fin juin 2026 sur une prévision annuelle de **60 645 millions de FCFA**, soit un taux de réalisation de **44,7%**.

En glissement annuel, elles représentent une baisse de **304 millions**, soit un taux de **1,1%**, du fait des pertes de cotisations due aux départs à la retraite dans la période qui ne sont pas compensées par les cotisations des nouvelles recrues.

Le tableau n°15 ci-dessous résume les niveaux de réalisation à fin juin 2025 et 2026 des recettes du FNRB.

Tableau 15 : Etat de réalisation des recettes du FNRB au 30 juin 2025 et 2026

En millions de FCFA										
Nature des Produits	2025			2026					Ecart de réalisation	
	Prévision Annuelle	Réal. au 30 juin (a)	TAUX (%)	Prévision Annuelle	Réalisations au 31 mars	Recouvrement 2ème trimestre	Réalisations au 30 juin (b)	Taux (%)	Ecart (b-a)	Taux d'accr (%)
Cotisations prélevées sur salaires	56 398	27 427,2	48,6	57 798	13 510,0	13 610,0	27 120,0	46,9	-307,2	- 1,1
Validations des services	2 768	9,0	0,3	2 847	6,0	6,0	12,0	0,4	3,0	33,3
TOTAL	59 166	27 436,2	46,4	60 645	13 516,0	13 616,0	27 132,0	44,7	-304,2	- 1,1
Source : DGB/ DPRV, juillet 2026										

A-3- Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)

Les comptes d'affectation spéciales réajustés par la loi de finances rectificative sont désormais constitués uniquement du compte « prévention, gestion des catastrophes et vulnérabilités ». Ce compte est alimenté par 56,2% des ressources provenant des redevances en matière de téléphonie mobile (GSM).

A fin juin 2026, les recettes affectées au compte d'affectation spéciale « prévention, gestion des catastrophes et vulnérabilités » s'élèvent à un montant de **14 310,2 millions de FCFA** sur une prévision annuelle révisée de 43 200 millions de FCFA, soit un taux d'exécution de 33,1%.

B- Dépenses budgétaires au 30 juin 2026

La présente partie fait le point du niveau d'exécution du budget de l'Etat, gestion 2026, dans son volet dépense, au titre du premier semestre. Les données exploitées sont issues du système d'information de gestion des finances publiques (SIGFP). Pour des questions d'exhaustivité, il est fait recours également à la Caisse Autonome de Gestion de la Dette (CAGD) en ce qui concerne le niveau de décaissements effectifs sur ressources extérieures.

Au plan budgétaire, les engagements de dépenses atteignent **1 610 675,6 millions de FCFA** et les titres ordonnancés **1 566 361,7 millions de FCFA**. En pourcentage, ces montants correspondent respectivement à 50% et 48,6% de la prévision annuelle révisée à 3 223 136 millions de FCFA. Ces niveaux d'exécution, ont été possibles grâce à la bonne maîtrise des processus d'exécution de la dépense publique par les acteurs.

Sous l'angle social, il convient de noter également que les engagements sociaux de l'Etat sont bien tenus au cours de la période. L'indicateur de la sensibilité sociale des dépenses (Dépenses sociales prioritaires) suivant la nomenclature retenue avec le Fonds Monétaire International (FMI) ressort à fin juin, à **71 023,0 millions de FCFA** en termes d'ordonnancement pour un objectif annuel de 219 240 millions de FCFA.

Du point de vue nature économique, les dépenses ordinaires atteignent **996 448,9 millions de FCFA** en engagement, en hausse de 34 776,8 millions de FCFA par rapport à leur niveau de 2025. La hausse enregistrée est principalement portée par les dépenses de transfert.

Quant aux dépenses en capital, elles s'établissent globalement à **555 467,5 millions de FCFA** en ordonnancement contre 467 118,7 millions de FCFA à fin juin 2025. Ce résultat est conforme au plan de décaissement des dépenses des projets d'investissement.

Le tableau ci-dessous retrace le niveau d'exécution des dépenses budgétaires à fin juin 2026.

Tableau 16 : Point du niveau d'exécution des dépenses budgétaires base ordonnancement à fin

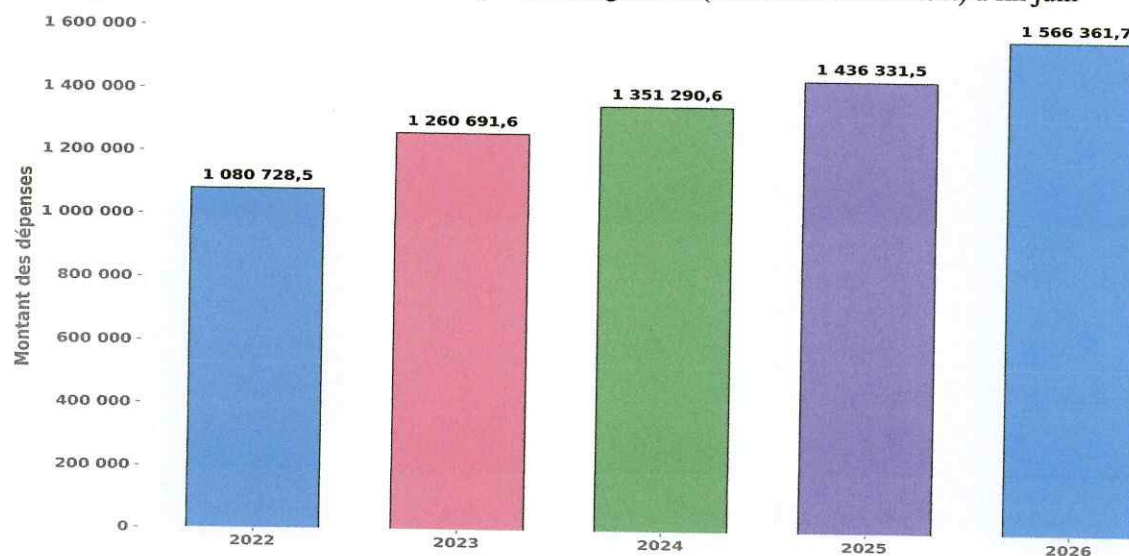
En millions de FCFA						
Nature des opérations	2025			2026		
	Prévision annuelle	Montant ordonnancé	Taux d'exécution	Prévision annuelle	Montant ordonnancé	Taux d'exécution
Dépenses du budget général	2 654 719	1 361 153,8	51,3	3 089 336	1 507 966,1	48,8
Dépenses du budget annexe	100 600	45 850,3	45,6	90 600	43 940,2	48,5
Dépenses des CST	23 200	29 327,5	126,4	43 200	14 455,4	33,5
Total des dépenses budgétaires	2 778 519	1 436 331,5	51,7	3 223 136	1 566 361,7	48,6

Source : DGB, juillet 2026

Le taux d'exécution des dépenses budgétaires (base ordonnancement) ressort à 48,6% à fin juin 2026 contre un taux de 51,7% à fin juin 2025. Ce résultat traduit un léger repli du rythme de consommation des crédits, en lien avec le retard dans la mise en place des outils de gestion, les réaménagements de l'architecture ministérielle.

Sur la période de 2022 à 2026, l'évolution des dépenses budgétaires est traduite dans le graphique ci-dessous.

Graphique 9 : Evolution nominale des dépenses budgétaires (base ordonnancement) à fin juin



Source : DGB, juillet 2026

L'exécution détaillée des dépenses budgétaires par catégorie, nature et par type de budget se présente comme ci-après :

B-1- Dépenses du Budget Général

Le budget général est constitué des dépenses ordinaires et des dépenses en capital. A fin juin 2026, les dépenses du budget général exécutées (base engagement) s'établissent à **1 552 225,2 millions de francs CFA** représentant **50,2%** des prévisions annuelles.

En ordonnancement, elles s'établissent à **1 507 966,1 millions de francs CFA**, soit un taux d'exécution de **48,8%** des prévisions annuelles révisées. Ce résultat se décline selon les différentes catégories de dépenses comme suit :

B-1-1- Dépenses ordinaires

Constituées des dépenses de personnel, des charges financières de la dette publique, des dépenses d'acquisitions de biens et services et des dépenses de transfert courant, les dépenses ordinaires atteignent en engagement **996 448,9 millions de FCFA** et **952 498,6 millions de FCFA** en ordonnancement. Rapportés aux prévisions révisées de montant **1 777 816 millions de FCFA**, ces montants correspondent à des taux d'exécution respectifs de **56%** et **53,6%**.

Par rapport à la même période en 2025, les dépenses ordinaires enregistrent en termes d'engagement comptable, une hausse de **3,6%**, tirée par une augmentation des crédits destinés aux dépenses de transferts. Par nature de dépenses, l'exécution des dépenses ordinaires se présente comme suit :

B-1-1-1- Charges financières de la dette publique

Les intérêts sur la dette publique (intérieure et extérieure) payés au 30 juin 2026 conformément au calendrier des échéances s'élèvent à **196 642,5 millions de FCFA** correspondant à **64,1%** de la prévision annuelle révisée de **306 703 millions de FCFA**.

Par type de dette, les intérêts financiers assurés se décomposent comme ci-après :

- ✓ **69 823,6 millions de FCFA** au titre de la dette intérieure, correspondant à un taux d'exécution de **67,3%** des prévisions annuelles révisées, conformément au planning des échéances de paiement ;
- ✓ **126 818,9 millions de FCFA** au titre de la dette extérieure, correspondant à un taux d'exécution de **62,5%** des prévisions annuelles révisées.

B-1-1-2- Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel des ministères et des institutions de l'Etat, exécutées à fin juin 2026 ressortent respectivement en engagement et en ordonnancement à **267 303,1 millions de FCFA** et **266 769,4 millions de FCFA** sur une prévision annuelle de montant **580 608 millions de FCFA**, soit un taux d'exécution d'environ **46%** base engagement. Elles dégagent une hausse

de 1 540,7 millions de francs CFA par rapport au montant engagé à la même période de 2025 en lien avec la prise en charge des nouvelles recrues.

B-1-1-3- Dépenses d'acquisitions de biens et services

Les dépenses d'acquisitions de biens et services s'établissent à fin juin 2026 à **98 800,6 millions de FCFA**, base engagement sur une prévision annuelle révisée de 212 425 millions de FCFA, correspondant à un taux d'engagement de 46,5%. En ordonnancement, elles s'établissent à **82 478,8 millions de FCFA** contre 74 635,6 millions de FCFA à fin juin 2025 soit une hausse de 7 843,2 millions FCFA. Cette hausse de 10,5% par rapport à la même période de l'année s'explique par une bonne maîtrise des outils de gestion et du processus d'exécution des dépenses publiques par les acteurs.

B-1-1-4- Dépenses de transfert

Les dépenses de transfert atteignent en base engagement et en ordonnancement respectivement, **433 702,8 millions de FCFA** et **406 607,9 millions de FCFA** correspondant à des taux d'exécution respectifs de 64% et 60%. Elles connaissent une hausse de 3,3% par rapport à leur niveau d'engagement à la même date en 2025. Ces résultats s'inscrivent dans la tendance observée ces dernières années en termes d'efforts soutenus en matière d'actions sociales. A titre illustratif, le programme d'alimentation scolaire, le projet de supplémentation des 1000 premiers jours, le déploiement du projet GBESSOKE, les exonérations fiscales ciblées, ainsi que la gratuité scolaire pour les filles dans l'enseignement secondaire etc, et poursuivent leur montée en charge.

Les dépenses de transfert sont constituées des dépenses de transferts courants et des dépenses d'exonérations fiscales.

Au 30 juin 2026, les dépenses de transferts courants sont exécutées base engagement à hauteur de 63,4% des prévisions annuelles révisées de 510 079 millions de FCFA, soit un montant engagé de 329 615 millions de FCFA. En ordonnancement, elles ressortent à 296 520,1 millions de FCFA, soit un taux de 58,1%. Comparé à leur niveau de réalisation à fin juin 2025, elles enregistrent une baisse en valeur absolue de 96 387,9 millions de FCFA.

Quant aux dépenses fiscales et autres dépenses conjoncturelles, elles sont exécutées pour un montant de 110 087,8 millions de FCFA sur une prévision de 118 000 millions de FCFA.

Les détails par nature de dépenses sur le niveau d'exécution des dépenses ordinaires, sont retracés dans le tableau n°17 ci-après :

Tableau 17 : Evolution des dépenses ordinaires à fin juin 2025 et 2026

En millions de FCFA											
Nature des dépenses	2025				2026					ECARTS	
	Prévision Annuelle	Montant Engagé	Montant ordonnancé	Taux d'exé (%)	Prévisions Annuelle Révisée	Montant ordonnancé au 31 mars	Montant Engagé au 30 juin	Montant ordonnancé au 30 juin	Taux d'exé (%)	Valeur	Taux d'accrois (%)
Charges fin. de la Dette Pub	239 000	175 212,4	175 212,4	73,3	306 703,4	149 189,0	196 642,5	196 642,5	64,1	21 430,1	12,2
Dépenses de Personnel	632 732	265 762,4	264 999,3	42,0	580 608,4	155 339,4	267 303,1	266 769,4	46,0	1 540,7	0,6
Dép d'acquis de biens et services	213 168	100 694,4	74 635,6	47,2	212 425,1	56 456,1	98 800,6	82 478,8	46,5	-1 893,9	-1,9
Dépenses de Transferts	559 500	420 002,9	379 187,7	75,1	678 078,7	334 637,2	433 702,8	406 607,9	64,0	13 699,9	3,3
Total	1 644 400	961 672,1	894 035,0	58,5	1 777 816	695 621,8	996 448,9	952 498,6	56,0	34 776,8	3,6

Source : DGB, sur la base des données SIGFP, juillet 2026

B-1-2- Dépenses en capital

Les dépenses en capital ressortent à fin juin 2026 respectivement en autorisations d'engagement et en crédits de paiement (engagement comptable) à **588 796,3 millions de FCFA** et **555 776,3 millions de FCFA**. En termes d'ordonnancement, les crédits de paiement atteignent **555 467,5 millions de FCFA** correspondant à 42,4% des prévisions annuelles révisées de montant **1 311 520 millions de FCFA** contre une exécution de **467 118,7 millions de FCFA** à la même période en 2025.

Par source de financement, l'exécution des dépenses en capital à fin juin 2026 se présente comme ci-après :

- **Dépenses d'investissement financées sur ressources intérieures** : Elles se sont établies à **349 711,8 millions de FCFA** en engagement et à **349 403,1 millions de FCFA** en ordonnancement, sur une prévision annuelle révisée de **748 990 millions de FCFA**, soit un taux d'exécution de 46,7% en engagement et 46,6% en ordonnancement ;
- **Dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures** : Elles atteignent en engagement comme en ordonnancement **206 064,4 millions de FCFA**, correspondant à un taux d'exécution de 36,6% sur une prévision annuelle révisée de **562 530 millions de FCFA**.

En valeur nominale, la hausse globale de l'exécution des dépenses en capital à fin juin 2026 est principalement portée par les investissements financés sur ressources intérieures qui enregistrent en glissement annuel une augmentation de **89 718,7 millions de FCFA**, soit un taux d'accroissement de 34,5% tandis que les dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures enregistrent une légère baisse de **9 280,7 millions de FCFA** soit un replis de 4,3%. Globalement, dans un contexte électoral et de transition de mandat présidentiel, ces résultats témoignent de l'effort de sanctuarisation des dépenses d'investissement dans tous les secteurs.

L'exécution des dépenses en capital à fin juin 2025 et 2026 est retracée dans le tableau n°18 ci-dessous.

Tableau 18 : Exécution des dépenses en capital à fin juin 2025 et 2026

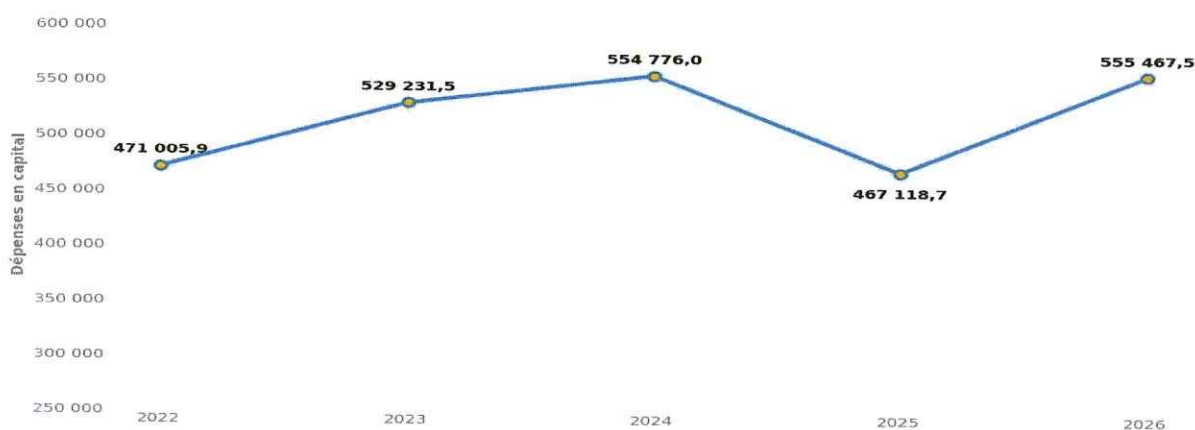
En millions de FCFA

Nature des dépenses	2025						2026						Ecart (b-a)		
	Prévision Annuelle		Montant Engag. (a)		Montant ordonnancé	Taux Engag. (%)	Prévision Annuelle Révisée		Montant ordonnancé au 31 mars	Montant Engag au 30 juin. (b)		Montant ordonnancé au 30 juin	Taux Engag. (%)	Valeur	Taux d'accroiss. (%)
	AE	CP	AE	CP			AE	CP		AE	CP				
Dépenses en Capital sur financement Intérieures	1 132 800,9	584 062	352 277	259 993,1	251 773,6	44,5	844 480,3	748 990	294 120	382 731,8	349 711,8	349 403,1	46,7	89 718,7	34,5
Dépenses en Capital sur financement extérieur	764 783,8	426 257	215 345	215 345,2	215 345,2	50,5	727 667,8	562 530	75 678	206 064,4	206 064,4	206 064,4	36,63	-9 280,7	-4,3
*Prêts	687 251	363 174	181 938	181 938,4	181 938,4	50,1	713 591,7	507 854	72 061	193 678,1	193 678,1	193 678,1	38,1	11 739,7	6,5
*Dons	77 533	63 083	33 407	33 406,8	33 406,8	53,0	320 142,5	54 676	3 618	12 386,4	12 386,4	12 386,4	22,7	-21 020,4	-62,9
TOTAL	1 897 585	1 010 319	567 622	475 338,3	467 118,7	47,0	1 572 148,1	1 311 520	369 798,6	588 796,3	555 776,3	555 467,5	42,4	80 438,0	16,9

Source : DGB, sur la base des données fournies par le SIGFIP et la CAA, août 2026

Dans une perspective temporelle, les dépenses d'investissement affichent une tendance à la hausse sur la période 2022-2026. Celles-ci s'élèvent à **471 005,9 millions de francs CFA** en 2022 avant d'augmenter à **529 231,5 millions de francs CFA** en 2023, soit une progression de 12,4%. Cette tendance haussière se poursuit en 2024, où les dépenses atteignent **554 776,0 millions de francs CFA** correspondant à une hausse de 4,8 % par rapport à 2023. Cette évolution traduit une intensification des investissements publics, notamment dans les projets d'infrastructures et les programmes à impact social. Dans l'ensemble, malgré la baisse observée en juin 2025, les dépenses en capital affichent une **tendance globale à la hausse** sur la période 2022-2026. Elles progressent d'environ 17,9 % entre 2022 et 2026, ce qui témoigne du maintien de l'effort d'investissement de l'Etat en faveur du développement économique et social.

Graphique 10 : Evolution des dépenses en capital (2022 à 2026) en millions de FCFA



Source : DGB, juillet 2026

B-2- Dépenses du FNRB

B-2-1- Dépenses de fonctionnement et charges de pension

Les charges de pension et les dépenses de fonctionnement du FNRB sont exécutées à fin juin 2026 en engagement à hauteur de 43 995 millions de FCFA, et en ordonnancement respectivement à 43 940,2 millions de FCFA, soit des taux d'exécution de 48,6% et 48,5% de l'objectif annuel de 90 600 millions de FCFA.

En glissement annuel ce niveau engagé est en baisse de 1 946,1 millions de FCFA dû principalement aux effets financiers des départs à la retraite sur la période.

Tableau 19 : Engagements des dépenses du FNRB au 30 juin 2025 et 2026

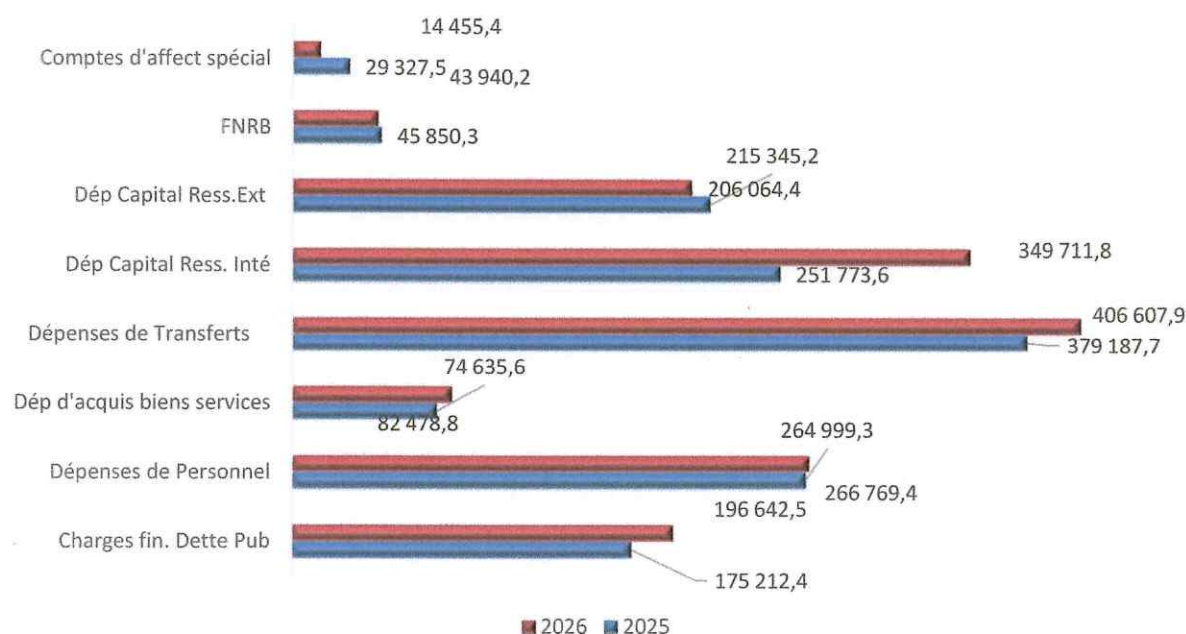
En millions de francs CFA										
Nature des dépenses	2025			2026					ECARTS (b-a)	
	Prévisions annuelles	Montants engagés à fin juin (a)	Taux (%)	Prévisions annuelles	Exécution à fin mars	Exécution au deuxième trimestre	Exécution à fin juin (b)	Taux	Valeur	Taux d'accr. (%)
Autres transferts courants	99 600,0	45 797,0	46,0	89 600,0	22 502,5	21 348,5	43 851,0	48,9%	-1 946,0	-4,2%
Dépenses de pensions	97 100,0	44 145,0	45,5	86 600,0	22 502,5	20 027,5	42 530,0	49,1%	-1 615,0	-3,7%
Soins et hospitalisation des pensionnés	2 500,0	1 652,0	66,1	3 000,0	0,0	1 321,0	1 321,0	44,0%	-331,0	-20,0%
Fonctionnement	1 000,0	144,0	14,4	1 000,0	88,0	56,0	144,0	14,4%	0,0	0,0%
Total	100 600,0	45 941,0	45,7	90 600,0	22 590,5	21 404,5	43 995,0	48,6%	-1 946,0	-4,2%
Source : DGB/ DPRV ,données SIGFP juillet 2026										

B-3- Dépenses des Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)

L'exécution des dépenses du compte Prévention, Gestion des catastrophes et des vulnérabilités à fin juin 2026 s'établit en crédits de paiement à 14 455,4 millions de FCFA en engagement comme en ordonnancement, sur une prévision réajustée de 43 200 millions de FCFA soit un taux de 33,5%. Par rapport au niveau base engagement à la même période de 2025, les crédits de paiement émis au titre des dépenses des comptes spéciaux enregistrent en valeur absolue une hausse de 3 294,5 millions de FCFA soit 29,5%.

Le graphique ci-dessous récapitule en millions de FCFA, le niveau d'évolution des dépenses budgétaires à fin juin 2025 et 2026.

Graphique 11 : Evolution des dépenses budgétaires à fin juin 2025 et 2026 (en millions de FCFA)



Source : DGB, juillet 2026

C- Soldes budgétaires au 30 juin 2026

Les principaux soldes budgétaires issus de l'exécution du budget de l'Etat à fin juin 2026, sur la base des dépenses ordonnancées, se présentent tels que récapitulés dans le tableau n°20 ci-après :

Tableau 20 : Présentation des soldes budgétaires d'exécution au 30 juin 2026

Eléments	En millions FCFA		
	Recettes (a)	Dépenses (b)	Solde (a-b)
Budget Général	1 179 364,2	1 507 966,1	- 328 601,9
Comptes d'affectation	14 310,2	14 455,4	- 145,2
FNRB	27 132,0	43 940,2	- 16 808,2
Total	1 220 806,4	1 566 361,7	- 345 555,3

Source : MEF/DGB, juillet 2026

III- SITUATION D'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE AU 30 JUIN 2026

A- Mobilisation des ressources de trésorerie

Les ressources de trésorerie sont constituées : (i) des bons du trésor ; (ii) des prêts rétrocédés ; (iii) des prêts projets, prêts programmes, obligations internationales et tirages auprès des banques locales ; (iv) des obligations du trésor et (v) des remboursements des prêts et avances. Elles sont mobilisées, à fin juin 2026, pour un montant total de 1 108 790,7 millions de FCFA correspondant à 78,5% des prévisions annuelles révisées de montant 1 412 221 millions de FCFA, en hausse de 294 599 millions de FCFA par rapport à la mobilisation enregistrée à fin juin 2025. Continuent d'occuper une place importante (43,17%) dans la structure des

ressources mobilisées à fin juin 2026, les produits des opérations simultanées réalisées au cours du mois de janvier 2026 à savoir une émission de Sukuk en dollar US et la réouverture de l'Eurobond (Moringa). Les tirages sur les prêts projets (193 678,8 millions de FCFA au deuxième trimestre contre 72 060,6 millions de FCFA au premier trimestre) et les prêts programme (155 019,4 millions de FCFA au deuxième trimestre contre 27 483,5 millions de FCFA au premier trimestre) se sont fortement accélérés au deuxième trimestre traduisant ainsi le respect des engagements réciproques contenus dans les conventions de financement. Au niveau des ressources intérieures, on note une forte mobilisation à travers les banques locales pour un taux de réalisation plus de 400% par rapport à la prévision révisée de la loi de finances rectificative.

Le détail sur la mobilisation des ressources de trésorerie est récapitulé dans le tableau n° 21 ci-après :

Tableau 21 : Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie par nature au 30 juin 2026

En millions de FCFA				
NATURE	Prévision annuelle révisée 2026	Réal. au 31 mars	Réal. au 30 juin	Taux (%)
Ressources extérieures	1 154 051	578 304,4	827 457,8	71,7
- Prêts Projets	507 854	72 060,6	193 678,1	38,1
<i>*Prêts banques internationales</i>	86 720	1 674,0	6 212,2	7,2
<i>*Prêts bilatéraux</i>	56 960	10 692,8	11 549,2	20,3
<i>*Prêts multilatéraux</i>	364 174	59 693,8	175 916,6	48,3
- Prêts Programme	167 437	27 483,5	155 019,4	92,6
- Obligation international (SUKUK et Eurobond Moringa)	478 760	478 760,3	478 760,3	100,0
Ressources intérieures	209 979	157 891	211 104	100,5
<i>*Prêts banques locales</i>	10 500	0,0	50 851,9	484,3
<i>*Prêts banques BOAD</i>	47 140	5 552,9	7 913,6	16,8
<i>* Obligations du trésor</i>	86 733	86 732,6	86 732,6	100,0
<i>*Bons du trésor</i>	0	-	-	-
<i>*Tirages FMI</i>	65 606,00	65 605,5	65 605,5	100,0
Autres ressources de trésorerie	48 191	11 205,7	70 229,3	145,7
<i>*Remboursement prêts et avances</i>	24 348	25,9	43,2	0,2
<i>*Prêts retrocedés et bonifications</i>	23 773	11 109,4	68 955,3	290,1
Cession d'actifs	70	70,4	1 230,8	-
Total	1 412 221	747 471,6	1 108 790,7	78,5
Source : DGB, sur la base des données fournies par la DGTCP, juillet 2026				

B- Exécution des charges de trésorerie

Les charges de trésorerie ont été assurées à fin juin 2026, à concurrence de 514 736,7 millions de FCFA, sur une prévision annuelle de 925 221 millions de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 55,6%. Ce niveau d'exécution de paiement est conforme aux échéanciers des engagements financiers de l'Etat pour l'année.

Par nature, l'exécution des charges de trésorerie à fin juin 2026 se présente ainsi qu'il suit :

Tableau 22 : Niveau d'exécution des charges de trésorerie par nature à fin juin 2026

NATURE	(En millions de FCFA)			
	2026			
	PREVISIONS	REALISATIONS AU 31 MARS	REALISATIONS AU 30 JUIN	TAUX (%)
- Amortissement emprunts extérieurs	272 563	50 926	137 552,1	50,5
Amortissement prêts projets	272 563	50 926	137 552,1	50,5
* <i>Emprunt banques internationales</i>	123 130	22 689	83 512,4	67,8
* <i>Emprunt bilatéral</i>	40 385	11 114	15 741,6	39,0
* <i>Emprunt multilatéral</i>	101 162	9 237	30 411,7	30,1
Eurobond	7 886	7 886	7 886,4	100,0
- Amortissement emprunts intérieurs	546 882	130 394	263 654,6	48,2
* <i>Prêts banques locales</i>	14 451	-	11 194,7	77,5
* <i>Prêts BOAD</i>	38 695	5 060	15 967,3	41,3
* <i>Obligations du trésor</i>	408 629	121 527	213 803,7	52,3
* <i>Bons du trésor</i>	46 607	2 555	5 559,0	11,9
* <i>Tirages FMI</i>	38 500,0	1 252,1	17 129,9	44,5
- Autres charges de trésorerie	105 776,0	113 425,1	113 530,1	107,3
* <i>Prêts et avances</i>	41 209		105,0	0,3
* <i>Variation des instances de paiement</i>	64 567	113 425	113 425,1	175,7
CHARGES DE TRESORERIE	925 221	294 746	514 736,7	55,6

IV- EXECUTION FINANCIERE SELON LES POLITIQUES PUBLIQUES AU 30 JUIN 2026

La présente partie fait le point du niveau d'exécution financière des dépenses selon les politiques publiques, comprenant les programmes et dotations budgétaires, les dépenses à sensibilité directe sur le genre, les changements climatiques, les dépenses relatives à la maintenance des infrastructures et les dépenses sociales prioritaires. Les données exploitées sont issues des informations collectées auprès des administrations financières et du SIGFP.

Le tableau n°23 présente la synthèse de l'exécution au 30 juin des dépenses budgétaires portant sur chacun de ces indicateurs.

Tableau 23 : Exécution financière selon les politiques publiques et thématiques stratégiques à fin juin 2026

En million de FCFA									
INDICATEURS	Prévisions 2025	Exécution fin mars 2025	Exécution fin juin 2025	Taux d'exécution 2025 en %	Prévisions révisées 2026	Exécution à fin mars 2026	Exécution fin juin 2026	Taux d'exécution 2026 en %	Taux de variation entre Fin Juin 2026 et Fin Juin 2025 (en %)
Programmes budgétaires	2 041 680,2	407 957,7	930 243,9	45,6%	2 414 229,5	362 126,0	1 031 005,3	42,7%	10,8%
Dotations budgétaires	736 838,8	252 012,0	506 087,6	68,7%	808 906,2	331 237,6	535 356,4	66,2%	5,8%
Dépenses sociales prioritaires	203 000,0	33 332,7	63 640,5	31,3%	219 240,0	12 002,6	71 023,0	32,4%	11,6%
Exécution des crédits à sensibilité directe sur le genre	278 165,0	69 019,5	115 812,4	41,6%	280 799,4	18 601,9	75 302,8	26,8%	-35,0%
Exécution des crédits relatifs au climat	608 832,5	175 285,8	277 185,9	45,5%	746 982,6	156 940,6	363 986,5	48,7%	31,3%
Exécution des crédits relatifs à l'entretien et maintenance des infrastructures	69 478,70	26 814,10	42 515,57	61,2%	116 179,1	31 251,53	83 040,4	71,5%	95,3%

Source : DGB, juillet 2026

A- Performance financière des programmes budgétaires

Le budget de l'Etat remanié pour la gestion 2026 est réparti en 82 programmes budgétaires et 16 dotations contre respectivement 79 et 15 pour l'année 2025.

Ces programmes et dotations sont rattachés aux 24 ministères et 13 institutions de l'Etat et regroupés selon les dix (10) fonctions principales de l'Etat.

Pour la gestion 2026, le budget alloué à l'ensemble des programmes budgétaires et dotations est de 3 223 136 millions de francs CFA équivalant aux prévisions de dépenses budgétaires de la loi de finances rectificative.

Au 30 juin 2026, les programmes budgétaires affichent une exécution de **1 031 005,3 millions de francs CFA**, représentant **42,7%** des prévisions annuelles de montant **2 414 229,5 millions de francs CFA**. Cette performance connaît une progression de **10,8%** par rapport au niveau atteint à la même période de l'année 2025, traduisant une célérité dans la consommation globale des crédits.

Les dotations budgétaires, quant à elles, regroupant les pouvoirs publics (Institutions de l'Etat), les charges financières de la dette et la couverture des dépenses accidentelles et imprévisibles, s'établissent au 30 juin 2026 à **535 356,4 millions de FCFA** en exécution, représentant **66,2%** des prévisions annuelles de montant **808 906,2 millions de FCFA**.

CP

✓

L'analyse de l'exécution des dépenses budgétaires selon les principales fonctions de l'Etat à savoir les services généraux de l'administration publique, la défense, l'ordre et la sécurité publique, les affaires économiques, la protection de l'environnement, le logement, l'aménagement et les services collectifs, la santé, les loisirs et la culture, l'enseignement ; et la protection sociale montre une bonne exécution sur l'ensemble des fonctions.

Le détail de l'exécution des programmes et dotations et selon les différentes classifications se trouve en annexe au présent rapport.

B- Exécution des dépenses des politiques transversales

B-1- Exécution des dépenses sociales prioritaires

Les dépenses sociales prioritaires couvrent les dépenses non salariales de quatorze (14) ministères et de la Présidence de la République. Elles correspondent aux programmes et projets dont la mise en œuvre contribue à l'amélioration de la situation sociale des populations et se rattachent à des composantes définies à cette fin.

L'objectif pour l'année 2026 est de **219 240 millions FCFA** contre 203 000 millions de FCFA réalisé à fin décembre 2025.

Au 30 juin 2026, lesdites dépenses sont exécutées à **71 023,0 millions de FCFA** soit 32,4 % de l'objectif annuel. Ce taux d'exécution est conforme au plan d'engagement trimestriel.

Cette performance s'explique par le bon suivi et la consommation à bonne date des crédits destinés notamment à la prise en charge de la gratuité de la scolarisation des filles au secondaire, de l'alimentation en milieu scolaire, des bourses, de l'assainissement de base, etc.

Le détail de l'exécution des dépenses sociales prioritaires selon ses différentes composantes se trouve en annexe au présent rapport.

B-2-Exécution des dépenses à sensibilité directe sur le genre

Les contributions des programmes budgétaires à la réduction des inégalités de genre s'établissent au 30 juin 2026 à **75 302,8 millions de FCFA**, représentant 26,8 % des prévisions annuelles fixées à **280 799,4 millions de FCFA**. Elles sont en diminution de 35% par rapport à la même période de l'année 2025 où l'exécution s'établissait à **115 812,4 millions de FCFA**.

Cette régression se justifie par le repli global enregistré au titre des dépenses d'acquisition de biens et services du fait de la période d'actualisation des outils d'opérationnalisation du budget remanié au cours du second trimestre de l'année.

Il apparaît ainsi nécessaire de **poursuivre les efforts d'amélioration de la planification et du suivi de l'exécution budgétaire**, afin d'accélérer l'exécution et de favoriser l'atteinte des objectifs fixés en matière de réduction des inégalités de genre et de renforcer l'impact des interventions publiques dans ce domaine.

Le détail de l'exécution des dépenses à sensibilité directe sur le genre se trouve en annexe au présent rapport.

B-3-Exécution des dépenses relatives au changement climatique

Le budget 2026, dans son architecture, promeut le climat à travers les mesures fiscales et les prévisions de dépenses consenties par le Gouvernement.

La cartographie des dépenses couvre huit (08) secteurs prioritaires que sont les ressources en eau, l'agriculture, la santé, l'énergie, les écosystèmes forestiers, la zone côtière, le tourisme, les infrastructures et aménagements urbains.

Sur cette base, les opérations financées sont identifiées dans les budgets des ministères qui opèrent dans les domaines clés cités supra et ceux qui interviennent également dans la protection civile.

Au 30 juin 2026, ces crédits connaissent une exécution globale de 363 986,5 millions de francs CFA correspondant à 48,7% des prévisions annuelles de montant 746 982,6 millions de FCFA en crédits de paiement dont 620 680,6 millions de FCFA pour les dépenses d'adaptation et 126 301,2 millions de FCFA pour les dépenses d'atténuation.

Par type d'intervention, les dépenses liées au changement climatique se décomposent comme ci-après :

- ✓ 315 177,1 millions de FCFA au titre des dépenses d'adaptation, correspondant à un taux d'exécution de 50,8% des prévisions annuelles.
- ✓ 48 809,4 millions de FCFA au titre des dépenses d'atténuation, correspondant à un taux d'exécution de 38,6% des prévisions annuelles.

Le détail d'exécution des dépenses relatives au changement climatique se trouve en annexe au présent rapport.

B-4- Exécution des dépenses relatives à l'entretien et à la maintenance des investissements publics

L'entretien et de la maintenance des infrastructures sont désormais une priorité absolue du Gouvernement. Une démarche méthodologique de budgétisation de l'entretien des infrastructures sensible au climat pour les principales catégories d'immobilisations publiques a été élaborée et est en cours d'appropriation par les ministères sectoriels avec le concours des différentes parties prenantes impliquées.

Par ailleurs, 25 projets de réhabilitation d'infrastructures sont inscrits dans le budget 2026 pour un montant prévisionnel de 116 179,1 millions de francs CFA.

Au 30 juin, ces crédits sont consommés à hauteur de 71,5% des prévisions, équivalent à un montant de 83 040,4 millions de francs CFA.

Le détail de l'exécution de ces projets se trouve en annexe au présent rapport.

CONCLUSION

L'analyse de l'exécution du budget de l'Etat met en évidence une mobilisation globalement satisfaisante des ressources publiques et une progression de l'exécution des dépenses, malgré quelques disparités selon les catégories budgétaires. Les dépenses courantes ont été exécutées à un rythme relativement soutenu, assurant la continuité du fonctionnement des services publics, tandis que les dépenses en capital ont connu une évolution contrastée, reflétant les contraintes liées à la mise en œuvre des projets d'investissement et aux procédures de décaissement.

Les résultats observés témoignent d'une gestion budgétaire globalement conforme aux objectifs fixés, tout en mettant en évidence des marges d'amélioration pour accroître l'efficacité de l'exécution du budget. La poursuite des réformes engagées en matière de gouvernance des finances publiques, associée à un suivi rigoureux des programmes et projets, contribuera à améliorer les performances budgétaires et à renforcer l'impact des dépenses publiques sur le développement économique et social du Bénin.

Cotonou, le 10-1 SEPT 2026



Albert MONTCHO
Directeur général du Budget

TABLEAU SYNTHÈSE D'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2026 AU 30 JUIN

(en millions de FCFA)

RESSOURCES				CHARGES			
RUBRIQUE	Prévisions	Réalizations		RUBRIQUE	Prévisions	Exécution (ordonn.)	
		Montant	Taux (%)			Montant	Taux (%)
I- Recettes budgétaires	2 736 135,7	1 220 806,4	44,6%	I- Dépenses budgétaires	3 223 135,7	1 566 361,7	48,6%
Recettes du budget général	2 632 290,7	1 179 364,2	44,8%	Dépenses du budget général	3 089 335,7	1 507 966,1	48,8%
Recettes des régies (non compris recettes affectées) et ANDF	2 557 615,0	1 166 977,9	45,6%	Dépenses ordinaires	1 777 815,6	952 498,6	53,6%
- Douane	947 432,0	378 392,8	39,9%	- Charges financières de la dette publique	306 703,0	196 642,5	64,1%
- Impôt	1 456 235,2	709 978,1	48,8%	*** Intérieur	103 820,4	69 823,6	67,3%
- Trésor	148 947,8	77 322,4	51,9%	*** Extérieur	202 882,6	126 818,9	62,5%
- ANDF	5 000,0	1 284,6	25,7%	- Dépenses de personnel	580 608,3	266 769,4	45,9%
				- Acquisitions de biens et services	212 425,3	82 478,8	38,8%
				- Transferts courants	678 079,0	406 607,9	60,0%
				*** Subventions	212 975,3	82 853,6	38,9%
				*** Autres transferts courants	297 103,7	213 666,5	71,9%
				*** Dépenses fiscales	168 000,0	110 087,8	65,5%
Autres ressources budgétaires	74 675,7	12 386,4	16,6%	Dépenses en capital	1 311 520,2	555 467,5	42,4%
- Dons budgétaires	20 000,0	0,0	0,0%	- Financement intérieur	748 990,2	349 403,1	46,6%
- Fonds de concours + recettes assimilées	54 675,7	12 386,4	22,7%	*** Contributions budgétaires	676 350,2	290 637,6	43,0%
				*** Emprunts banques locales	10 500,0	50 851,9	484,3%
				*** Emprunts BOAD	47 140,0	7 913,6	16,8%
				*** Dépenses fiscales	15 000,0		0,0%
				- Financement extérieur	562 530,0	206 064,4	36,6%
				*** Dons	54 675,7	12 386,4	22,7%
				*** Emprunts	507 854,3	193 678,1	38,1%
Recettes du budget annexe	60 645,0	27 132,0	44,7%	Dépenses du budget annexe	90 600,0	43 940,2	48,5%
- FNRB	60 645,0	27 132,0	44,7%	- Fonctionnement du FNRB	1 000,0	89,2	8,9%
				- Pensions et hospitalisation	89 600,0	43 851,0	48,9%
Recettes des comptes d'affectation spéciale	43 200,0	14 310,2	33,1%	Dépenses des comptes d'affectation spéciale	43 200,0	14 455,4	33,5%
- Prévention et gestion des catastrophes	43 200,0	14 310,2	33,1%	- Prévention et gestion des catastrophes	43 200,0	14 455,4	33,5%
II- Ressources de trésorerie	1 412 221,4	1 108 790,7	78,5%	II- Charges de trésorerie	925 221,4	514 736,7	55,6%
Ressources extérieures	1 154 052,1	827 457,8	71,7%	Amortissement Emprunts extérieurs	272 563,4	137 552,1	50,5%
Prêts Projets	507 854,3	193 678,1	38,1%	Amortissement Prêts Projets	272 563,4	137 552,1	50,5%
* Prêts banques commerciales internationales	86 720,0	6 212,2	7,2%	* Emprunt banques commerciales internationales	123 130,0	83 512,4	67,8%
* Prêts bilatéraux	56 960,0	11 549,2	20,3%	* Emprunt bilatéral	40 385,0	15 741,6	39,0%
* Prêts multilatéraux	364 174,3	175 916,6	48,3%	* Emprunt multilatéral	101 162,0	30 411,7	30,1%
Eurobond	197 136,6	197 136,6	100,0%	* Eurobond	7 886,4	7 886,4	100,0%
Autres financements (SUKUK)	281 623,7	281 623,7	100,0%				
Prêts Programme	167 437,5	155 019,4	92,6%	Amortissement Emprunts intérieurs	546 882,0	263 654,6	48,2%
Ressources intérieures	209 977,8	211 103,6	100,5%	Emprunts banques locales	14 451,0	11 194,7	77,5%
Prêts banques locales	10 500,0	50 851,9	484,3%	Emprunts BOAD	38 695,0	15 967,3	41,3%
Prêts BOAD	47 140,0	7 913,6	16,8%	Obligations du Trésor	408 629,0	213 803,7	52,3%
Obligations du Trésor	86 732,2	86 732,6	100,0%	Bons du Trésor	46 607,0	5 559,0	11,9%
Bons du Trésor	0,0			Tirages FMI	38 500,0	17 129,9	44,5%
Tirages FMI	65 605,5	65 605,5		Autres charges de trésorerie	105 776,0	113 530,1	107,3%
Autres ressources de trésorerie	48 191,5	70 229,3	145,7%	Prêts et avances	41 209,0	105,0	0,3%
Remboursement Prêts et Avances	24 348,0	43,2	0,2%	Variation instances de paiement	64 567,0	113 425,1	175,7%
Prêts rétrocédés	23 773,1	68 955,3	290,1%				
Cession d'actifs	70,4	1 230,8	1 747,7%				
TOTAL RESSOURCES LOI DE FINANCES (I)+(II)	4 148 357,1	2 329 597,1	56,2%	TOTAL CHARGES LOI DE FINANCES (I)+(II)	4 148 357,1	2 081 098,4	50,2%

ANNEXES

ANNEXE N°1 : METHODOLOGIE D'ELABORATION DU RAPPORT ET SOURCES DES DONNEES

La démarche retenue pour l'élaboration de ce rapport reste inchangée et comporte quatre (04) étapes qui s'articulent entre elles :

- la collecte de données financières ;
- le traitement et l'analyse des données collectées ;
- la rédaction du RAPEX ;
- la validation du projet de rapport.

1- Collecte de données

Cette étape constitue le point de départ du processus d'élaboration du rapport trimestriel. La Direction générale du Budget (DGB) collecte auprès des régies financières (DGD, DGI, DGTCP), de l'ANDF, de la CAGD et du Fonds National des Retraites du Bénin, les informations budgétaire et financière nécessaires à l'élaboration du rapport. Les données recueillies auprès des structures ci-dessus concernent le point de réalisation des produits de recettes et des dépenses, la situation des opérations de trésorerie, le service de la dette, les tirages sur emprunts extérieurs et intérieurs, la situation d'exécution des comptes d'affectation spéciale, etc. Les données sollicitées sont issues des systèmes d'information et communiquées à la Direction générale du Budget au moyen de lettres et bordereaux, appuyées de fichiers électroniques. Elles sont généralement assorties de commentaires explicatifs.

Par ailleurs, la situation des engagements et des ordonnancements des dépenses, par ministère et institution de l'Etat, est périodiquement générée par le système d'informations de gestion des finances publiques (SIGFP) par la Direction générale du Budget.

La Direction générale du Budget reçoit également de la Cellule de Suivi des Programmes Economiques et Financiers, le tableau des opérations financières de l'Etat correspondant à la période de couverture du rapport pour des fins de rapprochement et de confirmation des données collectées et compilées. Il en est de même de la situation de la conjoncture économique que rend périodiquement disponible, la Direction générale de l'Economie.

2- Traitement et analyse des données collectées

Cette partie porte sur le dépouillement, le traitement et l'analyse des données collectées. Le dépouillement consiste à faire ressortir les informations contenues dans les documents reçus des différentes structures afin d'effectuer le traitement des données. Le traitement consiste en la vérification et la production des tableaux statistiques supports de la rédaction du rapport et de la confection des graphiques illustratifs du rapport. La dernière étape est l'analyse des données qui permet d'interpréter les informations contenues dans les tableaux conçus sur la base des données prévisionnelles et d'exécution des recettes et des dépenses.

Les tableaux matriciels supports de la rédaction du rapport présentent des données de comparaison portant sur la même période de l'année précédente.

3- Rédaction du projet de rapport

A cette étape, il est procédé à la rédaction proprement dite du rapport, sur la base des éléments d'analyse rassemblés à l'issue de la précédente étape. La version brute qui en ressort, fait l'objet d'une série de validations.

4- Validation du projet de rapport

Le processus de validation du rapport consiste à : (i) tenir des séances de confirmation des chiffres et d'appréciation du rapport provisoire avec les structures concernées ; (ii) procéder à la prise en compte des différentes observations issues de la séance de confirmation de chiffres. Des séances bilatérales entre la Direction générale du Budget et la Cellule de Suivi des Programmes Economique et Financier sont, par la suite, tenues afin d'assurer la cohérence des données du rapport avec celles du tableau des opérations financières de l'Etat. Le rapport est enfin soumis aux membres du cabinet du Ministre pour appréciation, autorisation de transmission au parlement et diffusion.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

CHARGÉ DU BUDGET ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



Pour une meilleure gouvernance des finances publiques

Certifiée ISO 9001 : 2015

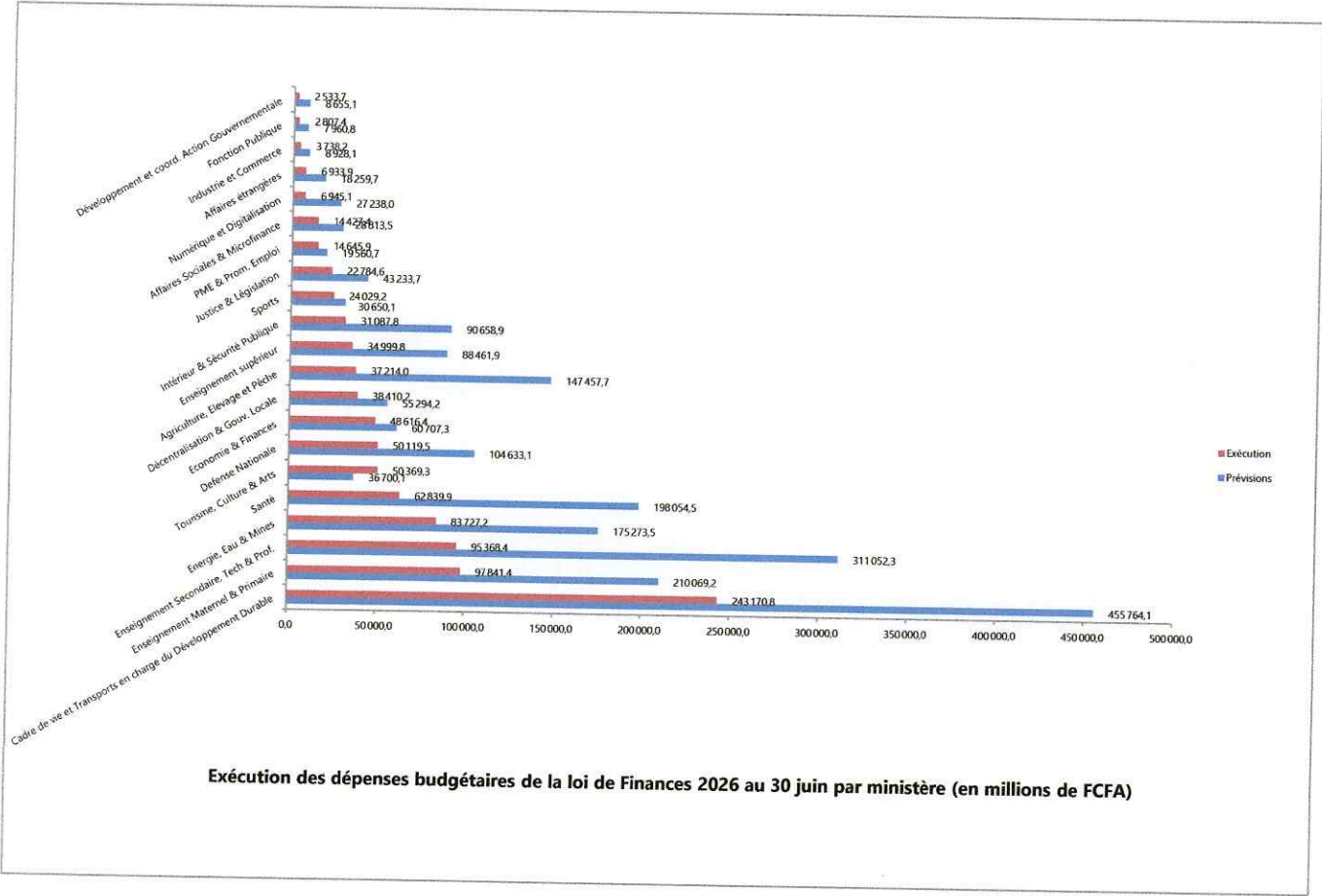
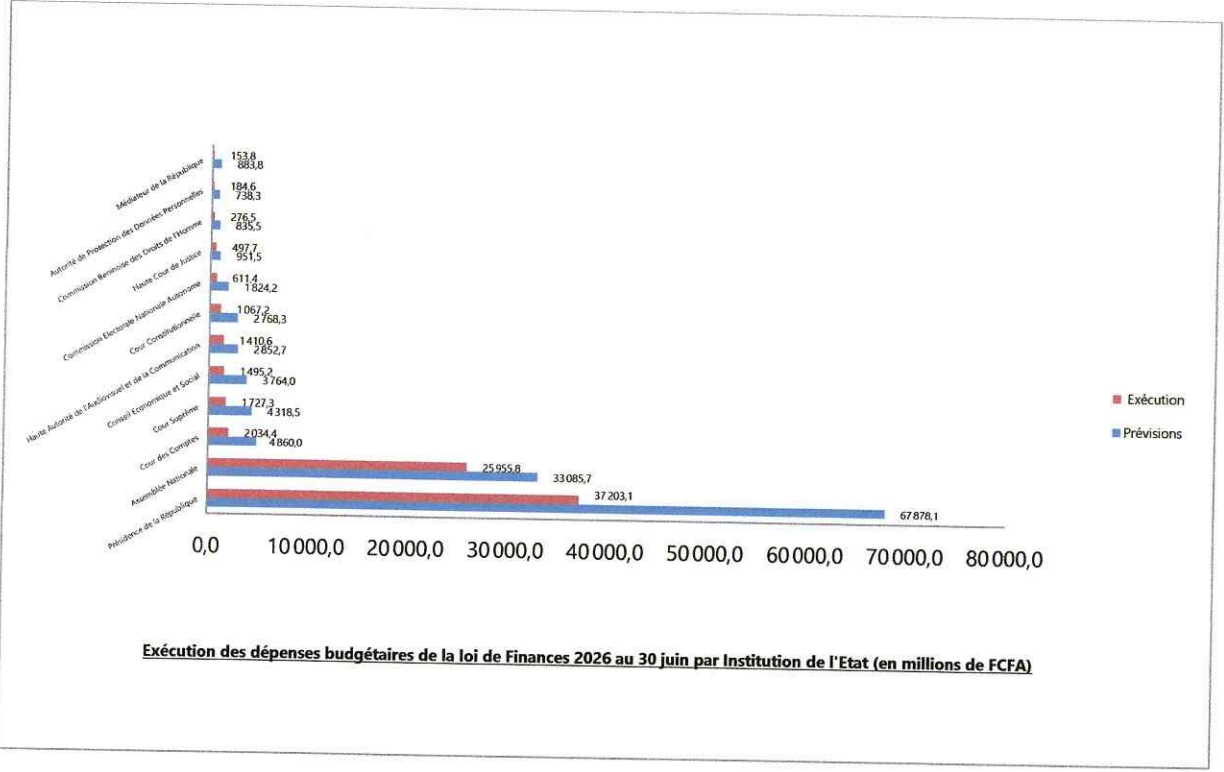
**Présentation de l'exécution au 30 juin de la Loi de
finances pour la gestion 2026 selon les classifications**
(Annexe n°2 au Rapport d'exécution au 30 juin)

Août 2026

Annexe 2.1 : Présentation de l'exécution des charges de la Loi de Finances 2026 au 30 juin par classification administrative et économique sur la base des prévisions annuelles (en millions de FCFA)

SECTEURS	DEPENSES ORDINAIRES										DEPENSES EN CAPITAL										Prévision loi de finances (ID)	Taux d'exécution (C/100/ID)					
	Dépenses de Personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert				Total dépenses ordinaires (a)			Ressources Intérieures			Ressources extérieures (dons)						Total dépenses en capital (b)			TOTAL EXECUTION (C) = (a-b)	
	Dotations initiales	Ordonnancement	Taux	Dotations initiales	Ordonnancement	Taux	Dotations initiales	Ordonnancement	Taux	Dotations initiales	Ordonnancement	Taux	Dotations initiales	Ordonnancement	Taux	Dotations initiales	Ordonnancement	Taux	Dotations initiales	Ordonnancement			Taux	Dotations initiales	Ordonnancement		Taux
1. Institutions	33 519,0	20 633,2	61,6%	40 163,4	14 323,1	35,7%	37 444,8	20 711,0	55,3%	111 127,2	55 667,3	50,1%	7 600,4	7 600,4	100,0%	510,0	0,0	0,0%	5 522,9	9 350,0	169,3%	13 633,3	16 950,4	124,3%	72 617,7	124 760,5	58,2%
Présidence de la République	1 808,1	742,2	41,0	24 107,5	6 848,1	28,4	35 929,6	20 262,9	56,4	61 845,3	27 852,2	45,0%	0,0	0,0	-	510,0	0,0	0,0	5 522,9	9 350,0	169,3	6 032,9	9 350,0	155,0%	37 203,1	67 878,1	54,8%
Assemblée Nationale	18 057,6	13 571,5	75,2	6 857,7	4 590,4	66,9	570,0	192,5	33,9	25 485,3	18 355,4	72,0%	7 600,4	7 600,4	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7 600,4	7 600,4	100,0%	25 955,8	33 085,7	78,5%
Cour Constitutionnelle	1 961,5	904,5	46,1	803,2	195,8	19,9	3,6	3,0	82,1	2 768,3	1 067,2	38,6%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 067,2	2 768,3	38,6%
Commission Béninoise des Droits de l'Homme	438,8	194,2	44,3	389,7	82,3	21,1	6,9	0,0	0,0	835,5	276,5	33,1%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	276,5	835,5	33,1%
Cour Suprême	2 886,1	1 238,7	43,6	1 375,0	414,5	30,1	57,4	54,1	94,3	4 318,5	1 727,3	40,0%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 727,3	4 318,5	40,0%
Conseil Economique et Social	2 684,7	1 171,5	43,6	1 052,3	316,1	30,0	27,0	7,6	28,2	3 764,0	1 495,2	39,7%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 495,2	3 764,0	39,7%
Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication	1 771,4	934,8	52,8	1 068,3	473,9	44,4	13,0	1,9	14,4	2 852,7	1 410,6	49,4%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 410,6	2 852,7	49,4%
Haute Cour de Justice	411,0	196,3	47,8	539,5	301,3	55,9	1,0	0,0	0,0	951,5	497,7	52,3%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	497,7	951,5	52,3%
Médiateur de la République	202,6	106,8	52,7	603,2	47,0	7,8	78,0	0,0	0,0	883,8	153,8	17,4%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	153,8	883,8	17,4%
Commission Electorale Nationale Autonome	1 113,8	487,6	43,8	700,5	123,8	17,7	10,0	0,0	0,0	1 824,2	611,4	33,5%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	611,4	1 824,2	33,5%
Cour des Comptes	2 183,4	1 064,9	48,8	2 656,6	965,9	36,2	10,0	3,5	35,1	4 860,0	2 034,4	41,9%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 034,4	4 860,0	41,9%
Autorité de Protection des Données Personnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	738,3	184,6	25,0	738,3	184,6	25,0%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	184,6	738,3	25,0%
2. Ministères	517 560,1	231 426,8	44,7%	164 214,7	59 801,0	36,4%	247 602,2	142 864,9	57,7%	929 377,1	434 092,6	46,7%	683 352,3	341 802,6	50,0%	54 165,7	12 386,4	22,9%	480 531,4	184 328,1	40,0%	1 198 049,4	538 517,1	44,9%	972 609,8	2 127 426,5	45,7%
Defense Nationale	63 276,1	32 045,6	50,6	20 669,2	5 103,9	24,7	1 313,2	616,7	47,0	85 238,5	37 766,1	44,3%	19 374,6	12 353,3	63,8%	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	19 374,6	12 353,3	63,8%	50 119,5	104 633,1	47,9%
Economie & Finances	22 899,6	11 004,6	48,1	9 923,7	1 927,7	19,4	12 390,0	7 650,0	61,7	45 219,2	20 582,3	45,5%	15 488,0	30,3	0,2	0,0	261,5	-	0,0	27 742,4	-	15 488,0	28 034,2	181,0%	48 616,4	60 707,3	80,1%
Justice & Législation	13 310,9	6 665,1	50,1	4 676,3	1 575,2	33,7	12 419,4	11 337,5	91,3	30 406,6	19 577,8	64,4%	12 827,1	3 206,8	25,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	12 827,1	3 206,8	25,0%	22 784,6	48 333,7	52,7%
Développement et coord. Action Gouvernementale	1 809,9	828,5	45,8	2 748,8	301,8	11,0	996,8	353,6	35,5	5 555,6	1 483,9	26,7%	3 099,5	1 049,8	33,9	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	3 099,5	1 049,8	33,9%	2 533,7	8 655,1	20,3%
Numerique et Digitalisation	1 043,0	388,7	38,2	1 332,8	524,4	39,3	738,6	2 130,3	28,8	9 774,4	3 053,4	31,2%	10 963,6	2 379,1	21,7	0,0	0,0	-	6 500,0	1 512,5	23,3	17 463,6	3 891,6	22,3%	6 945,1	27 238,0	25,5%
Cadre de vie et Transports en charge du Développement Durable	6 446,6	3 001,5	46,6	3 998,6	953,8	24,7	5 827,4	2 764,4	47,4	16 772,5	6 751,6	41,5%	295 100,2	204 237,7	69,2	11 100,0	704,5	63,5	142 281,3	31 476,9	22,0	439 491,6	236 419,2	53,8%	243 170,8	455 764,1	53,4%
Industrie et Commerce	1 169,2	586,5	47,8	1 651,9	595,6	36,1	4 860,0	2 340,0	48,1	7 675,1	3 492,1	45,5%	1 252,9	246,1	19,6	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	1 252,9	246,1	19,6%	3 738,2	8 923,1	41,9%
Santé	46 553,0	21 402,0	46,0	11 057,4	2 220,8	20,1	47 359,5	30 550,4	64,6	104 989,8	54 213,2	51,6%	31 273,6	1 082,8	3,5	0,0	2 239,7	-	61 811,1	5 304,2	8,6	99 084,7	8 626,7	9,3%	62 839,9	158 054,5	31,7%
Energie, Eau & Mines	1 708,8	774,3	45,3	2 141,3	583,4	27,2	110,0	55,0	50,0	3 960,1	1 412,7	35,7%	9 946,3	30 997,6	33,0	17 129,7	745,9	4,4	60 237,5	50 570,9	84,0	171 313,4	82 314,4	48,0%	83 727,2	175 273,5	47,8%
Agriculture, Elevage et Pêche	7 177,6	3 211,7	44,7	12 556,0	1 879,4	15,0	38 523,6	5 421,8	13,7	59 257,2	10 512,9	17,7%	37 150,6	8 010,7	21,6	6 050,0	795,0	13,1	45 000,0	17 895,4	39,8	88 200,6	26 701,2	30,3%	37 214,0	147 457,7	25,5%
Tourisme, Culture & Arts	1 372,0	589,4	43,0	2 917,1	951,8	32,6	4 788,4	7 605,2	158,8	9 077,4	9 146,5	100,8%	27 622,7	35 608,8	128,9	0,0	0,0	-	0,0	5 616,0	-	27 622,7	41 222,8	149,2%	50 369,3	36 700,1	137,2%
Sports	826,9	438,7	52,8	2 485,5	599,6	24,1	4 490,8	8 990,3	200,2	7 803,2	10 026,5	128,5%	22 846,8	14 002,6	61,3	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	22 846,8	14 002,6	61,3%	24 029,2	30 650,1	78,4%
Affaires Sociales & Microfinance	2 945,8	1 303,6	44,3	3 603,7	434,6	12,1	2 735,0	655,8	23,8	9 302,5	2 394,0	25,7%	19 511,1	2 346,2	12,0	0,0	0,0	-	0,0	9 687,2	-	19 511,1	12 033,4	61,7%	14 427,4	28 813,5	50,1%
Enseignement supérieur	42 232,5	17 104,1	40,5	1 564,2	1 535,5	29,7	22 838,6	5 843,4	25,6	70 236,3	24 483,1	34,9%	18 225,6	10 516,7	57,7	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	18 225,6	10 516,7	57,7%	34 999,8	88 481,9	39,6%
PME & Prom. Emploi	424,4	208,8	49,4	1 807,3	412,0	22,8	7 398,0	3 287,8	44,5	9 620,7	3 909,6	40,6%	0,0	0,0	-	940,0	0,0	0,0	9 000,0	10 758,3	119,3	9 940,0	10 758,3	108,0%	14 645,9	19 560,7	74,9%

Source: DGB, août 2025



Annexe 2.2 : Présentation de l'exécution des dépenses de la Loi de Finances 2026 au 30 juin par programme et dotation budgétaire sur la base des prévisions annuelles (en millions de FCFA)

Code	Libellé Programme / Dotation	DEPENSES ORDINAIRES										DEPENSES EN CAPITAL (CREDITS DE PAIEMENT)										Total général											
		Dépenses de personnel					Dépenses d'acquisitions de biens et services					Dépenses de transfert					Ressources intérieures							Ressources extérieures (dons)					Ressources extérieures (prêts)				
		Dotation initiale	Ordonancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonancé			Taux (%)	Dotation initiale	Ordonancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonancé	Taux (%)
015	Pilotage et soutien aux services du MDC	1237,7	669,7	54,1	2170,8	234,3	10,8	551,3	242,2	43,9	3959,8	1146,2	28,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3959,8	1146,2	28,9
016	Orientation et évaluation des politiques de développement	572,2	158,9	27,8	578,0	67,5	11,7	445,5	111,4	25,0	1595,7	337,7	21,2	3099,5	1049,8	33,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4695,2	1387,5	29,6
018	Pilotage et soutien aux services du MIL	1633,8	1138,2	69,7	3921,3	1490,1	38,0	0,0	0,0	0,0	5555,2	2628,4	47,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5555,2	2628,4	47,3
019	Cadre législatif normatif et institutionnel	1263,7	582,3	46,1	225,5	78,1	34,6	0,0	0,0	0,0	1489,2	660,4	44,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1489,2	660,4	44,3
020	Services judiciaires	10211,9	4777,5	46,8	399,5	2,0	0,5	5178,2	1494,6	28,9	15789,6	6274,0	39,7	11827,1	2956,8	25,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	27616,7	9230,8	33,4
021	Droits Humains	201,5	167,1	83,0	130,0	5,0	3,8	241,1	60,3	25,0	572,6	232,4	40,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	572,6	232,4	40,6
085	Système pénitentiaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7000,0	9782,6	139,8	7000,0	9782,6	139,8	1000,0	250,0	25,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8000,0	10032,6	125,4
022	Pilotage et soutien aux services du MAE	844,2	1020,3	120,9	2401,0	395,3	16,5	0,0	0,0	0,0	3245,2	1415,6	43,6	1550,0	154,2	9,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4795,2	1569,7	32,7
023	Diplomatie	1098,3	540,2	49,2	606,8	146,7	24,2	100,0	50,0	50,0	1805,1	737,0	40,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1805,1	737,0	40,8
103	Attractivité et rayonnement du Bénin à l'extérieur	7493,5	2522,5	33,7	3565,9	2084,7	58,5	0,0	0,0	0,0	11059,5	4607,2	41,7	600,0	20,0	3,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11659,5	4627,2	39,7
026	Pilotage et soutien aux services du MEF	1768,0	2964,9	167,7	4196,1	1107,2	26,4	0,0	0,0	0,0	5964,1	4072,1	68,3	1500,0	30,3	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7464,1	4102,3	55,0
027	Gestion du cadre macroéconomique et du secteur financier	958,7	740,7	77,3	773,6	0,0	0,0	11075,0	7650,0	69,1	12807,3	8390,7	65,5	12988,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	25795,3	36344,6	140,9
028	Mobilisation des ressources financières et gestion de la trésorerie de l'Etat	15633,9	4382,9	28,0	2986,0	347,6	11,6	1315,0	0,0	0,0	19934,9	4730,5	23,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	19934,9	4730,5	23,7
029	Gestion des dépenses publiques	4538,9	2916,1	64,2	1974,0	472,9	24,0	0,0	0,0	0,0	6512,9	3369,0	52,0	1000,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7512,9	3439,0	45,8
080	Pilotage et soutien aux services du MISP	801,1	380,3	47,5	2746,2	753,1	27,4	0,0	0,0	0,0	3547,3	1133,4	32,0	2650,0	377,6	14,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7512,9	3439,0	45,8
081	Sécurité publique	52377,6	18536,3	35,4	5735,0	2318,1	40,4	209,0	104,5	50,0	58321,6	20958,9	35,9	4100,0	387,1	9,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	16936,7	1511,0	8,9
082	Protection civile	6092,9	5702,5	93,6	0,0	0,0	0,0	710,4	352,2	50,0	6803,3	6057,7	89,0	2100,0	1050,0	50,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	62421,6	21346,0	34,2
083	Affaires intérieures	138,3	5,0	3,6	239,0	108,2	45,3	0,0	0,0	0,0	377,3	113,2	30,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8903,3	7107,7	79,8
084	Gestion intégrée des espaces frontaliers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	820,0	410,0	50,0	820,0	410,0	50,0	1200,0	600,0	50,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	377,3	113,2	30,0
035	Pilotage et soutien aux services du MAEP	2077,3	914,2	44,0	7045,7	1296,6	18,4	595,0	0,0	0,0	9718,0	2210,8	22,7	1295,7	140,8	10,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2020,0	1010,0	50,0
036	Agriculture	4424,2	2246,3	50,8	4529,8	426,8	9,4	3728,6	4821,8	12,7	46782,6	7494,9	16,0	23482,2	2374,8	10,1	4933,0	714,2	14,5	35205,1	17349,5	49,3	69320,4	20438,5	32,1	0,0	0,0	0,0	0,0	11013,6	2351,6	21,4	
037	Elevage	381,8	51,2	13,4	457,4	37,4	8,2	1050,0	600,0	57,1	1889,2	686,6	36,4	7049,0	5469,5	77,6	1117,0	80,8	7,2	8197,3	0,0	0,0	16363,3	5550,3	33,9	0,0	0,0	0,0	0,0	110403,0	27933,4	25,3	
038	Pêche et aquaculture	294,3	0,0	0,0	523,1	118,6	22,7	50,0	0,0	0,0	867,4	116,6	13,7	5323,7	25,6	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1597,6	546,0	34,2	6921,2	571,5	8,3	0,0	0,0	18252,4	6238,9	34,2
039	Pilotage et soutien aux services du MDGL	1135,3	512,2	45,1	1518,1	496,5	32,7	0,0	0,0	0,0	2653,4	1008,7	38,0	30,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7788,7	690,2	8,9
040	Gouvernance et développement à la base	127,6	31,1	24,4	226,5	16,6	7,3	24388,9	23489,4	96,4	24722,9	23337,1	95,2	24594,8	12856,9	52,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2683,5	1008,7	37,6
041	Appui à la déconcentration	1167,6	562,3	48,2	2125,4	445,2	20,9	0,0	0,0	0,0	3393,0	1007,4	30,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	49317,7	36394,0	73,8
																															3293,0	1007,4	30,6

Code	Libellé Programme / Dotation	DEPENSES ORDINAIRES										DEPENSES EN CAPITAL (CREDITS DE PAIEMENT)										Total général																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																			
		Dépenses de personnel					Dépenses d'acquisitions de biens et services					Dépenses de transfert					Total dépenses ordinaires (a)							Ressources Intérieures					Ressources extérieures (dons)					Total dépenses en capital (b)																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																							
		Dotation initiale	Ordonnancement	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnancement	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnancement	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnancement	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnancement	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnancement	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnancement			Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnancement	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnancement	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnancement	Taux (%)	Prévisions annuelles initiales	Total Exécution (a) + (b)	Taux (%)	Taux																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																				
042	Pilotage et soutien aux services du MTPP	2015,5	1201,2	59,6	3272,1	1190,7	36,4	46,0	29,7	64,6	5333,5	2421,6	45,4	5333,5	2421,6	45,4	100,0	3,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	

Code	Libellé Programme / Dotation	DEPENSES ORDINAIRES										DEPENSES EN CAPITAL (CREDITS DE PAIEMENT)										Total général												
		Dépenses de personnel					Dépenses d'acquisitions de biens et services					Dépenses de transfert					Ressources intérieures								Ressources extérieures (dons)					Ressources extérieures (prêts)				
		Dotation initiale	Ordonancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonancé				Taux (%)	Dotation initiale	Ordonancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonancé	Taux (%)
050	Pilotage et soutien aux services du MPM/PEPE	351,4	190,4	54,2	1042,3	320,7	30,8	628,7	0,0	0,0	2022,4	511,1	25,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2022,4	511,1	25,3	
051	Emploi	23,5	3,9	16,6	250,0	23,7	9,5	2000,0	1000,0	50,0	2273,3	1027,6	45,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9073,5	8692,0	76,0
052	Artisanat	27,4	12,1	44,3	250,0	48,2	19,3	2700,0	1350,0	50,0	2977,4	1410,3	47,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2977,4	1410,3	47,4
053	Appui aux PME	22,0	3,3	15,2	265,0	19,3	7,3	2080,3	937,8	45,5	2347,4	960,5	40,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5487,4	5832,4	106,3
099	Pilotage et soutien aux services du MSPORTS	430,8	295,8	68,6	1294,6	301,8	23,3	339,4	0,0	0,0	2064,9	597,5	28,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2064,9	597,5	28,9
091	Sport	364,9	140,5	38,5	1038,5	282,9	27,2	4107,1	8990,3	218,9	5510,4	9413,6	170,8	22846,8	14002,6	61,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	28357,3	23416,2	82,6
092	Jeunesse et loisirs	31,2	0,5	1,4	152,3	15,0	9,8	44,4	0,0	0,0	227,9	15,4	6,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	227,9	15,4	6,8
048	Pilotage et soutien aux services du MDN	500,0	518,5	103,7	1853,8	425,8	23,0	241,7	22,5	9,3	2595,5	966,8	37,2	19374,6	12353,3	63,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	21970,1	13320,1	60,6
049	Protection du territoire national	62776,1	31527,1	50,2	18815,3	4678,1	24,9	1071,5	594,2	55,4	82663,0	36799,4	44,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	82663,0	36799,4	44,5
113	Pilotage et soutien aux services du MEEM	1172,7	717,2	61,2	1960,5	557,2	28,4	0,0	0,0	0,0	3133,3	1274,5	40,7	2150,0	297,6	13,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5283,3	1572,0	29,8
098	Energie	149,3	37,6	25,2	55,3	8,0	14,5	100,0	50,0	50,0	304,5	95,7	31,4	25596,0	940,1	3,7	5700,0	745,9	13,1	27770,1	17433,3	62,8	59066,1	19119,2	32,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	59370,6	19214,9	32,4	
077	Eau	162,2	10,3	6,3	76,0	8,0	10,5	0,0	0,0	0,0	238,2	18,3	7,7	64294,9	28474,9	44,3	11429,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	108192,0	61612,5	56,9
078	Mines	224,6	9,2	4,1	49,5	10,2	20,6	10,0	5,0	50,0	284,1	24,4	8,6	1905,3	1285,1	67,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2189,4	1309,5	59,8	
066	Pilotage et soutien aux services du MTCA	726,2	309,0	42,6	1893,4	700,4	37,0	125,0	125,0	100,0	2744,5	1134,4	41,3	2500,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2994,5	1134,4	37,9
093	Tourisme	85,7	35,1	40,9	189,0	71,0	37,6	250,0	4018,3	1607,3	524,7	4124,4	786,1	25496,5	34806,1	136,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	26021,2	44546,5	171,2	
094	Culture et Arts	560,1	245,4	43,8	834,7	180,4	21,6	4413,4	3461,9	78,4	5898,2	3887,7	66,9	1876,2	800,7	42,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7684,4	4688,4	61,0
100	Pilotage et soutien aux services du MND	917,6	382,1	41,6	1120,3	459,4	41,0	146,3	0,0	0,0	2184,2	841,5	38,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2184,2	841,5	38,5
109	Médias	45,5	3,9	8,7	156,5	56,1	35,8	7252,3	2130,3	29,4	7454,2	2190,3	29,4	5227,4	980,2	18,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	12681,6	3170,5	25,0
111	Numerique	79,9	12,7	15,8	56,0	9,0	0,0	0,0	0,0	0,0	135,9	21,6	15,9	5736,2	1398,9	24,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	12372,2	2933,0	23,7
031	Assurance retraite des agents de l'Etat	150,0	27,4	18,3	850,0	61,8	7,3	8960,0	43851,0	48,9	90600,0	43940,2	48,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	90600,0	43940,2	48,5
107	Prevention et gestion des catastrophes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	28000,0	14455,4	51,6	28000,0	14455,4	51,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	28000,0	14455,4	51,6
108	Modernisation des règles financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6000,0	0,0	0,0	6000,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6000,0	0,0	0,0
110	Opérations Militaires à l'extérieur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
112	Fonds de développement des arts et de la culture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1200,0	0,0	0,0	1200,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1200,0	0,0	0,0
117	Fonds de Développement du Sport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3000,0	0,0	0,0	3000,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3000,0	0,0	0,0
TOTAL PROGRAMMES BUDGETAIRES		517710,1	231454,2	44,7	165064,7	59862,7	36,3	375402,2	201171,3	53,6	1058177,1	492488,2	46,5	683352,3	341802,6	50,9	54165,7	12386,4	22,9	460551,4	184328,1	40,0	1198049,4	538517,1	44,9	2256226,5	1831005,3	45,7				1831005,3	45,7	

CP

26

Code	Libellé Programme / Dotation	DEPENSES ORDINAIRES										DEPENSES EN CAPITAL (CREDITS DE PAIEMENT)										Total général																					
		Dépenses de personnel					Dépenses d'acquisitions de biens et services					Dépenses de transfert					Total dépenses ordinaires (a)							Ressources Intérieures					Ressources extérieures (dons)					Ressources extérieures (prêts)					Total dépenses en capital (b)				
		Dotation initiale	Ordonancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonancé			Taux (%)	Dotation initiale	Ordonancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonancé	Taux (%)	Prévisions annuelles initiales	Total Exécution (a) + (b)	Taux				
001	Dotation pour l'Assemblée Nationale	18057,6	13571,5	75,2	6637,7	4390,4	66,9	570,0	193,5	33,9	25485,3	18355,4	72,0	7600,4	7600,4	100,0	25485,3	18355,4	72,0	7600,4	7600,4	100,0	7600,4	7600,4	100,0	7600,4	7600,4	100,0	7600,4	7600,4	100,0	33085,7	25955,8	78,5									
002	Dotation pour la Cour Constitutionnelle	1961,5	904,5	46,1	803,2	159,8	19,9	3,6	3,0	82,1	2768,3	1067,2	38,6			0,0	2768,3	1067,2	38,6			0,0	7600,4	7600,4	100,0				7600,4	7600,4	100,0	2768,3	1067,2	38,6									
003	Dotation pour la Cour Suprême	2886,1	1258,7	43,6	1375,0	414,5	30,1	57,4	54,1	94,3	4318,5	1727,3	40,0			0,0	4318,5	1727,3	40,0			0,0	0,0	0,0	0,0				0,0	0,0	0,0	4318,5	1727,3	40,0									
004	Dotation pour le Conseil Economique et Social	2684,7	1171,5	43,6	1052,3	316,1	30,0	27,0	7,6	28,2	3764,0	1495,2	39,7			0,0	3764,0	1495,2	39,7			0,0	0,0	0,0				0,0	0,0	0,0	3764,0	1495,2	39,7										
005	Dotation pour la Haute Autorité de l'Audiotévisuel et de la Communication	1771,4	934,8	52,8	1088,3	473,9	44,4	13,0	1,9	14,4	2852,7	1410,6	49,4			0,0	2852,7	1410,6	49,4			0,0	0,0	0,0				0,0	0,0	0,0	2852,7	1410,6	49,4										
006	Dotation pour la Haute Cour de Justice	411,0	196,3	47,8	539,5	301,3	55,9	1,0	0,0	0,0	951,5	497,7	52,3			0,0	951,5	497,7	52,3			0,0	0,0	0,0				0,0	0,0	0,0	951,5	497,7	52,3										
007	Dotation pour le Médiateur de la République	202,6	106,8	52,7	603,2	47,0	7,8	78,0	0,0	0,0	883,8	153,8	17,4			0,0	883,8	153,8	17,4			0,0	0,0	0,0				0,0	0,0	0,0	883,8	153,8	17,4										
008	Dotation pour la Commission Electorale Nationale Autonome	1113,8	487,6	43,8	700,5	123,8	17,7	10,0	0,0	0,0	1824,2	611,4	33,5			0,0	1824,2	611,4	33,5			0,0	0,0	0,0				0,0	0,0	0,0	1824,2	611,4	33,5										
009	Dotation pour la Commission Béninoise des Droits de l'Homme	438,8	194,2	44,3	389,7	82,3	21,1	6,9	0,0	0,0	835,5	276,5	33,1			0,0	835,5	276,5	33,1			0,0	0,0	0,0				0,0	0,0	0,0	835,5	276,5	33,1										
010	Données à caractère Personnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	738,3	184,6	25,0	738,3	184,6	25,0			0,0	738,3	184,6	25,0			0,0	0,0	0,0				0,0	0,0	0,0	835,5	276,5	33,1										
011	Dotation pour la Présidence de la République	1808,1	742,2	41,0	24107,5	6848,1	28,4	35929,6	20262,9	56,4	61845,3	27653,2	45,0			0,0	61845,3	27653,2	45,0			0,0	0,0	5100,0	0,0	0,0	5522,9	9350,0	169,3	6032,9	9350,0	155,0	738,3	184,6	25,0								
012	Dotation pour la Cour des Comptes	2183,4	1064,9	48,8	2666,6	965,9	36,2	10,0	3,5	35,1	4860,0	2034,4	41,9			0,0	4860,0	2034,4	41,9			0,0	0,0	0,0				0,0	0,0	0,0	4860,0	2034,4	41,9										
013	Dotation pour les dépenses d'intervention publique accidentelles et imprévisibles	92681,8	14709,4	15,9	21131,9	8354,8	39,5	303032,0	243031,9	80,2	416845,7	266096,2	63,8			0,0	416845,7	266096,2	63,8			0,0	0,0	0,0				0,0	0,0	0,0	416845,7	266096,2	63,8										
014	Dotation pour les Charges financières de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	267300,0	196642,5	73,6			0,0	267300,0	196642,5	73,6			0,0	0,0	0,0				0,0	0,0	0,0	267300,0	196642,5	73,6										
TOTAL DOTATIONS BUDGETAIRES		126200,9	35342,7	28,0	61295,3	22677,9	37,0	340476,8	263742,9	77,5	795272,9	518405,9	65,2	7600,4	7600,4	100,0	795272,9	518405,9	65,2	7600,4	7600,4	100,0	510,0	0,0	0,0	5522,9	9350,0	169,3	13633,3	16950,4	124,3	808906,2	535356,4	66,2									
TOTAL BUDGET DE L'ETAT		643911,0	266796,8	41,4	226360,0	82540,6	36,5	715879,0	464914,3	64,9	1853450,0	1010894,1	54,5	690952,7	349403,1	50,6	54675,7	12386,4	22,7	466054,3	193678,1	41,6	1211682,7	555487,5	45,8	3065132,7	1566361,7	51,1															

Source : DGB, août 2026

Source : DGB, août 2026

ANNEXE N°3 : MODIFICATIONS DE CREDITS INTERVENUES AU 30 JUIN 2026

SYNTHESE DES MOUVEMENTS DE CREDITS PAR MINISTERE

Gestion : 2026 Période du 01/01/2026 au 30/06/2026

Section	Dotation Initiale		Crédit Annulé		Crédit Complémentaire		Dotation Finale	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
001 - ASSEMBLEE NATIONALE	7 600 447 917	33 085 700 909					7 600 447 917	33 085 700 909
002 - COUR CONSTITUTIONNELLE	0	2 768 309 948					0	2 768 309 948
003 - COUR SUPREME	0	4 318 507 581					0	4 318 507 581
004 - CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	0	3 763 952 717					0	3 763 952 717
005 - HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION	0	2 852 663 514	0	10 770 418	0	10 770 418	0	2 852 663 514
006 - HAUTE COUR DE JUSTICE	0	951 492 422	0	54 549 000	0	54 549 000	0	951 492 422
007 - MEDIA TEUR DE LA REPUBLIQUE	0	883 797 907					0	883 797 907
008 - COMMISSION ELECTORALE NATIONALE AUTONOME	0	1 824 221 750					0	1 824 221 750
009 - PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	6 032 868 000	67 878 121 432	0	2 000 000 000	0	5 921 717 850	6 032 868 000	71 799 839 282
010 - AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	0	738 277 000					0	738 277 000
011 - MINISTERE DU DEVELOPPEMENT ET DE LA COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE	3 099 520 000	8 655 080 614	1 549 760 000	360 735 427	0	360 735 427	1 549 760 000	8 655 080 614
012 - MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA LEGISLATION	12 827 098 223	43 233 695 932	0	0	0	0	12 827 098 223	48 494 945 097
013 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	2 150 000 000	18 259 735 905	0	0	0	0	2 150 000 000	18 457 660 125
014 - MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	15 488 014 110	452 607 261 492	0	0	0	0	15 488 014 110	452 753 731 864
015 - MINISTERE CHARGE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	10 050 000 000	90 658 880 376	0	0	467 406 370	1 197 625 040	10 517 406 370	91 856 505 416
016 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	285 025 158 364	147 457 726 457	0	0	2 164 413 246	2 640 243 520	287 189 571 610	150 097 969 977
017 - MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA GOUVERNANCE LOCALE	24 577 255 333	55 294 205 226	0	11 627 360	0	11 627 360	24 577 255 333	55 294 205 226
018 - MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE	300 000 000	7 960 795 958	18 000 000	262 136 116	18 000 000	262 136 116	300 000 000	7 960 795 958
019 - MINISTERE DE LA SANTE	94 404 672 792	198 054 508 220	0	1 061 235 341	0	5 950 797 134	94 404 672 792	202 944 070 013
020 - MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, EN CHARGE DE LA FORMATION TECHNIQUE	70 784 286 304	88 461 906 530					70 784 286 304	88 461 906 530
021 - MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	182 969 848 738	311 052 254 513	0	765 369 749	8 005 345 425	8 770 715 174	190 975 194 163	319 057 599 938
022 - MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE	7 473 200 000	210 069 218 994					7 473 200 000	210 069 218 994
025 - MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	1 772 940 000	8 928 068 971	35 000 000	310 921 344	35 000 000	310 921 344	1 772 940 000	8 928 068 971
026 - MINISTERE DE LA FAMILLE ET DE L'ACTION SOCIALE	19 511 067 999	28 813 543 175	0	0	2 000 000 000	2 984 199 281	21 511 067 999	31 797 742 456
028 - MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI, EN CHARGE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	9 940 000 000	19 560 702 079					9 940 000 000	19 560 702 079
029 - MINISTERE DES SPORTS ET DE L'ENGAGEMENT CIVIQUE	22 846 818 685	33 650 062 424	0	0	3 546 925 003	6 546 925 003	26 393 743 688	40 196 987 427
030 - MINISTERE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	20 121 389 091	104 633 063 784	0	0	0	2 313 928 441	20 121 389 091	106 946 992 225
033 - COMMISSION BENINOISE DES DROITS DE L'HOMME	0	835 458 921					0	835 458 921
034 - MINISTERE DE LA CULTURE, DES ARTS ET DU PATRIMOINE	27 622 675 934	37 900 125 685	0	0	22 385 321 015	26 485 144 117	50 007 996 949	64 385 269 802
035 - MINISTERE DE LA TRANSFORMATION DIGITALE ET DE L'INNOVATION, EN CHARGE DE LA STRATEGIE NATIONALE D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE	18 662 303 286	27 238 035 553	168 178 861	341 146 272	389 291 435	562 258 846	18 883 415 860	27 459 148 127
036 - COUR DES COMPTES	0	4 860 001 640	0	0	0	179 400 000	0	5 039 401 640

SYNTHESE DES MOUVEMENTS DE CREDITS PAR MINISTERE

 Gestion : 2026 Période du 01/01/2026 au 30/06/2026



Section	Dotation Initiale		Crédit Annulé		Crédit Complémentaire		Dotation Finale	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
037 - MINISTERE DU CADRE DE VIE ET DES TRANSPORTS, CHARGE DU DEVELOPPEMENT DURABLE	461 532 190 060	455 764 058 393	12 330 368 000	12 882 251 364	34 476 726 064	34 328 609 428	483 678 548 124	477 210 416 457
038 - MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES MINES	167 519 362 849	175 273 537 207	0	0	867 848 192	867 848 192	168 387 211 041	176 141 385 399
TOTAL GENERAL :	1 472 311 117 685	2 648 286 973 229	14 101 306 861	18 154 925 689	74 356 276 750	105 459 978 746	1 532 566 087 574	2 735 592 026 286

**ANNEXE N°4 : EXECUTION DES DEPENSES SOCIALES PRIORITAIRES PAR
COMPOSANTES AU 30 JUIN 2026**

SITUATION DES DEPENSES SOCIALES PRIORITAIRES(RECAPITULATIF PAR COMPOSANTE)

GESTION : 2026 PERIODE DU 01/01/2026 AU 30/06/2026



République du Bénin
Fraternité - Justice - Travail

LIBELLE		AE INITIAL	CP INITIAL	AE FINAL	CP FINAL	AE ENGAGE	CP ENGAGE	OP	ORDONNANCE	TAUX ENGAGE AE	TAUX ENGAGE CP
AFFAIRES SOCIALES	APPUI A LA SOLIDARITE NATIONALE	16 765 657 999	16 851 657 999	16 765 657 999	16 851 657 999	5 335 538 327	2 354 452 600	78 192 500	2 271 215 500	31.82%	13.97%
	MICRO-CREDITS AU PLUS PAUVRES	0	733 720 000	0	1 717 919 281	0	366 860 000	0	366 860 000	0%	21.35%
	ACTIVITES GENERATRICES DE REVENUS	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	0%
	PROMOTION DE LA FAMILLE	0	76 550 000	0	76 550 000	0	10 200 000	10 200 000	0	0%	13.32%
	PROMOTION A LA BASE	0	20 800 000	0	20 000 000	0	3 250 000	3 250 000	0	0%	16.23%
	SOUTIENS AUX PERSONNES EN SITUATIONS DE HANDICAP	0	247 700 000	0	247 700 000	0	90 242 259	19 611 500	2 414 000	0%	36.43%
TRANSFERT MONETAIRE AU MENAGE		0	842 940 000	0	842 940 000	0	167 381 640	50 223 500	54 253 500	0%	19.86%
Total AFFAIRES SOCIALES		16 765 657 999	18 772 567 999	16 765 657 999	16 765 657 999	5 335 538 327	2 992 386 499	161 477 500	2 694 743 000	31.82%	17.83%
AGRICULTURE	APPUI A LA DIVERSIFICATION AGRICOLE ET LA PRODUCTION VIVRIERE	6 600 000 000	5 900 000 000	6 600 000 000	5 900 000 000	962 500 000	900 000 000	0	900 000 000	14.58%	15.25%
	CONTRÔLE DES NORMES D'EXPLOITATION DES PRODUITS HALIEUTIQUES	2 500 000 000	2 058 621 176	2 500 000 000	2 058 621 176	0	49 170 142	0	5 851 142	0.00%	2.39%
	DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES AGRICOLES DANS LES COMMUNAUTES DE BASES	3 557 006 913	3 000 000 000	3 557 006 913	3 000 000 000	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	14.06%	16.67%
	DÉVELOPPEMENT DES PÉRIMÈTRES IRRIGUÉS EN MILIEU RURAL	867 900 000	906 900 000	867 900 000	906 900 000	0	12 458 792	0	12 458 792	0.00%	1.37%
	FONDS NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE	0	457 053 689	0	457 053 689	0	79 590 302	27 678 125	1 231 212	0%	17.41%
	RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE STOCKAGE	0	110 838 480	0	110 838 480	0	21 717 547	18 768 547	0	0%	19.59%
Total AGRICULTURE		13 524 906 913	12 433 413 345	13 524 906 913	13 524 906 913	1 462 500 000	1 562 936 783	46 446 672	1 419 541 146	10.81%	11.56%
ASSAINISSEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	ASSAINISSEMENT PLOUVIAL	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	375 000 000	375 000 000	0	375 000 000	25.00%	25.00%
	DÉVELOPPEMENT DE L'HABITAT SOCIAL	16 371 824 668	16 371 824 668	16 371 824 668	16 371 824 668	8 196 049 032	8 196 049 032	0	8 196 049 032	50.06%	50.06%
Total ASSAINISSEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE		17 871 824 668	17 871 824 668	17 871 824 668	17 871 824 668	8 571 049 032	8 571 049 032	0	8 571 049 032	47.96%	47.96%
EAU	DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES MULTIFONCTION	6 412 459 089	6 412 459 089	6 412 459 089	6 412 459 089	3 206 229 545	3 206 229 545	0	3 206 229 545	50.00%	50.00%
	SYSTÈME D'AEP	14 988 796 876	14 988 796 876	14 988 796 876	14 988 796 876	7 494 398 438	7 494 398 438	0	7 494 398 438	50.00%	50.00%
Total EAU		21 401 255 965	21 401 255 965	21 401 255 965	21 401 255 965	10 700 627 983	10 700 627 983	0	10 700 627 983	50.00%	50.00%

SITUATION DES DEPENSES SOCIALES PRIORITAIRES(RECAPITULATIF PAR COMPOSANTE)

GESTION : 2026 PERIODE DU 01/01/2026 AU 30/06/2026



République du Bénin
Fraternité - Justice - Travail

LIBELLE	AE INITIAL	CP INITIAL	AE FINAL	CP FINAL	AE ENGAGE	CP ENGAGE	OP	ORDONANCE	TAUX ENGAGE AE	TAUX ENGAGE CP
EDUCATION										
BOURSES AUX ELEVES DANS LES LYCEES ET COLLEGES D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL	0	1 169 816 000	0	1 169 816 000	0	829 782 000	0	829 782 000	0%	70.93%
BOURSES ET SECOURS UNIVERSITAIRES	0	13 750 000 000	0	13 750 000 000	0	10 327 561 291	0	3 872 922 959	0%	75.11%
BOURSES POUR FORMATION DES FORMATEURS	0	360 000 000	0	360 000 000	0	360 000 000	0	360 000 000	0%	100.00%
CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT D'INFRASTRUCTURES EDUCATIVE DANS LES TROIS ORDRES DE L'ENSEIGNEMENT	35 078 583 319	18 792 671 000	35 078 583 319	18 792 671 000	0	3 775 591 000	0	3 775 591 000	0.00%	20.09%
GRATUITE DE LA SCOLARISATION AU PRIMAIRE	0	6 436 302 000	0	6 436 302 000	0	6 415 650 000	0	6 415 650 000	0%	99.68%
GRATUITE DE LA SCOLARISATION DES FILLES AU SECONDAIRE	0	4 338 047 000	0	4 338 047 000	0	4 180 060 000	0	4 180 060 000	0%	96.36%
MISE A DISPOSITION DE MANUELS SCOLAIRES	0	2 927 614 718	0	2 927 614 718	0	62 164 662	17 919 500	44 245 162	0%	2.12%
OEUVRES UNIVERSITAIRES (RESTAURATION TRANSPORT HEBERGEMENT ETC.)	0	2 985 000 000	0	2 985 000 000	0	1 492 500 000	0	518 750 000	0%	50.00%
PROGRAMME CANTINE SCOLAIRE	0	33 009 243 000	0	33 009 243 000	0	16 504 621 500	0	16 504 621 500	0%	50.00%
Total EDUCATION	35 078 583 319	83 768 693 718	35 078 583 319	35 078 583 319	0	43 947 930 453	17 919 500	36 501 622 621	0.00%	125.28%
ENERGIE										
AUTRES (NON CLASSE)	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	250 000 000	250 000 000	0	250 000 000	25.00%	25.00%
DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES ET EFFICACITE ENERGÉTIQUE	966 230 000	966 230 000	966 230 000	966 230 000	0	0	0	0	0.00%	0.00%
ELECTRIFICATION DES LOCALITES RURALES	3 901 415 101	3 901 415 101	3 901 415 101	3 901 415 101	0	0	0	0	0.00%	0.00%
Total ENERGIE	5 867 645 101	5 867 645 101	5 867 645 101	5 867 645 101	250 000 000	250 000 000	0	250 000 000	4.26%	4.26%
JUSTICE										
ALIMENTATION DES DETENUS	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	250 000 000	250 000 000	0	250 000 000	25.00%	25.00%
DROITS DE L'HOMME	11 827 098 223	11 827 098 223	11 827 098 223	11 827 098 223	2 956 774 555	2 956 774 555	0	2 956 774 555	25.00%	25.00%
DEPENSES DE SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE	0	136 140 000	0	136 140 000	0	48 070 000	0	24 035 000	0%	35.31%
Total JUSTICE	12 827 098 223	12 963 238 223	12 827 098 223	12 827 098 223	3 206 774 555	3 254 844 555	0	3 230 809 555	25.00%	25.37%

SITUATION DES DEPENSES SOCIALES PRIORITAIRES(RECAPITULATIF PAR COMPOSANTE)

GESTION : 2026 PERIODE DU 01/01/2026 AU 30/06/2026

LIBELLE	AE INITIAL	CP INITIAL	AE FINAL	CP FINAL	AE ENGAGE	CP ENGAGE	OP	ORDONANCE	TAUX ENGAGE AE	TAUX ENGAGE CP
SANTÉ										
DÉPISTAGE ET TRAITEMENT DES AFFECTIONS PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT (ASSISTANCE AUX HÉMODIALYSES ; DÉPISTAGE ET TRAITEMENT L'ULCÈRE DE BURULU, PNEUMO-PHTISIOLOGIE, LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE, LE SIDA, L'HÉPATITE, MALADIE NON TRANSMISSIBLES, LÈPRE, PALUDISME, DRÉPANOCYTOSE, SUBVENTION AUX HÔPITAUX, ETC.)	7 540 000 000	8 864 200 000	7 540 000 000	8 864 200 000	429 881 974	1 845 105 856	346 676 000	1 498 429 856	5.70%	20.82%
DÉVELOPPEMENT DE LA MÉDECINE TRADITIONNELLE ET DE LA PHARMACOPÉE	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	31 551 304	34 578 138	31 000 000	0	21.03%	23.05%
PRISE EN CHARGE SANITAIRE DES INDIGENTS	0	4 412 852 285	0	4 412 852 285	0	1 017 998 738	0	709 006 260	0%	23.07%
SANTÉ COMMUNAUTAIRE	1 300 000 000	3 400 000 000	1 300 000 000	3 400 000 000	0	0	0	0	0.00%	0.00%
SANTÉ DE REPRODUCTION	700 000 000	1 380 000 000	700 000 000	1 380 000 000	175 000 000	345 000 000	0	345 000 000	25.00%	25.00%
TRANSFUSION SANGUINE	0	3 375 000 000	0	3 375 000 000	0	843 750 000	0	843 750 000	0%	25.00%
VACCINATION ET SOINS DE SANTÉ PRIMAIRE	400 000 000	1 876 500 000	400 000 000	1 876 500 000	84 475 337	823 945 000	76 660 000	747 285 000	21.12%	43.91%
Total SANTÉ	10 090 000 000	23 458 552 375	10 090 000 000	10 090 000 000	720 908 615	4 910 377 732	454 336 000	4 143 471 116	7.14%	48.67%
SPORT										
COMPÉTITIONS SPORTIVES	0	525 310 000	0	525 310 000	0	218 319 388	123 566 250	41 748 500	0%	41.56%
LOISIRS ET VIE ASSOCIATIVE	0	56 152 060	0	56 152 060	0	16 190 500	7 426 500	0	0%	28.83%
PROMOTION DU SPORT SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRES	0	1 125 055 000	0	1 125 055 000	0	562 527 500	0	281 263 750	0%	50.00%
Total SPORT	0	1 706 517 060	0	1 706 517 060	0	797 037 388	130 992 750	323 012 250	0%	0%
SÉCURITÉ ET PROTECTION CIVILE										
ENTRETIEN ET GESTION DU REGISTRE DE POPULATION	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	600 000 000	600 000 000	0	600 000 000	50.00%	50.00%
GESTION INTÉGRÉE DES ESPACES FRONTALIERS	2 700 000 000	4 150 000 000	2 700 000 000	4 150 000 000	1 062 500 000	2 362 500 000	12 500 000	1 750 000 000	39.35%	56.93%
PRÉVENTION ET GESTION DES CATASTROPHES ET PROTECTION CIVILE	3 900 000 000	5 388 500 000	3 900 000 000	5 388 500 000	1 662 500 000	2 976 988 000	26 988 000	2 350 000 000	42.63%	76.33%
Total SÉCURITÉ ET PROTECTION CIVILE	137 326 972 188	203 632 208 454	137 326 972 188	204 616 407 735	31 909 898 512	79 964 178 425	838 160 422	70 184 876 703	23.24%	39.08%
Total Général										

**ANNEXE N°5 : EXECUTION DES DEPENSES A SENSIBILITE DIRECTE SUR LE
GENRE AU 30 JUIN 2026**

Exécution des dépenses à sensibilité directe sur le genre au 30 juin 2026

(en francs CFA)

Activité budgétaire	Ministère	Prévision CP (en francs CFA)	Exécution à fin juin 2026	Taux d'exé
018003001-Gestion des ressources humaines et emplois du ministère	MJL	35 000 000	0	0,0%
018003002-Gestion des ressources financières, matérielles et des services généraux	MJL	3 218 912 127	0	0,0%
019002005-Elaboration, examen et codification des textes législatifs et réglementaires	MJL	52 865 000	0	0,0%
020001002-Renforcement des capacités des acteurs judiciaires	MJL	50 463 000	0	0,0%
020002002-Construction et équipement des juridictions, établissements pénitentiaires, CSEA et autres infrastructures judiciaires dans les juridictions	MJL	10 827 098 223	2 706 774 555	25,0%
021002004-Renforcement des capacités des structures intervenant en matière des droits de l'homme et internalisation des instruments juridiques applicables au	MJL	90 000 000	0	0,0%
021003004-Protection et prise en charge des enfants en conflits avec la loi ou en danger moral	MJL	40 000 000	0	0,0%
095002002-Modernisation du système Pénitentiaire	MJL	1 000 000 000	250 000 000	25,0%
029001013-Intégration des dimensions transversales des politiques publiques au processus budgétaire	MEF	20 000 000		0,0%
029001024-Gestion des ressources	MEF	8 000 000		0,0%
022009006-Gestion des ressources matérielles	MEF	290 520 000		0,0%
026005007-Gestion des ressources humaines du ministère	MEF	129 000 000		0,0%
080002051-Promotion du genre et gestion de l'environnement	MISP	25 000 000	0	0,0%
082002028-Construction et équipements des infrastructures de secours	MISP	2 100 000 000	1 050 000 000	50,0%
035001009-Promotion de l'intégrité et lutte contre la corruption	MAEP	158 220 003		0,0%
035002005-Prise en compte du genre et amélioration de l'accès des femmes aux ressources	MAEP	32 183 179		0,0%
035002007-Renforcement des capacités d'action des femmes rurales	MAEP	18 686 821		0,0%
036001014-Mise en œuvre des Programmes Nationaux de Développement des Filières à Hautes Valeurs Ajoutées (Ananas, Anacarde, Produits Maraîchers) PNDFHVA	MAEP	2 000 000 000	218 750 000	10,9%
036001015-Mise en œuvre des Programmes Nationaux de Développement des Filières Conventionnelles (Riz, Maïs, Manioc) PNDFC	MAEP	1 500 000 000	250 000 000	16,7%
036001016-Programme National de Développement de la Mécanisation Agricole (PNDMA)	MAEP	2 000 000 000	500 000 000	25,0%
036001024-Projet d'Appui au développement des Investissements Agricoles Productifs (PADIAP)	MAEP	5 500 000 000	0	0,0%
036003010-Fonds d'Appui au Développement des Communes, volet Agriculture (FADEC-Investissement)	MAEP	1 800 000 000	0	0,0%
037001002-Appui à la production et à la distribution des intrants animaux et produits vétérinaires	MAEP	5 961 205	0	0,0%
036002011-Mise en œuvre du programme de développement de l'irrigation	MAEP	1 000 000 000	250 000 000	25,0%
037001004-Renforcement des capacités techniques au profit des éleveurs, pasteurs et agro-éleveurs	MAEP	4 145 000		0,0%
037001008-Programme National de Développement des filières Viande, Lait et Oeuf de table (PNDF VLO)	MAEP	3 450 000 000	4 642 413 246	134,6%
038001011-Projet de promotion de l'aquaculture durable et de compétitivité des chaînes de valeur de la pêche (PROMAC)	MAEP	3 711 249 285	571 539 963	15,4%

Activité budgétaire	Ministère	Prévision CP (en francs CFA)	Exécution à fin juin 2026	Taux d'exé
038001001-Appui à l'accessibilité des semences et intrants halieutiques de qualité	MAEP	39 287 974	0	0,0%
036002001-Appui à la réalisation des infrastructures de mobilisation des eaux de surface et d'aménagement des bass-fonds	MAEP	2 050 000	0	0,0%
036002015-Projet de Développement Intégré des chaînes de Valeur Agricole au Bénin (PDI CVA)	MAEP	3 500 000 000	12 458 792	0,4%
036002004-Appui à la réalisation des infrastructures de désenclavement	MAEP	5 790 000	0	0,0%
036002017-Programme National de Développement de la Filière Arboriculture Fruitière	MAEP	1 050 000 000	262 500 000	25,0%
036003001-Renforcement des Infrastructures de stockage, de conservation, de transformation et de commercialisation	MAEP	110 838 480	0	0,0%
036003005-Renforcement des infrastructures de communication pour le stockage, la conservation, la transformation et la mise en marché des produits agricoles	MAEP	127 869 294	0	0,0%
036003022-Projet Régional d'Intégration des Marchés Agricoles (PRIMA)	MAEP	2 210 000 000	850 000 000	38,5%
036001013-Projet protection et réhabilitation des sols pour améliorer la sécurité alimentaire (ProSOL)	MAEP	0	0	#DIV/o!
036002009-Projet d'Appui aux Infrastructures Agricoles dans la Vallée de l'Ouémé (PAIA-VO)	MAEP	0	38 254 888	#DIV/o!
038001011-Projet de promotion de l'aquaculture durable et de compétitivité des chaînes de valeur de la pêche (PROMAC)	MAEP	3 711 249 285	571 539 963	15,4%
035003001-Gestion des ressources humaines	MAEP	306 156 000	0	0
045001008 - Appui au fonctionnement du Comité National de lutte contre le VIH/SIDA, la Tuberculose, la Paludisme, les Hépatites, les Infections Sexuellement Transmissibles et les Epidémies	MS	2 047 000 000		0,0%
045002010 - Prise en compte du genre et des questions Environnementales dans le secteur de la santé	MS	80 000 000		0,0%
045005007-Renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles dans le domaine de la formation continue et de la recherche en santé	MS	74 950 000		0,0%
045005008-Promotion et valorisation de la recherche en santé	MS	20 000 000		0,0%
045005009 -Promotion de la formation continue	MS	20 000 000		0,0%
046003002-Prévention et lutte contre le Paludisme	MS	2 285 000 000	204 136 203	8,9%
046003003-Prise en charge de la Tuberculose	MS	534 000 000	84 511 432	15,8%
046003004-Prévention et Lutte contre la Lèpre et l'Ulcère de Buruli	MS	140 000 000	24 800 000	17,7%
046003009-Prévention, Lutte contre les maladies transmissibles et maladies tropicales négligées	MS	150 000 000	53 060 000	35,4%
046003012-Promotion des soins palliatifs	MS	200 000 000	24 260 000	12,1%
046003013-Prévention et prise en charge des IST et du VIH SIDA	MS	3 026 000 000	58 965 416	1,9%
046003019-Prise en charge de la tuberculose Centre National Universitaire Pneumo-Phtisiologie de Cotonou	MS	200 000 000	100 000 000	50,0%
046003020-Prise en charge de la tuberculose_Centre National Universitaire Pneumo-Phtisiologie d'Akron	MS	80 000 000	20 000 000	25,0%
046003021-Prévention et lutte contre la lèpre et l'Ulcère de Buruli -CDTUB ALLADA	MS	99 200 090	24 800 000	25,0%
046004002-Promotion de l'hygiène et de l'assainissement de base	MS	66 500 000	16 625 000	25,0%
046004003 - Gestion des épidémies et surveillance sanitaire	MS	1 271 014 000	0	0,0%
046004004-Santé de la mère et de l'enfant et soins infirmiers et obstétricaux	MS	680 000 000	0	0,0%
046004005 - Appui aux activités de santé de la reproduction	MS	700 000 000	0	0,0%
046004006-Vaccination et logistique vaccinale	MS	6 500 000 000	6 500 000 000	100,0%
046004008-Gestion de la santé scolaire et universitaire	MS	28 500 000	7 125 000	25,0%

Activité budgétaire	Ministère	Prévision CP (en francs CFA)	Exécution à fin juin 2026	Taux d'exe
046004010 - FADEC-Santé communautaire	MS	1 500 000 000	0	0,0%
046004012-Appui à la prise en charge médicale des victimes de violences basées sur le genre	MS	225 000 000		0,0%
046004013 - Appui au financement du SAMU	MS	334 286 439		0,0%
047001003 - Suivi des établissements privés de soins	MS	9 270 000		0,0%
047001014-Promotion de la médecine hospitalière	MS	76 377 000		0,0%
047001015 - Appui au fonctionnement des centres hospitaliers	MS	118 679 000		0,0%
047002007-Amélioration de l'accessibilité sanitaire dans la Commune de Tchaourou	MS	7 099 959 990	134 868 909	1,9%
047002009-Construction et équipement de l'Hôpital de Zone de Savè-Ouessè	MS	3 545 897 621		0,0%
047002010 - Appui à la mise en place des infrastructures sanitaires dans les Communes (FADEC Investissement)	MS	1 300 000 000		0,0%
047002011 - Appui au fonctionnement des zones sanitaires (Subventions aux zones sanitaires et FADEC-Entretiens et Réparations des Infrastructures)	MS	600 000 000	0	0,0%
047003002-Protection sanitaire	MS	4 412 852 285	0	0,0%
047003004-Assistance aux hémodialysés	MS	2 200 000 000	0	0,0%
047003005-Missions médico-chirurgicales	MS	90 674 000	0	0,0%
047003007-Assistance aux personnes souffrant de troubles psychiques	MS	158 286 439	0	0,0%
047004003-Amélioration de la disponibilité des produits sanguins labiles (Transfusion sanguine)	MS	3 375 000 000	843 750 000	25,0%
047004007-Assurance qualité des produits de santé et de l'eau	MS	915 710 715	457 855 356	50,0%
054005002-Cellule genre et environnement	MESRS	25 000 000	0	0,0%
055001002-Renforcement des capacités des enseignants	MESRS	114 317 000	0	0,0%
055001005-Promotion de l'enseignement supérieur public et privé	MESRS	147 600 000	0	0,0%
055003004-Projet de construction et d'équipement des nouveaux centres universitaires	MESRS	0	0	#DIV/0!
055003005-Programme spécial de couverture des besoins en infrastructures et équipements des UNB	MESRS	7 234 471 000	25 591 000	0,4%
057001005-Projet de renforcement des infrastructures sociales	MESRS	0	0	#DIV/0!
058005006-Promotion de l'alphabétisation et des langues nationales dans les départements	MESTFP	17 800 000	0	0,0%
059002038-Mise en oeuvre de la mesure d'exonération des élèves filles de l'ESG des frais de scolarité	MESTFP	4 338 047 000	0	0,0%
060002036-INCITATION A L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS	MESTFP	1 169 816 000	0	0,0%
058005007-Encadrement pédagogique des enseignants et des établissements de l'ESG et de l'ETFP dans les départements	MESTFP	240 960 000	0	0,0%
060001025-Promotion des talents dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels	MESTFP	110 000 000	0	0,0%
063001023-Transfert des ressources aux Communes pour la construction et l'équipement de salles de classe: FADEC-INVESTISSEMENT	MEMP	3 973 200 000	0	0,0%
062002023-Gestion environnementale et du genre	MEMP	89 000 000	0	0,0%
062004026-Suivi de l'alimentation scolaire	MEMP	40 630 000	0	0,0%
063002021-Organisation scolaire et de la prévision de l'Enseignement Primaire	MEMP	50 000 000	0	0,0%
063002022-Gestion de la santé et du sport scolaire de l'Enseignement Primaire	MEMP	98 000 000	0	0,0%

Activité budgétaire	Ministère	Prévision CP (en francs CFA)	Exécution à fin juin 2026	Taux d'exe
063002023-Evaluation et promotion des langues nationales	MEMP	15 000 000	0	0,0%
063002024-Gestion des établissements privés et de la promotion de la préscolarisation	MEMP	44 500 000	0	0,0%
063002027- Lutte contre le sida en milieu scolaire au niveau du MEMP	MEMP	31 780 000	0	0,0%
063002025-Subventions aux écoles pour leur fonctionnement	MEMP	6 436 302 000	0	0,0%
063003007-Transfert aux structures compétentes des ressources pour l'achat des vivres et autres dépenses au profit des écoles à cantines scolaires du MEMP	MEMP	33 009 243 000		0,0%
064003018-Commande et distribution des manuels, des cahiers d'activités et matériels didactiques dans les EPP et les EM	MEMP	2 927 614 718		0,0%
064003020-Introduction des langues nationales dans le système éducatif formel	MEMP	0		#DIV/0!
022009006-Gestion des ressources matérielles	MEMP	290 520 000		0,0%
022009004-Gestion des ressources matérielles et financières	MEMP	502 585 000		0,0%
033004002-Accueil et réinsertion familiale des enfants en situation difficile (C.A.T.E)	MASM	86 000 000	0	0,0%
032001008-Coordination du Programme Affaires Sociales de Lutte contre le VIH, la tuberculose, etc.	MASM	22 000 000	0	0,0%
032001009-Appui à la Promotion Sociale et Solidarité Nationale	MASM	132 247 000	0	0,0%
032006004-Prospective, Programmation et Suivi-Évaluation des Programmes Budgétaires (PPBS)	MASM	80 000 000	0	0,0%
032006005-Gestion durable de l'environnement et Genre	MASM	15 000 000	0	0,0%
033002001-Mise en œuvre du Programme de Modernisation des Espaces Publics de Protection Sociale et de Promotion du Genre	MASM	2 745 410 000	0	0,0%
033004003-Promotion sociale et protection des personnes en situation de handicap et personnes âgées (DPSIPHPA)	MASM	47 700 000	0	0,0%
033004004-Formation professionnelle des Personnes Handicapées (CFPPH)	MASM	95 000 000	0	0,0%
033004006-Intégration scolaire des personnes vivants avec le Handicap (CPSA)	MASM	105 000 000	0	0,0%
033004007-Assistance sociale aux couches vulnérables (CPS)	MASM	842 940 000	0	0,0%
033004012-Promotion de la femme et du genre (DPFG)	MASM	35 000 000	0	0,0%
033004014-Protection de la famille, de l'enfant et de l'adolescent (DFAE, APPUI A LA LAE)	MASM	76 550 000	0	0,0%
033004015-Production, gestion et exploitation de l'information relative à la famille, à la femme, à l'enfant, à la protection sociale et au genre	MASM	210 000 000	0	0,0%
033004017-Mise en œuvre du projet de renforcement des filets sociaux au Bénin	MASM	10 000 000 000	12 033 388 477	120,3%
033007003-Assurance pour le Renforcement du Capital Humain	MASM	6 765 657 999	0	0,0%
034001002-Inclusion financière et autonomisation de la femme (DIFAE)	MASM	35 000 000	0	0,0%
034001003-Promotion de la microfinance (DPM)	MASM	20 000 000	0	0,0%
033004019-Accueil et réinsertion sociale des personnes présentant un déficit mental des personnes en situation de mendicité (CENTRE D'ASSISTANCE PSYCHIATRIQUE DE KPOMASSE ET DES PERSONNES EN SITUATION DE MENDICITE)	MASM	460 000 000	0	0,0%
034002001-Transfert de ressources pour les activités de microcrédit	MASM	733 720 000	216 860 000	29,6%
088001004-Adaptation des villes aux changements climatiques	MCVT	1 102 611 116	0	0,0%

Activité budgétaire	Ministère	Prévision CP (en francs CFA)	Exécution à fin juin 2026	Taux d'exe
114002005-Appui à la Cellule sectorielle du MCVT de lutte contre le paludisme, la tuberculose, les IST	MCVT	71 000 000		0,0%
088001012-Réhabilitation et aménagement des voiries des villes de Cotonou, Parakou, Porto Novo, Bohicon, Abomey, Abomey-Calavi, Ouidah, Sèmè-Podji et Lokossa : Asphaltage	MCVT	20 419 669 869	19 598 948 311	96,0%
089002039-Construction/réhabilitation des bâtiments administratifs et infrastructures socio-communautaires			6 997 792 663	
114002004-Gestion des aspects genre et environnementaux dans les interventions du MCVT	MCVT	53 500 000		0,0%
091001001-Développement de la pratique sportive à la base	MSPORTS	12 732 755 693	8 732 755 693	68,6%
091002002-Sport scolaire et universitaire	MSPORTS	1 125 055 000	281 263 750	25,0%
091003001-Sport pour tous	MSPORTS	525 310 000	0	0,0%
092001002-Organisation des activités de promotion de la jeunesse	MSPORTS	56 152 060	0	0,0%
092001001-Appui aux associations, mouvement et institutions de Jeunesse	MSPORTS	59 607 656	0	0,0%
092002002-Appui et promotion des initiatives de loisirs	MSPORTS	65 777 500	0	0,0%
113002005-Production et gestion des Informations statistiques du Ministère	MEEM	18 000 000	0	0,0%
098002004-Programme d'Actions pour l'Electrification des Localités Rurales au Bénin (PAELRB) : Electrification de 200 localités par raccordement au réseau conventionnel de la SBFF	MEEM	3 532 816 271		0,0%
098002006-Projet d'Electrification Rurale (PERU)	MEEM	3 780 529 703	478 200 512	12,6%
098002007-Projet d'Extension et de Densification Electrique des Réseaux (PEDER)	MEEM	3 960 841 558		0,0%
098002019-FORSUN : Volet distribution	MEEM	3 051 364 015		0,0%
098002020-Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Electricité (P2AE)	MEEM	3 047 091 288	0	0,0%
098002021-Modernisation du Système d'Information de la SBEE DEFISSOL Volet SI	MEEM	1 322 775 977	0	0,0%
098003001-Projet d'efficacité Energétique et de Gestion Durable de la Biomasse Energie (P2EGeDBE)	MEEM	1 392 547 030	0	0,0%
077001004-Développement intégré et adaptation au changement climatique dans le Bassin du Niger (PIDACC-Bénin)	MEEM	6 368 963 016	0	0,0%
077002043-Renforcement des systèmes d'AEP de Bassila, Allada et environs	MEEM	300 000 000	0	0,0%
077002042-Travaux supplémentaires de densification et de renforcement du réseau de distribution d'eau potable des villes d'Abomey Bohicon Agbangnizou Djidja Zâ-Kpota et Zogbodomey (Remboursement SGB)	MEEM	7 173 055 363	0	0,0%
098002024-Projet de mise aux normes et d'amélioration de qualité de service	MEEM	4 383 123 890	0	0,0%
094002003-Promotion des talents et renforcement des capacités dans le secteur de la culture (Classes culturelles)	MTCA	1 626 152 000	0	0,0%
049001001-Appui à la formation des enfants de troupe	MDN	996 845 000		0,0%
048001001-Gouvernance et pilotage	MDN	76 958 353		0,0%
048001004-Gestion des services sociaux	MDN	105 695 403		0,0%
048003002-Gestion des ressources humaines	MDN	72 912 490		0,0%

Activité budgétaire	Ministère	Prévision CP (en francs CFA)	Exécution à fin juin 2026	Taux d'exe
048003003-Gestion des ressources matérielles et services généraux de l'administration centrale	MDN	1 139 912 246		0,0%
048003010-Suivi-évaluation des projets et programmes	MDN	31 078 674		0,0%
048004002-Gestion des transmissions, de l'informatique et des archives	MDN	48 224 826		0,0%
048005001-Gestion des services de coopération militaire	MDN	4 200 000		0,0%
048005003-Gestion du Musée des Armées	MDN	15 000 000		0,0%
048005005-Coordination de la participation des armées au développement et aux tâches d'intérêt public	MDN	50 114 709		0,0%
049001002-Formation, stage et recyclages communs des personnels	MDN	1 000 064 500		0,0%
049002002-Protection de l'espace maritime national	MDN	1 549 200 500		0,0%
049002003-Protection de l'espace aérien national	MDN	1 269 361 500		0,0%
049002004-Défense du territoire national	MDN	93 425 500		0,0%
049002010-Lutte contre le terrorisme et maintien d'ordre	MDN	260 413 330		0,0%
049004004-Coordination des Forces	MDN	5 572 067 406	25 000 000	0,4%
049004005-Organisation des manœuvres	MDN	45 782 000		0,0%
049001003-Participation aux compétitions sportives	MDN	114 398 310		0,0%
049006001-Appuis aux structures sanitaires	MDN	555 479 075		0,0%
049006002-Fourniture de soins de santé	MDN	184 500 500		0,0%
043001018-Renforcement des contrôles sur le travail des enfants	MTFP	57 600 000	0	0,0%
042002005-Genre et environnement	MTFP	25 000 000	0	0,0%
043003001-Promotion de la sécurité et de la santé au travail	MTFP	121 200 000	0	0,0%
043003002-Promotion de la sécurité sociale	MTFP	11 853 698	0	0,0%
109001001-Projet Accès des Citoyens aux Médias de Qualité	MND	325 000 000	41 577 200	12,8%
109003001-Projet de Modernisation des Médias de Services Publics	MND	928 000 000	132 855 156	14,3%
051006001-Renforcement de la Coordination des actions de promotion de l'emploi	MPMEPE	229 100 000		0,0%
050003009-Promotion du genre dans les domaines d'intervention du ministère	MPMEPE	20 000 000		0,0%
051004001-Anpe	MPMEPE	2 000 000 000		0,0%
051004002-Projet d'inclusion des jeunes	MPMEPE	6 800 000 000	5 864 406 446	86,2%
050002005-Amélioration de la gestion des ressources humaines	MPMEPE	14 000 000		0,0%
015002084-Elaboration et mise en œuvre du plan thématique genre et environnement du secteur	MDC	22 159 766	0	0,0%
015003053-Acquisition et mise en place des infrastructures IT au profit des structures du MDC	MDC	54 104 850	0	0,0%
015003052-Gestion des ressources financières et matérielles du Ministère	MDC	1 119 411 847	0	0,0%
015005057-Appui-conseils aux communes	MDC	85 786 800	0	0,0%
041002003-Assistance conseil aux communes	MDGL	260 285 541	0	0,0%
040007002-Coopération décentralisée et intercommunalité	MDGL	7 223 346	0	0,0%
73003002-Genre et environnement	MIC	21 305 000	0	
022009003-Gestion prévisionnelle des emplois et compétences et renforcement des capacités des ressources humaines	MAE	234 760 000	0	0,0%
022009005-Programme de construction et de rénovation des infrastructures dans les missions diplomatiques et à la centrale	MAE	1 400 000 000	145 160 000	10,4%

Activité budgétaire	Ministère	Prévision CP (en francs CFA)	Exécution à fin juin 2026	Taux d'exe
Total		280 799 437 347	75 302 787 931	26,8%

**ANNEXE N°6 : EXECUTION DES DEPENSES RELATIVES AU CHANGEMENT
CLIMATIQUE AU 30 JUIN 2026**

5

✓

Exécution des dépenses relatives aux changements climatiques au 30 juin 2026
(en FCFA)

N°	Projet	Ministère	Prévisions 2025			Exécution			Taux d'ex
			Adaptation	Atténuation	Total	Adaptation	Atténuation	Total	
1	Projet de cohésion Sociale des Régions Nord du Golfe de Guinée (COSO)	PR	6 032 868 000	0	6 032 868 000	6 488 814 829	0	6 488 814 829	107,6%
2	Construction et équipements des infrastructures de secours	MISP	2 100 000 000	0	2 100 000 000	1 050 000 000	0	1 050 000 000	50,0%
3	Gestion intégrée des espaces frontaliers	MISP	1 200 000 000	0	1 200 000 000	600 000 000	0	600 000 000	50,0%
4	Projet de mise en place d'un Système Moderne d'Enquêtes sur les Statistiques Agricoles et Nutritionnelles (SYMESAN)	MAEP	1 295 688 572	0	1 295 688 572	140 835 142	0	140 835 142	10,9%
5	Projet d'Appui au Développement du Maraîchage (PADMAR)	MAEP	3 950 000 000	0	3 950 000 000	2 954 697 946	0	2 954 697 946	74,8%
6	Mise en oeuvre des Programmes Nationaux de Développement des Filières à Hautes Valeurs Ajoutées (Ananas, Anacarde, Produits Maraîchers) PNDF-HVA	MAEP	2 000 000 000	0	2 000 000 000	218 750 000	0	218 750 000	10,9%
7	Mise en oeuvre des Programmes Nationaux de Développement des Filières Conventiennelles (Riz, Maïs, Manioc) PNDFC	MAEP	1 500 000 000	0	1 500 000 000	250 000 000	0	250 000 000	16,7%
8	Programme National de Développement de la Mécanisation Agricole (PNDMA)	MAEP	2 000 000 000	0	2 000 000 000	500 000 000	0	500 000 000	25,0%
9	Projet d'Appui au Développement Agricole et à l'Accès au Marché (PADAAM)	MAEP	5 000 000 000	0	5 000 000 000	2 891 072 114	0	2 891 072 114	57,8%
10	Programme National de Développement de la Filière Palmier à Huile (PNDF-PH)	MAEP	0	1 700 000 000	1 700 000 000	0	425 000 000	425 000 000	25,0%
11	Projet d'appui à la Transition Agroécologique dans les Zones Cotonnières du Bénin phase 2 (TAZCO 2)	MAEP	0	1 883 028 312	1 883 028 312	0	464 230 517	464 230 517	24,7%
12	Programme National de Développement des Plantations et des grandes Cultures (PND GC)	MAEP	0	3 000 000 000	3 000 000 000	0	0	0	0,0%
13	Projet d'Appui au développement des Investissements Agricoles Productifs (PADIAP)	MAEP	5 500 000 000	0	5 500 000 000	0	0	0	0,0%
14	Projet d'urgence pour le Renforcement de la Résilience des Acteurs du Secteur Agricole - PUR-ZEDAGA	MAEP	4 599 412 149	0	4 599 412 149	29 700 000	0	29 700 000	0,6%
15	Projet de Développement des Chaînes de Valeurs des Racines et Tubercules	MAEP	1 650 000 000	0	1 650 000 000	0	0	0	0,0%
16	Projet Intégré de Renforcement de la Résilience climatique des Communes vulnérables et Frontalières Bénin-Nigeria (PIRRCE)	MAEP	250 000 000	0	250 000 000	0	0	0	0,0%
17	Mise en oeuvre du programme de développement de l'irrigation	MAEP	1 000 000 000	0	1 000 000 000	250 000 000	0	250 000 000	25,0%
18	Programme National de Développement de la Filière Arboriculture Fruitière	MAEP	1 050 000 000	0	1 050 000 000	262 500 000	0	262 500 000	25,0%
19	Programme National de Développement de la Filière Karité	MAEP	900 000 000	0	900 000 000	225 000 000	0	225 000 000	25,0%
20	Projet de Développement des Infrastructures Agricoles et de Désenclavement dans la Basse et Moyenne Vallée de l'Ouémé - PDIAI-BMVO	MAEP	4 755 717 398	0	4 755 717 398	38 254 888	0	38 254 888	0,8%
21	Projet d'Aménagement Hydro-Agricole et d'Adaptation aux Changements Climatiques dans la Basse Vallée du Fleuve Mono - PAHAC-BVM	MAEP	1 550 000 000	0	1 550 000 000	27 994 298	0	27 994 298	1,8%
22	FADEC	MAEP	1 800 000 000	0	1 800 000 000	0	0	0	0,0%
23	Projet d'Appui à la Compétitivité des Filières et à la Diversification des Exportations (PACOFIDE)	MAEP	10 500 000 000	0	10 500 000 000	10 899 681 083	0	10 899 681 083	103,8%
24	Projet Régional d'Intégration des Marchés Agricoles (PRIMA)	MAEP	2 210 000 000	0	2 210 000 000	850 000 000	0	850 000 000	38,5%
25	Programme National de Développement de la Filière Soja	MAEP	600 000 000	0	600 000 000	0	0	0	0,0%
26	Projet de Promotion de Financement Agricole (ProFINA)	MAEP	1 522 214 817	0	1 522 214 817	139 136 400	0	139 136 400	9,1%
27	PNDF Lait, viande et oeufs de table	MAEP	3 450 000 000	0	3 450 000 000	4 642 413 246	0	4 642 413 246	134,6%
28	Projet de Sédentarisation des Troupeaux de Ruminants au Bénin (ProSeR)	MAEP	7 250 132 262	0	7 250 132 262	827 115 029	0	827 115 029	11,4%
29	Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Élevage (PRODEFILAV-PEL)	MAEP	5 663 129 308	0	5 663 129 308	80 790 358	0	80 790 358	1,4%
30	PNDF Aquaculture	MAEP	3 210 000 000	0	3 210 000 000	0	0	0	0,0%
31	Projet de promotion de l'aquaculture durable et de compétitivité des chaînes de valeur de la pêche (PROMAC)	MAEP	3 711 249 285	0	3 711 249 285	571 539 963	0	571 539 963	15,4%
32	Projet de développement de la chaîne de valeur riz au Bénin (PDCV riz)	MAEP	3 500 000 000	0	3 500 000 000	12 458 792	0	12 458 792	0,4%
33	Projet de Développement des Services Agricoles (PDSA)	MAEP	1 200 000 000	0	1 200 000 000	0	0	0	0,0%
34	Promotion et développement de la e-santé	MS	300 000 000	0	300 000 000	91 448 853	0	91 448 853	30,5%
35	Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP)	MS	2 000 000 000	0	2 000 000 000	204 136 203	0	204 136 203	10,2%
36	Programme national de Lutte contre la Tuberculose (PNT)	MS	534 000 000	0	534 000 000	84 511 432	0	84 511 432	15,8%
37	Programme National de Lutte contre les Maladies Transmissibles (PNLMT)	MS	150 000 000	0	150 000 000	53 060 000	0	53 060 000	35,4%
38	Programme National des soins palliatifs (PNSP)	MS	200 000 000	0	200 000 000	24 260 000	0	24 260 000	12,1%
39	Projet d'Appui aux activités de santé de la reproduction (PAASR)	MS	700 000 000	0	700 000 000	175 000 000	0	175 000 000	25,0%
40	Projet de Promotion de l'hygiène et de l'assainissement (PPHA)	MS	100 000 000	0	100 000 000	25 000 000	0	25 000 000	25,0%
41	Construction d'un Centre des urgences à Ouidah	MS	1 004 500 000	0	1 004 500 000	0	0	0	0,0%
42	Amélioration de l'accessibilité sanitaire dans la Commune de Tchaurou - Projet Santé Population de la Grande Commune de Tchaurou	MS	7 099 959 990	0	7 099 959 990	134 868 909	0	134 868 909	1,9%
43	Construction et équipement de l'Hôpital de Zone de Savè-Ouassé	MS	3 545 897 621	0	3 545 897 621	0	0	0	0,0%
44	Projet de construction et d'équipement de 5 hôpitaux de 65 lits, sur la base du plan d'Allada (Savalou, Dassa, Lokossa, Ouidah, Cotonou 2 et 3)	MS	18 604 461 317	0	18 604 461 317	0	0	0	0,0%
45	Projet de construction/rehabilitation et d'équipement de 14 centres de santé (CS Akassato, CS Abomev-Calavi, CS Ouédô, CS Sori, CS Kountori, CS Dinkassa, CS Savalou-Aga, CS Tchi-	MS	7 840 000 000	0	7 840 000 000	0	0	0	0,0%
46	Autonomisation de toutes les formations sanitaires en eau et en énergie électrique	MS	1 249 200 000	0	1 249 200 000	0	0	0	0,0%
47	Construction et équipement du laboratoire national de contrôle de qualité des produits de santé et de l'eau	MS	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0	0	0	0,0%
48	Appui à la mise en place des infrastructures sanitaires dans les Communes (FADEC-Investissement)	MS	1 300 000 000	0	1 300 000 000	0	0	0	0,0%
49	Réalisation des travaux confortatifs pour la fonctionnalité du Centre de Traitement des Epidémies (CTE) de Natitingou	MS	300 000 000	0	300 000 000	0	0	0	0,0%
50	PROJET DE CONSTRUCTION DE VINGT ET UN LYCEES TECHNIQUES AGRICOLES ET RECONSTRUCTION DE NEUF ANCIENS	MESTFP	7 400 000 000	0	7 400 000 000	0	0	0	0,0%
51	PROJET DE CONSTRUCTION DE CINQ LYCEES SCIENTIFIQUES ET DU LYCEE DES JEUNES FILLES D'ABOMEYTECHNIQUES AGRICOLES ET RECONSTRUCTION DE NEUF ANCIENS	MESTFP	7 504 157 000	0	7 504 157 000	0	0	0	0,0%
52	Projet de construction de l'Ecole des Métiers de l'Eau et de l'Assainissement (Budget national)	MESTFP	4 524 829 917	0	4 524 829 917	0	0	0	0,0%

N°	Projet	Ministère	Prévisions 2025			Exécution			Taux d'exé
			Adaptation	Atténuation	Total	Adaptation	Atténuation	Total	
33	Projet d'appui à la Formation Agricole et Rurale 1 et 2	MESTEP	16 264 063 617	0	16 264 063 617	0	0	0	0,0%
34	Projet de Développement des Compétences pour l'Emploi dans les Secteurs Prioritaires, Phase 1 (PDCESP-I)	MESTEP	0	21 991 468 712	21 991 468 712	0	464 806 000	464 806 000	2,1%
35	Projet de construction d'un Lycée Scientifique (Porto-Novo) et d'une Ecole normale Supérieure Scientifique (Parakou)	MESTEP	0	13 494 968 591	13 494 968 591	0	0	0	0,0%
36	Mise en oeuvre du projet de renforcement des filets sociaux au Bénin	MASM	10 000 000 000	0	10 000 000 000	12 033 388 477	0	12 033 388 477	120,3%
37	Assurance pour le Renforcement du Capital Humain	MASM	6 765 657 999	0	6 765 657 999	0	0	0	0,0%
38	Projet de renforcement de la Capacité des FAB	MDN	19 374 581 363	0	19 374 581 363	12 353 304 989	0	12 353 304 989	63,8%
39	Construction et réhabilitation des patrimoines touristiques	MTCA	24 796 523 934	0	24 796 523 934	40 399 615 448	0	40 399 615 448	162,9%
40	Aménagement des Sites Touristiques et de leurs Voies d'Accès	MTCA	700 000 000	0	700 000 000	22 476 473	0	22 476 473	3,2%
41	Modernisation des bibliothèques et centres de lecture publics	MTCA	250 000 000	0	250 000 000	0	0	0	0,0%
42	Planification urbaine	MCVT	0	396 610 000	396 610 000	0	0	0	0,0%
43	Adaptation des villes aux changements climatiques	MCVT	1 102 611 116	0	1 102 611 116	0	0	0	0,0%
44	Réhabilitation et d'aménagement des voiries des villes de Cotonou, Parakou, Porto-Novo, Bohicon, Abomey, Abomey-Calavi, Ouidah, Sémé-Podji et Lokossa : Asphaltage	MCVT	20 419 669 869	0	20 419 669 869	19 598 948 311	0	19 598 948 311	96,0%
45	Mise en oeuvre du projet d'Assainissement Pluvial de Cotonou	MCVT	0	13 693 323 160	13 693 323 160	0	3 993 322 374	3 993 322 374	29,2%
46	Aménagement de la voirie dans le centre-ville de Ouidah	MCVT	6 677 802 140	0	6 677 802 140	6 677 802 140	0	6 677 802 140	100,0%
47	Modernisation de la gestion des boues de vidange et eaux usées dans les grandes villes du Bénin	MCVT	0	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0,0%
48	Amélioration de la mobilité urbaine dans le Grand Nokoué	MCVT	6 000 112 907	0	6 000 112 907	27 692 352 983	0	27 692 352 983	461,5%
49	Assainissement pluvial par l'Etat des communes bénéficiaires du BRIC	MCVT	12 882 251 364	0	12 882 251 364	13 821 058 054	0	13 821 058 054	107,3%
50	Appui à la décentralisation	MCVT	2 600 000 000	0	2 600 000 000	269 908 052	0	269 908 052	10,4%
51	Mise en oeuvre de l'Assainissement pluvial des villes secondaires	MCVT	22 934 319 457	0	22 934 319 457	1 862 480 122	0	1 862 480 122	8,1%
52	Développement de l'infrastructure géographique de base et du cadastre	MCVT	1 000 000 000	0	1 000 000 000	250 000 000	0	250 000 000	25,0%
53	Aménagement des voies de desserte des stades communaux	MCVT	1 698 292 400	0	1 698 292 400	1 698 292 400	0	1 698 292 400	100,0%
54	Programme Spécial d'Accélération du Développement de la Commune de Hanté (ProSAID Hanté) et asphaltage Savalou	MCVT	2 000 000 000	0	2 000 000 000	2 000 000 000	0	2 000 000 000	100,0%
55	Réalisation de collecteur d'eau pluvial et aménagement des voies d'accès à l'hôpital de référence d'Abomey-Calavi	MCVT	3 372 146 037	0	3 372 146 037	3 372 146 037	0	3 372 146 037	100,0%
56	Développement de Programme Immobilier d'Habitat Social et Economique (20 000 logements)	MCVT	16 871 824 668	0	16 871 824 668	8 378 353 629	0	8 378 353 629	49,7%
57	Construction de résidences	MCVT	575 775 332	0	575 775 332	1 851 862 119	0	1 851 862 119	321,6%
58	Construction de la Plateforme agro-alimentaire du Grand Nokoué (marché de gros)	MCVT	4 000 000 000	0	4 000 000 000	6 535 226 167	0	6 535 226 167	163,4%
59	Construction de 35 marchés urbains et régionaux	MCVT	2 000 000 000	0	2 000 000 000	2 000 000 000	0	2 000 000 000	100,0%
60	Construction de cités (ministérielle, technique, départementale, financière, de sécurité et de défense etc)	MCVT	24 016 000 000	0	24 016 000 000	23 900 000 000	0	23 900 000 000	99,5%
61	Construction d'un MALL -Galerie-Piscine et d'un pôle commercial au stade GMK	MCVT	6 000 000 000	0	6 000 000 000	6 000 000 000	0	6 000 000 000	100,0%
62	Aménagement de la Berge Sud Ouest de la lagune de Cotonou et du quartier Xwlaodji	MCVT	500 000 000	0	500 000 000	0	0	0	0,0%
63	Construction d'un Quartier Culturel et Créatif en République du Bénin	MCVT	58 308 213 106	0	58 308 213 106	0	0	0	0,0%
64	Appui à la gestion durable de l'environnement	MCVT	924 500 000	0	924 500 000	51 092 640	0	51 092 640	5,5%
65	Modernisation de la gestion des déchets solides ménagers	MCVT	0	13 230 562 305	13 230 562 305	0	19 230 562 305	19 230 562 305	145,3%
66	Mise en oeuvre de l'adaptation basée sur les écosystèmes	MCVT	125 000 000	0	125 000 000	1 475 988	0	1 475 988	1,2%
67	Restauration et amélioration de la valeur des terres et des écosystèmes forestiers dégradés pour une meilleure résilience climatique au Bénin	MCVT	0	200 500 000	200 500 000	0	0	0	0,0%
68	Adaptation aux changements climatiques au plan local	MCVT	300 000 000	0	300 000 000	62 500 000	0	62 500 000	20,8%
69	Protection du littoral contre l'érosion côtière	MCVT	5 000 000 000	0	5 000 000 000	222 088 310	0	222 088 310	4,4%
70	Investissement pour la résilience des Zones Côtières en Afrique de l'Ouest	MCVT	680 000 000	0	680 000 000	547 484 066	0	547 484 066	80,5%
71	Réhabilitation du lac Ahémé et ses chenaux	MCVT	0	5 089 086 495	5 089 086 495	0	1 272 271 623	1 272 271 623	25,0%
72	Aménagement et Réhabilitation du lac Nokoué et de la lagune de Porto-Novo	MCVT	0	2 550 000 000	2 550 000 000	0	375 000 000	375 000 000	14,7%
73	Gestion durable des forêts classées	MCVT	0	1 900 000 000	1 900 000 000	0	3 467 897 836	3 467 897 836	182,5%
74	Conservation de la biodiversité et gestion durable des espaces forestiers et des terres (PNCBGDEFT)	MCVT	0	3 700 000 000	3 700 000 000	0	438 087 603	438 087 603	11,8%
75	Conservation et utilisation durable des écosystèmes de mangrove dans le sud du Bénin	MCVT	0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0,0%
76	Appui à la production et à la diffusion des semences forestières autochtones et exotiques au Bénin	MCVT	0	800 000 000	800 000 000	0	0	0	0,0%
77	Réhabilitation et Renforcement de la RNIE 2: Tronçon Bérubouay-Kandi-Malanville (177,20 Km)	MCVT	9 590 475 000	0	9 590 475 000	2 397 618 750	0	2 397 618 750	25,0%
78	Aménagement et Bitumage de la route Djougou-Pehunco-Kérou-Bamikoara	MCVT	46 507 161 000	0	46 507 161 000	9 627 882 341	0	9 627 882 341	20,7%
79	Route des Pêches phase 2: Tronçon Adouanko-Porte du non retour- Bouche du roi (35,80 Km) et ses bretelles	MCVT	1 000 000 000	0	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	100,0%
80	Travaux d'aménagement et d'entretien des routes et pistes rurales dans le cadre de la campagne agricole	MCVT	3 000 000 000	0	3 000 000 000	750 000 000	0	750 000 000	25,0%
81	Développement des infrastructures socio-économiques et de sécurité alimentaire (PDISSA)	MEEM	417 394 303	0	417 394 303	852 484 556	0	852 484 556	204,2%
82	Développement intégré et adaptation au changement climatique dans le Bassin du Niger (PIDACC-Bénin)	MEEM	0	6 368 963 016	6 368 963 016	0	9 292 075	9 292 075	0,1%
83	Développement des Infrastructures Hydrauliques Multifonctions et gestion Durable des Ressources en Eau (PIDHM-GIDRE) Phase 2	MEEM	1 173 326 996	0	1 173 326 996	481 534 741	0	481 534 741	41,0%
84	Projet d'Appui à l'opérationnalisation de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PAGIRE)	MEEM	475 072 400	0	475 072 400	0	0	0	0,0%
85	Renforcement du système d'AEP de la ville de Cotonou et ses agglomérations - phase 3	MEEM	2 000 000 000	0	2 000 000 000	0	0	0	0,0%

N°	Projet	Ministère	Prévisions 2025			Exécution			Taux d'exé
			Adaptation	Atténuation	Total	Adaptation	Atténuation	Total	
106	Renforcement du système d'AEP des villes de Savè, Dassa-Zoumè, Glazoué et environs	MEEM	5 287 309 745	0	5 287 309 745	1 143 654 872	0	1 143 654 872	21,6%
107	Renforcement du système d'AEP des villes de Boukoubé, Cové et Zangnanando	MEEM	2 229 079 377	0	2 229 079 377	51 229 882	0	51 229 882	2,3%
108	Renforcement du système d'AEP des villes d'Abomey, Bohicon, Djidja, Agbanyizoun, Zakpota, Zogbodomey (Remboursement BGFI)	MEEM	2 552 360 431	0	2 552 360 431	0	0	0	0,0%
109	Renforcement du système d'AEP des villes d'Abomey-Calavi et environs Phase I (Remboursement ECOBANK)	MEEM	3 001 946 605	0	3 001 946 605	0	0	0	0,0%
110	Renforcement du système d'Alimentation en Eau Potable de la ville d'Abomey-Calavi et ses environs, Phase II (Périurbain II)	MEEM	2 217 544 665	0	2 217 544 665	0	0	0	0,0%
111	Alimentation en Eau Potable des zones périurbaines des villes de Cotonou, Sémé-Kpodji, Calavi et Porto-Novo (Grand Cotonou), Périurbain III	MEEM	1 960 092 980	0	1 960 092 980	0	0	0	0,0%
112	Renforcement du système d'alimentation en eau potable dans les départements du Couffo et du Plateau	MEEM	2 107 000 000	0	2 107 000 000	0	0	0	0,0%
113	Alimentation en eau potable des villes de Savalou, Bassila, Banté, Ouessè et environs à partir des eaux de surface (PAEPVILLES SBBO)	MEEM	4 223 153 764	0	4 223 153 764	2 111 576 882	0	2 111 576 882	50,0%
114	Renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable des villes de Banikoara, Bembéréké, Nikki et leurs environs (PRSSAEP VILLES BBN)	MEEM	1 559 243 568	0	1 559 243 568	779 621 784	0	779 621 784	50,0%
115	Projet d'alimentation en eau potable des infrastructures touristiques de la ville de Ouidah	MEEM	7 217 350 204	0	7 217 350 204	3 608 675 102	0	3 608 675 102	50,0%
116	Renforcement système d'alimentation en eau potable de la ville d'Abomey-Calavi et ses environs, Phase III	MEEM	2 069 502 552	0	2 069 502 552	1 034 751 271	0	1 034 751 271	50,0%
117	Travaux supplémentaires de densification et de renforcement du réseau de distribution d'eau potable des villes d'Abomey Bohicon Agbangnizou Djidja Za-Kpota et Zogbodomey (Remboursement SGB)	MEEM	7 173 055 363	0	7 173 055 363	1 578 612 656	0	1 578 612 656	22,0%
118	Renforcement des systèmes d'AEP de Bassila, Allada et environs	MEEM	300 000 000	0	300 000 000	0	0	0	0,0%
119	Programme AQUA-VIE	MEEM	2 000 000 000	0	2 000 000 000	13 632 352 885	0	13 632 352 885	681,6%
120	Construction et réhabilitation de 44 AEP - Tranche 3 du programme d'urgence du Plan Directeur d'Approvisionnement en Eau Potable	MEEM	7 232 635 629	0	7 232 635 629	2 155 761 934	0	2 155 761 934	29,8%
121	Construction de 95 Systèmes d'Approvisionnement en Eau Potable multi-Village (PASAEP 95)	MEEM	12 701 487 131	0	12 701 487 131	6 350 743 566	0	6 350 743 566	50,0%
122	Réhabilitation des adductions d'eau villageoises existantes, renforcement et densification des réseaux de distribution	MEEM	6 412 459 089	0	6 412 459 089	3 206 229 545	0	3 206 229 545	50,0%
123	Projet "Équité" de renforcement des systèmes existants et de construction de 77 nouveaux systèmes dans les zones critiques (PRSECSZC 77)	MEEM	7 500 000 000	0	7 500 000 000	3 750 000 000	0	3 750 000 000	50,0%
124	Projet 14 SAEPMV (BEI)	MEEM	4 931 935 176	0	4 931 935 176	0	0	0	0,0%
125	Programme de Sécurisation de l'Eau potable par la Résilience en Milieu Rural (PROSER-MR)	MEEM	1 556 323 578	0	1 556 323 578	19 454 044 728	0	19 454 044 728	1250,0%
126	Projet d'Extension de la Centrale Solaire DEFISSOL - FORSUN Volet Solaire	MEEM	0	1 551 453 468	1 551 453 468	0	1 674 002 264	1 674 002 264	107,9%
127	Projet de construction d'une centrale solaire photovoltaïque de capacité 25 MWe à Kandi	MEEM	0	3 114 933 976	3 114 933 976	0	0	0	0,0%
128	Programme d'Actions pour l'Électrification des Localités Rurales au Bénin (PAELRB) : Electrification de 200 localités par raccordement au réseau conventionnel de la SBEE	MEEM	0	3 532 816 271	3 532 816 271	0	0	0	0,0%
129	Projet d'Électrification Rurale (PERU)	MEEM	0	3 780 529 703	3 780 529 703	0	478 200 512	478 200 512	12,6%
130	FORSUN : Volet distribution	MEEM	0	3 051 364 015	3 051 364 015	0	0	0	0,0%
131	Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Électricité (P2AE)	MEEM	3 047 091 288	0	3 047 091 288	0	0	0	0,0%
132	Projet d'alimentation en énergie des sites d'usines de production des pierres ornementales	MEEM	0	1 371 960 558	1 371 960 558	0	0	0	0,0%
133	Projet de Modernisation et d'Extension des Réseaux de la SBEE dans les grands centres urbains (ProMER)	MEEM	0	4 290 968 390	4 290 968 390	0	233 076 600	233 076 600	5,4%
134	Projet d'Accès Durable et Sécurisé du Bénin à l'Énergie Électrique (PADSBEE 2019-2025) VINC	MEEM	0	3 000 000 000	3 000 000 000	0	0	0	0,0%
135	Projet de Restructuration et d'Extension du Système de Répartition et Distribution de la SBEE - PRESREDI	MEEM	659 901 380	0	659 901 380	409 981 902	0	409 981 902	62,1%
136	PROJET DE RENFORCEMENT DU RÉSEAU ÉLECTRIQUE DANS LE BASSIN COTONNIER DU NORD	MEEM	4 808 205 432	0	4 808 205 432	0	0	0	0,0%
137	Projet d'efficacité Énergétique et de Gestion Durable de la Biomasse Énergie (P2EGeDBE)	MEEM	0	1 392 547 030	1 392 547 030	0	0	0	0,0%
138	Électrification par système solaire photovoltaïque de 750 infrastructures socio-communautaires	MEEM	0	3 467 455 093	3 467 455 093	0	0	0	0,0%
139	PROJET D'APPUI A LA PLANIFICATION ÉNERGETIQUE PAPE	MEEM	0	1 300 000 000	1 300 000 000	0	15 852 168 566	15 852 168 566	1219,4%
140	Modernisation du Système d'Information de la SBEE DEFISSOL - Volet SI	MEEM	1 322 775 977	0	1 322 775 977	0	0	0	0,0%
141	PROJET DE VALORISATION DE L'ÉNERGIE SOLAIRE (PROVES)	MEEM	0	1 216 385 882	1 216 385 882	0	0	0	0,0%
142	Projet de construction d'une Centrale Solaire de 25MWe en extension à DEFISSOL - Projet TTC	MEEM	0	495 482 605	495 482 605	0	0	0	0,0%
143	Projet de barrage hydro multifonctions DOGO-BIS - Électricité 128 MW et irrigation 5000 ha	MEEM	0	1 515 000 000	1 515 000 000	0	431 511 200	431 511 200	28,5%
144	PROJET D'ÉLECTRIFICATION RURALE - PHASE 2	MEEM	0	2 822 587 283	2 822 587 283	0	0	0	0,0%
145	Prévention et gestion des catastrophes	MEF	28 000 000 000	0	28 000 000 000	14 455 399 422	0	14 455 399 422	51,6%
TOTAL BUDGET CLIMAT			620 680 646 578	126 301 994 865	746 982 641 443	315 177 052 708	48 809 429 475	363 986 482 183	48,7%

**ANNEXE N°7 : EXECUTION DES DEPENSES RELATIVES A L'ENTRETIEN ET A
LA MAINTENANCE DES INVESTISSEMENTS PUBLICS AU 30 JUIN 2026**

Exécution des dépenses relatives à l'entretien et à la maintenance des investissements au 30 juin 2026
(en FCFA)

N°	Projets	Ministère	Prévisions 2026 en FCFA	Exécution au 30 juin	Taux d'exécution (en %)
1	Programme de Réhabilitation et d'Equipements des Infrastructures au niveau Central et des Préfectures	MDGL	30 030 000	0	0,0%
2	Réhabilitation et équipement de l'Hôpital d'Instruction des Armées (HIA) de Parakou	MS	1 000 000 000	0	0,0%
3	Réhabilitation complète et équipement du Centre Hospitalier Universitaire de la Mère et de l'Enfant Lagune (CHU-MEL) de Cotonou	MS	140 300 000	0	0,0%
4	Réhabilitation complète et équipement du Centre Hospitalier Universitaire Départemental (CHUD) de l'Ouémé	MS	640 300 000	0	0,0%
5	Réhabilitation complète et équipement du Centre Hospitalier Universitaire de Zone (CHUZ) d'Abomey-Calavi	MS	640 300 000	0	0,0%
6	Réhabilitation du bâtiment abritant les logements des internes du CNHU-HKM	MS	383 200 000	0	0,0%
7	Réhabilitation complète et équipement du CHUD Borgou	MS	340 300 000	0	0,0%
8	Projet de construction/réhabilitation et d'équipement de 14 centres de santé (CS Akassato, CS Abomey-Calavi, CS Ouèdo, CS Sori, CS Kountori, CS Dunkassa, CS Savalou-Aga, CS Tchi-Ahomadégbé, CS Copargo, CS Comé, CS Adohoun, CS Zèbou, CS Idigny, CS Kpakamé)	MS	7 840 000 000	0	0,0%
9	Travaux complémentaires de réhabilitation de l'hôpital de zone de Natitingou et transfert de certains services vers le CHD	MS	100 000 000	0	0,0%
10	Construction et réhabilitation des patrimoines touristiques	MTCA	24 796 523 934	40 399 615 448	162,9%
11	Réhabilitation et d'aménagement des voiries des villes de Cotonou, Parakou, Porto-Novo, Bohicon, Abomey, Abomey-Calavi, Ouidah, Sèmè-Podji et Lokossa : Asphaltage	MCVT	20 419 669 869	19 598 948 311	96,0%
12	Réhabilitation des lampadaires des voies d'accès de Cotonou (Éclairage accès Cotonou (Godomey-Ouidah; Godomey-Abomey Calavi; Le Belier-Péage Sèmè)	MCVT	1 330 196 309	1 330 196 309	100,0%
13	Construction/Réhabilitation de bâtiments administratifs et infrastructures socio-communautaires	MCVT	9 385 473 882	6 997 792 663	74,6%
14	Construction/Réhabilitation des Sections communales des Eaux, Forêts et Chasse (PCR-SCEFC)	MCVT	400 000 000	0	0,0%
15	Réhabilitation des palais royaux	MCVT	818 252 896	0	0,0%
16	Réhabilitation du lac Ahémé et ses chenaux	MCVT	5 089 086 495	1 272 271 623	25,0%
17	Aménagement et Réhabilitation du lac Nokoué et de la lagune de Porto-Novo	MCVT	2 550 000 000	375 000 000	14,7%
18	Réhabilitation et Renforcement de la RNIE 2: Tronçon Bérubouay-Kandi-Malanville (177,20 Km)	MCVT	9 590 475 000	2 397 618 750	25,0%
19	Travaux de réhabilitation et d'aménagement de la voie "Général Brathier-Parc MIVO	MCVT	944 688 783	236 172 196	25,0%
20	Travaux d'achèvement du pont sur la rivière Ouarra et la réhabilitation d'aménagement de la Route Kandi-Ségbana-Frontière	MCVT	1 395 969 381	1 395 969 381	100,0%
21	Reconstruction du pont de Ganhi, de reconfiguration des carrefours SOBEBRA ET LA ROCHE, de réhabilitation des voies d'accès aux ponts et du parc champ de foire Nord.	MCVT	4 239 622 000	1 059 905 500	25,0%
22	Entretien courant mécanisé sur les routes revêtues	MCVT	7 459 594 000	1 864 898 500	25,0%
23	Travaux d'aménagement et d'entretien des routes et pistes rurales dans le cadre de la campagne agricole	MCVT	3 000 000 000	750 000 000	25,0%
24	Construction et réhabilitation de 44 AEV - Tranche 3 du programme d'urgence du Plan Directeur d'Approvisionnement en Eau Potable	MEEM	7 232 635 629	2 155 761 934	29,8%
25	Réhabilitation des adductions d'eau villageoises existantes, renforcement et densification des réseaux de distribution	MEEM	6 412 459 089	3 206 229 545	50,0%
Total			116 179 077 267	83 040 380 160	71,5%